

TABLEAU DE BORD FEDOM

Mis à jour le 20 avril 2016

GEOGRAPHIE ET INSTITUTIONS

- *Tableau n°1 : Données géographiques de base*
- *Tableau n°2 : Le cadre institutionnel ultra-marin*
- *Tableau n°3a : Le cadre administratif dans les DCOM*
- *Tableau n°3b : Le cadre électoral dans les DCOM*

DEMOGRAPHIE

- *Tableau n°4 : Natalité et fécondité dans les DCOM*
- *Tableau n°5 : Mouvements de la population dans les DCOM et répartition nationale*
- *Tableau n°5a : Répartition nationale des populations ultra-marines*

ECONOMIE GENERALE

- *Tableau n°6a : Evolution récente des Produits Intérieurs Bruts dans les DCOM*
- *Tableau n°6b : Evolution récente des taux de croissance dans les DCOM*
- *Tableau n°7a : Comparaison récente DCOM / métropole en matière de PIB / habitant*
- *Tableau n°7b : Evolution récente et comparée des PIB / habitant dans les DCOM et en métropole (montants par habitant et en % du niveau hexagonal)*
- *Tableau n°7c : Evolution récente et comparée des PIB / emploi dans les DOM et en métropole (montants par habitant et en % du niveau hexagonal)*
- *Tableau n°7d : Evolution récente et comparée des PIB / habitant dans les DOM et dans les régions de l'Union européenne*
- *Tableau n°7e : Comparaisons en matière d'Indicateur de Développement Humain (IDH)*
- *Tableau n°8a : L'inflation dans les DCOM*
- *Tableau n°8b : Evolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) dans les DCOM*
- *Tableau n°8c : Evolution des importations de biens en valeur*
- *Tableau n°8d : Evolution des exportations de biens en valeur*
- *Tableau n°8e : Evolution du taux de couverture de la balance commerciale hors service*
- *Tableau n°8f : Ecart de prix en mars 2015 entre Dom et métropole*
- *Tableau n°8g : Ecart de prix entre Dom et métropole en 1985, 1992, 2010 et 2015*
- *Tableau n°8h : Ecart de prix entre Dom et métropole selon les postes de consommation*
- *Tableau n°8i : Ecart de prix en mars 2015 entre Mayotte et la métropole*

CHOMAGE ET EMPLOI

- *Tableau n°9 : Evolution comparée (i) du nombre total de chômeurs dans les DCOM et (ii) du nombre de chômeurs indemnisés*
- *Tableau n°9a : Evolution du taux de chômage dans les DOM, au sens de l'Enquête emploi de l'INSEE et du recensement, et nombre de chômeurs par conseiller de Pôle emploi*
- *Tableau n°9b : Evolution du taux de chômage des 15-24 ans, au sens de l'Enquête emploi de*

l'INSEE, depuis le début de la crise des années 2000

- *Tableau n°9c : Jeunesse et sous-emploi dans les DOM*
- *Tableau n°9d : Les demandes d'emploi en fin d'année 2015 dans les DOM et proportions de femmes*
- *Tableau n°9e : Le halo du chômage dans les DOM en 2013-2014*
- *Tableau n°9f : Eléments sur le chômage de longue durée*
- *Tableau n°9g : Les taux de chômage dans les DOM en 2015 (2014 pour Mayotte)*

SOCIAL

- *Tableau n°10a : Evolution comparée du nombre d'allocataires des minima sociaux dans les DOM*
- *Tableau n°10b : Evolution comparée du nombre de foyers bénéficiaires du RSA*
- *Tableau n°10c : Evolution comparée du nombre de foyers bénéficiaires du RSA activité*
- *Tableau n°10d : Les minima sociaux dans les DOM*
- *Tableau n°10e : La CMU dans les DOM*
- *Tableau n°10f : l'ASS dans les DOM*
- *Tableau n°10g : Le RSA et les CHRS dans les DOM depuis 2011*
- *Tableau n°10h : Evolution comparée du nombre de bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé (AAH)*
- *Tableau n°10i : Economie sociale et solidaire dans les DOM*
- *Tableau n°10j : Retards en matière de taux de mortalité infantile*

REVENUS

- *Tableau n°11a : Niveaux comparés des salaires minima dans l'ensemble des Outre-mer*
- *Tableau n°11b : Evolution comparée des salaires minima ultramarins par rapport au niveau hexagonal*
- *Tableau n°11c : Revenus salariaux annuels selon le sexe*
- *Tableau n°11d : Revenus salariaux annuels selon la catégorie socioprofessionnelle*
- *Tableau n°11e : Evolution récente et comparée du RDB / habitant dans les DOM et en métropole*
- *Tableau n°11f : Formation comparée du RDB dans les DOM et en métropole*
- *Tableau n°11g : Décomposition du RDB dans les DOM et en métropole : évolutions comparées*
- *Tableau n°11h : Statistiques sur l'impôt sur le revenu dans les DOM et en métropole*
- *Tableaux n°11i : Statistiques sur les impôts locaux*
- *Tableau n°11j : Le surendettement des ménages dans les DOM*

FORMATION

- *Tableau n°12a : Difficultés de lecture et difficultés scolaires dans les DOM*
- *Tableau n°12b: Sorties précoces du système scolaire dans les DOM et insertion professionnelle*
- *Tableau n°12c : L'apprentissage dans les DCOM*
- *Tableau n°12d : Taux d'équipement en établissement et services d'aide par le travail dans les DOM*
- *Tableau n°12e : Etudiants et jeunes diplômés dans les DOM*
- *Tableau n°12f : Activité et performances du Service Militaire Adapté (SMA) : évolution du nombre de stagiaires et du taux d'insertion dans les DCOM ; taux de féminisation et niveau d'illettrisme*

FINANCES PUBLIQUES

- *Tableau n°13a : Evolution comparée des dépenses budgétaires de l'Etat (hors opérateurs)*
- *Tableau n°13b : Evolution des dépenses budgétaires de l'Etat dans les DCOM*
- *Tableau n°13c : Evolution des effectifs de la fonction publique d'Etat dans les DCOM*
- *Tableau n°13d : Effort budgétaire de l'Etat ; comparaison des dépenses par habitant*
- *Tableau n°14 : Evolution comparée des dépenses fiscales : (1) montants globaux et (2) montants par impôts et par catégorie*
- *Tableau n°14a : Evolution du nombre d'agrément et du montant d'investissements agréés par territoire*
- *Tableau n°14b : (1) Exonérations de cotisations sociales dans les DCOM/au niveau national (2) et évolution par catégorie*
- *Tableau n°14c : Principales recettes fiscales de l'Etat dans les DOM*
- *Tableau n°14d : Principaux remboursements et crédits impôt*
- *Tableau n°14e : Les engagements de l'Agence Française de Développement (AFD) dans les DCOM ; données régionalisées (2011-2014)*
- *Tableau n°14f : Taux d'administration par région*
- *Tableaux n°14g : Fonds européens dans les régions ultra-périphériques (RUP)*

TOURISME, TRANSPORT, ENVIRONNEMENT

- *Tableau n°15a : La situation du tourisme dans les DCOM*
- *Tableau n°15b1-2 : Etablissements et salariés de l'hôtellerie-restauration dans les DOM*
- *Tableau n°15b3 : Nombre de croisiéristes dans les ports ultramarins*
- *Tableau n°15c : Urbanisation, Espaces verts et qualité des eaux de baignade*
- *Tableau n°15d : Environnement et protection des espaces naturels dans les DOM*
- *Tableau n°15e : Trafic portuaire international dans les aéroports des DCOM*
- *Tableau n°15f : Trafic aérien passagers dans les DCOM*
- *Tableau n°15g : Trafic aéroportuaire comparé Outre-mer / métropole*
- *Tableau n°16 : Production brute d'électricité renouvelable*
- *Tableau n°16a : Part des énergies renouvelables (ENR) dans les capacités de production ultramarines, émissions de CO2 dans les DOM et consommation de carburant*
- *Tableau n°16b : Transport domicile / travail*
- *Tableau n°16c : Densité urbaine, Risques industriels et naturels dans les DOM*
- *Tableau n°16d : Gestion des déchets ménagers dans les DOM*
- *Tableau n°16e : Evolution de la puissance du parc éolien et photovoltaïque dans les DOM*

LOGEMENT

- *Tableau n°17 : Le Logement Outre-mer*
- *Tableau n°17a : Principales caractéristiques du logement*
- *Tableau n°17b : Le confort des logements*
- *Tableau n°17c : Le logement social dans les DCOM : caractéristiques générales, évolution du parc, évolution des loyers,*
- *Tableau n°17d : Le financement du logement social dans les DOM, évolution des mises en service, évolution du nombre de logements réhabilités.*
- *Tableau n°17e : Les aides au logement dans les DCOM*

ENTREPRISES

- *Tableau n°18 : Vie des entreprises*
- *Tableau n°18 : Nombre d'entreprises dans les DCOM*
- *Tableaux n°18a : Créations d'entreprises et taux de création d'entreprises*
- *Tableau n°18b : Taux de survie des entreprises dans les DOM*
- *Tableau n°18c : Défaillances des entreprises*
- *Tableau n°18d : Renouveau du tissu productif dans les DOM*
- *Tableau n°18e : Personnes morales en situation d'interdit bancaire*
- *Tableau n°18f: Taille des entreprises*
- *Tableau n°18g : Salariés et masse salariale des entreprises en fonction de la taille*
- *Tableau n°18h : Salariés des établissements selon l'activité*
- *Tableau n°19 : Les entreprises publiques locales (EPL) dans les DCOM*

RECHERCHE

- *Tableau n°20a : Efforts comparés en matière de recherche et développement (R&D)*
- *Tableau n°20b : Comparaisons en matière de R&D*

- *Tableau n°21 : Evolution de l'emploi salarié en R&D scientifique dans les DOM*

SECTEUR BANCAIRE ET FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

- *Tableau n°22 a : Tarification des services bancaires dans les DCOM*
- *Tableau n°22 b : Bancarisation et équipement bancaire dans les DCOM*
- *Tableau n°23a : Placements des agents économiques : Total des actifs financiers*
- *Tableau n°23b : Placements des agents économiques : évolution de l'encours du Livret A dans les DCOM*
- *Tableau n°23c : Placements des agents économiques : encours du Compte Epargne Logement (CEL) et du Plan Epargne Logement (PEL) dans les DCOM*
- *Tableau n°23d : Placements des agents économiques : évolution de l'encours du Livret de Développement Durable dans les DCOM*
- *Tableau n°23e : Placements des agents économiques : encours de l'épargne à long terme*
- *Tableau n°24a : Crédits à l'économie : taux de créances douteuses dans les DCOM*
- *Tableau n°24b : Crédits à l'économie : crédits bancaires à l'équipement des collectivités locales*
- *Tableau n°24c : Crédits à l'économie : crédits bancaires à l'habitat (crédits aux ménages)*
- *Tableau n°25a : Crédits bancaires aux entreprises : encours sain*
- *Tableau n°25b : Evolution des créances douteuses nettes aux entreprises*
- *Tableau n°25c : Crédits bancaires aux entreprises : évolution des crédits de trésorerie dans les DCOM*
- *Tableau n°25d : Crédits bancaires aux entreprises : évolution des crédits d'investissement dans les DCOM*

Tableau n°1 : Données géographiques de base

Superficies et domaine maritime français	Superficie terrestre (milliers de km ²)	Longueur trait de côte, en km	Superficie des ZEE, (milliers de km ²)	Ratio ZEE / superficie terrestre
Antilles-Guyane	89,38	1 380	264	2,95
• Martinique :	1,13	293	47	41,6
• Guadeloupe	1,68	405	86	51,2
• Saint-Martin	0,053	50	1	18,9
• Saint-Barthélemy	0,021	24	4	190,5
• Guyane	86,5	608	126	1,46
Océan Indien	2,92	401	1 058	362,3
• Réunion	2,52	206	304	120,6
• Tromelin (TAAF)	0,001	4	304	304 000
• Europa (TAAF)				
• Bassa de India (TAAF)	0,028	35	140	5 000
• Juan de Nova (TAAF)	0,0002	11	71	630 000
• Mayotte	0,004	135	62	17 750
• Glorieuses (TAAF)	0,37	9	51	167,6
	0,007			7 286
Polynésie Française	4,17	4 497	4 804	1 152
Nouvelle-Calédonie	18,75	3 367	1 364	72,7
Wallis et Futuna	0,14	106	266	1 900
TAAF, hors I. Eparses	439,64	2 709	1 727	3,9
• Kerguelen	7,22	2 340	547	75,8
• Crozet	0,35	156	562	1606
• Amsterdam et St Paul	0,064	43	506	7 906
• (Terre Adélie)	(432)	(170)	(112)	0,26
Saint-Pierre et Miquelon	0,24	137	10*	41,7
Clipperton	0,01	5	434	43 400
Métropole	551,7 (Corse : 8,68)	5 853 (Corse : 688)	349* (Corse : 20)	0,63 (Corse : 2,3)
France [hors Terre Adélie]***	1 106,95 [674,95]	18 455 [18 285]	10 276 [10 164]	9,28 15,1
• dont Outre-mer [hors Terre Adélie]	555,25 [123,25]	12 602 [12 432]	9 927 [9 815]	17,9 79,6
• dont UE****	643,88	7 550	975	1,5
Ratio Outre-mer**** / France entière	18,3 %	68 %	96,6 %	-

Sources : superficies : INED (Population & Sociétés, n°503, Septembre 2013) et Ministère des Outre-mer ; lignes de côté et ZEE : IGA, CGEDD, IGAM, Rapport d'évaluation de la politique maritime (Juin 2013), Tome 2, phase de diagnostic, p. 91. Ces données correspondent à des estimations du service Hydrographique et Océanographique de la Marine [SHOM, 1999] et sont fournies à titre indicatif. Elles ne revêtent pas de caractère officiel. Notamment, elles s'appuient dans certaines zones sur des limites n'ayant pas fait l'objet d'accord de délimitation avec les Etats voisins. Les chiffres de la ZEE française peuvent donc varier selon les sources. Le chiffre communément admis (11 035 000 km²) intègre des revendications d'extension acquises, dans la mesure où il n'existe aucune contestation de la part d'un autre Etat.

* La superficie est celle fixée par la sentence de la cour arbitrale de New York du 10 juin 1992, alors que la France revendiquait une zone de

47 000 km².

** La ZEE de la seule métropole (349 000 km²) est inférieure à celle de l'Irlande (410 000 km²), de la Grèce (506 000 km²) et de l'Italie (542 000 km²). Elle est comparable à celle de la Libye (352 000 km²), de Cuba (351 000 km²) et de Panama (336 000 km²).

*** En Antarctique, la souveraineté française sur la Terre Adélie (1840 ; formulée officiellement en 1934) s'exerce dans le contexte du Traité sur l'Antarctique signé à Washington du 1^{er} octobre 1959 (prorogé jusqu'en 2041), qui établit un « gel » des prétentions territoriales et affirme la liberté de la recherche scientifique sur tout le continent. Le traité a été complété en 1991 par le Protocole de Madrid sur la protection de l'environnement, qui fait de ce continent une « réserve naturelle consacrée à la paix et à la science ». La Terre Adélie ne peut donc être, à ce stade, incluse dans la superficie de la République française (si tel était le cas, l'Australie deviendrait alors notre premier voisin terrestre, avec une frontière de 5 150 km, loin devant la frontière franco-brésilienne (730 km, la plus longue de France) et la frontière franco-espagnole (669 km, la plus longue de l'hexagone)). La collectivité des TAAF, qui inclut depuis 2007 les Iles Eparses de l'Océan Indien, a donc une superficie « officielle » de 7 680 km² (439 680 km² avec la Terre Adélie), et une ZEE « officielle » de 2 307 000 km² (2 419 000 km² avec la Terre Adélie), car la France ne revendique pas de ZEE en Antarctique, même si le Traité de 1959 n'évoque pas cette question.

**** Métropole + RUP au 1^{er} janvier 2014 (cinq DOM + COM de Saint-Martin) ; hors PTOM. La ZEE de Mayotte fait donc partie des eaux de l'UE depuis le 1^{er} janvier 2014.

***** Hors Terre Adélie, mais îles des TAAF inclus. Hors TAAF : 16,9 %.

Les DCOM représentent donc, pour 4,1 % de la population nationale :

- 18,3 % de la superficie terrestre française ;
- 96,6 % de la surface maritime nationale

Tableau n°2 : Le cadre institutionnel ultra-marin

DOM + COM, hors TAAF* et île de Clipperton	Avant 2003	Après 2003	Article(s) de la Constitution	Principe applicable
La Réunion Guadeloupe Guyane Martinique	Départements d'outre-mer (DOM, 1946)	Départements et régions d'outre-mer	Art. 73	Identité Législative, avec dérogations
Saint-Pierre-et- Miquelon	TOM (1946), DOM (1976), collectivité territoriale <i>sui generis</i> (1985)	Collectivité d'outre-mer (COM)	Art. 74	Mixte, avec identité législative dominante
Saint- Barthélemy Saint-Martin	(Sans objet : communes de la Guadeloupe)	Collectivités d'outre-mer (COM, 2007)	Art. 74	Mixte, avec identité législative dominante
Mayotte	TOM des Comores, <u>puis</u> collectivité territoriale <i>sui generis</i> (1976 et 2001)	Collectivité d'outre-mer (COM) DOM en 2011	Art. 74 (art. 73 en 2011**) et art. 75 (droit civil local)	Mixte (identité législative depuis le 1 ^{er} janvier 2008)
Wallis-et-Futuna Polynésie française	Territoires d'outre-mer (TOM, 1946 pour la Polynésie, 1959 pour	Collectivités d'outre-mer (COM)	Art. 74 et art. 75 (droit civil coutumier pour Wallis-et-Futuna)	Spécialité législative

	Wallis-et-Futuna)			
Nouvelle-Calédonie	TOM, puis collectivité <i>sui generis</i> (1999)	Collectivité <i>sui generis</i>	Articles 75 (droit civil coutumier), 76 et 77 (1998)	Spécialité législative et pouvoir législatif partiel

* Les Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF), sans habitants permanents, ont été érigées en TOM entre 1955 (loi du 6 août 1955) et 2003. Désormais, l'article 72-3 de la Constitution se borne à énoncer que « *la loi détermine le régime législatif et l'organisation particulière des TAAF et de Clipperton* ». Les TAAF sont aujourd'hui régies par la loi organique du 21 février 2007 qui y a inséré les « îles éparses » de l'océan Indien (Tromelin, Bassas de India, Glorieuses, Europa, Juan de Nova). Le préfet (« administrateur supérieur ») des TAAF est installé à Saint-Pierre de La Réunion depuis 2002.

** Cf. loi n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte.

En ce qui concerne les COM et la Nouvelle-Calédonie, les principales lois statutaires sont les suivantes :

- **Saint-Martin / Saint-Barthélemy** : loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer
- **Saint-Pierre-et-Miquelon** : loi n°85-595 du 11 juin 1985 relative au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon
- **Polynésie française** : loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française
- **Wallis et Futuna** : loi n°61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'Outre-mer
- **Nouvelle-Calédonie** : loi organique n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie.

Des dispositions constitutionnelles propres à l'outre-mer figurent actuellement dans 37 alinéas (sur un total de 320, soit 11,6 % du total) et, depuis 1958, la Constitution aura connu 26 modifications portant sur ce sujet sur un total de 141 observées depuis sa promulgation, soit 18,4 % du total.

Tableau n°3a : Le cadre administratif dans les DCOM

2015 (au 1 ^{er} janvier et à l'issue des élections départementales de Mars)	Nombre de communes	Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)	Dont part des communautés de communes (%)	Dont part des communautés d'agglomération (%)	Arrondissements (sous-préfectures)	Cantons
Guadeloupe	32	6	16,7	85,3	2 (1)	21#
St-Martin	-*	0	-	-	0	0
St-Barthélemy	-*	0	-	-	0	0
Martinique	34	3	0	100	4 (3)	-#
Guyane	22	4	75	25	2 (1)	-#
La Réunion	24	5	0	100	4 (3)	25#
Mayotte	17	1	100	0	0	13#
Polynésie Fr.	48	2	100	0	0** (2)	0
N-Calédonie	33	0	-	-	0*** (3)	0

Wallis & Futuna	0	0	-	-	0**** (1)	0
St-P-Miquelon	2	0	-	-	0	0
Métropole	36 552	2 114	88,9	10,1	322 (222)	1 995
France, périmètre INSEE (métropole + DOM)	36 681	2 133	88,3	10,6	334 (230)	2 054
France entière	36 764	2 135	88,3	10,6	334 (236)	2 054#
5 DOM	129	19	17,1	82,9	12 (8)	59
6 COM	83	2	100 (NS)	100 (NS)	0 (6)	0
Outre-mer (11 DCOM)	212	21	NS	NS	12 (14)	59
DOM / FR (INSEE)	0,35 %	0,89 %	-	-	3,59 % (3,48 %)	2,87 %
DCOM / FR entière	0,58 %	0,98 %	-	-	NS (5,93 %)	NS

Sources : INSEE, DGCL (Août 2014). Suppression de huit arrondissements en métropole : cf. décrets n°2014-1720 et 2014-1721 du 29 Décembre 2014. NS : non significatif.

* Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 21 février 2007, une collectivité territoriale unique a été substituée, sur le territoire de l'île de Saint-Barthélemy, à la commune de Saint-Barthélemy, rattachée alors au DROM de la Guadeloupe. Il en est de même sur le territoire de la partie française de l'île de Saint-Martin. Saint-Barthélemy et Saint-Martin continuent néanmoins d'être parfois comptés, dans les statistiques, comme deux communes.

** Cinq subdivisions. Deux d'entre elles (Iles sous-le-Vent et Marquises) disposent d'une « sous-préfecture » *in situ*.

*** Une implantation par province.

**** Un délégué du gouvernement à Futuna, sous-préfecture *de facto*.

: Avant la réforme : 49 à La Réunion ; 45 en Martinique ; 40 en Guadeloupe ; 19 en Guyane et à Mayotte (France : 4 035). Suppression des cantons en Martinique et en Guyane avec l'instauration de la collectivité unique en 2015. Il reste 59 cantons pour trois DOM (représentant 2,2 % de la population INSEE).

Tableau n°3b : Le cadre électoral dans les DCOM

2012-2016	Nombre d'élus territoriaux (dont conseillers régionaux ou assimilés), 2016	Nombre de députés, 2015	Nombre de sénateurs, 2015	Nombre de députés européens, 2015	Nombre de membres du CESE, 2015	Inscrits sur les listes électorales, 2012 (élection présidentielle, 2 nd Tour) ; 2015 (1 ^{er} mars)
Guadeloupe	83 (41)	4	3		1	298 169 (281 000)
St-Martin	23	1*	μ1		1	
St-Barthélemy	19		μ1	1	1	22 686**
Martinique	51 (-)#	4	2		1	302 712 (293 000)
Guyane	51 (-)#	2	μ2		1	77 089 (74 000)
St-P-Miquelon	19	1	1		1	4 922
La Réunion	95 (45)	7	4	1	1	578 409 (573 000)
Mayotte	26	2	2		1	77 544

						(66 000)
Polynésie Fr.	57	3	μ2		1	186 938
N-Calédonie	54	2	2	1	1	165 338
Wallis & Futuna	20	1	μ1		1	8 942
Métropole	5 682 (1 722)	539**	315**	71	222	43 264 979
France, périmètre INSEE (métropole + DOM)	5 916 (1 910)	569	326	73 (RUP)***	227	44 598 902 44 587 000
France entière	6 108 (1 910)	577	348	74	233	46 066 307
5 DOM	306 (188)	19	13		5	1 333 923 1 287 000
6 COM	192	8	8	3	6	388 826
Outre-mer (11 DCOM)	498 (188)	27	21		11	1 722 749
DOM / FR (INSEE)	5,17 % (9,84 %)	3,33 %	3,99 %	NS	2,20 %	2,99 % 2,89 %
DCOM / FR entière (pop. : 4,05 % en 2015)	8,15 %	4,68 %	6,03 %	4,05 %	4,72 %	3,74 %

Sources: INSEE (limites des communes au 1^{er} janvier 2013), DGCL (Août 2014), Le Trombinoscope 2013-2014, Site du ministère de l'Intérieur (www.interieur.gouv.fr) pour le nombre d'inscrits (y compris Français de l'étranger pour le total). NS : non significatif, μ : territoires concernés par le renouvellement sénatorial du 28 Septembre 2014 (outre-mer : 7 sénateurs sur un total de 178).

* Circonscription électorale unique (2012).

** Hors députés (11) et sénateurs (12) représentant les Français à l'étranger (en 2012, 1 078 579 inscrits).

*** RUP : Zone Atlantique (hors St-Barthélemy et St-Pierre-et-Miquelon) et Zone Océan Indien ; PTOM : Zone Pacifique.

En 2014 : 86 en Martinique (45 conseillers généraux ; 41 cons. régionaux) ; 50 en Guyane (19 cons. généraux ; 31 cons. régionaux). Avec la mise en place de la collectivité unique, le nombre total de conseillers régionaux *stricto sensu* passe de 158 à 86 dans les DOM.

Rappel : les DCOM représentaient 4,03 % de la population française en 2012 (cf. infra, Tableau n°5). Lors du second tour de la Présidentielle de 2012, les DCOM ont représenté : 3,74 % des inscrits (1,72 million sur 46,07 millions) ; 3 % des suffrages exprimés (1,045 million sur 34,861 millions) ; et 25,1 % de l'écart entre les deux finalistes : soit 285 973 suffrages exprimés sur 1 139 983 (rappel : au niveau national, 18 millions pour François HOLLANDE et 16,861 millions pour Nicolas SARKOZY ; Outre-mer : 665 300 suffrages exprimés pour F. HOLLANDE et 379 327 pour N. SARKOZY).

Tableau n°4 : Natalité et fécondité dans les DCOM

2012-2013	Rappel : Nombre de naissances (nés vivants), 2002	Nombre de naissances (nés vivants), 2011	Nombre de naissances (nés vivants), 2012	Nombre de naissances (nés vivants), 2013	Dont hors mariage (en %), 2013	Accroisse- ment naturel, 2013	Taux de natalité, 2013 (pour 1000 hab.)	Indice synthétique de fécondité, 2013 (enfants/ femme)
Guadeloupe	6 110	5 384	5 233	5 069	79	+ 2 118	12,6	2,17
St-Martin	830	812	754	NDμ	ND	+ 616 (2012)	21,1 (2012)	ND (e : 2,1)
St-Barthélemy	92	75	96	NDμ	ND	+ 60 (2012)	10,7**	ND (e : 2)
Martinique	5 391	4 475	4 458	4 128	78	+ 1 226	10,8	1,90
Guyane	5 276	6 259	6 609	6 474	88,4	+ 5 707	26,1	3,49

La Réunion	14 261	14 124	14 288	14 002	74,7	+ 9 970	16,6	2,40
Mayotte	6 415	6 852	6 736	6 644	ND	+ 5 950	30,5 (2012)	4,1 (2012)
Polynésie Fr.	4 758	4 375	4 296	4 203	<i>e</i> : 70	+ 2 766	15,5	2,0
N-Calédonie	4 194	4 119	4 389	4 373	72 (2012)	+ 2 999	17 (2012)	2,28 (2012)
Wallis & Futuna	220	195	176	132	ND	+ 104***	14,2***	2,1***
St-P-Miquelon	71	56	54	59	ND	+ 20	9,3**	ND (e : 1,8)
Métropole	761 630	792 996	788 603	779 883	56,4	+ 223 477	12,2	1,98
France, périmètre INSEE (métropole + DOM)*	799 083 792 668*	830 090 823 238*	825 927 819 191*	816 200# 809 556*	ND 57,2*	+ 248 222# + 242 272*	12,4 12,3*	2 1,99*
France entière	809 308	839 722	835 692	825 817	<i>e</i> : 57,3	+ 255 119	12,4	2
5 DOM	37 453 31 038*	37 094 30 242*	37 324 30 588*	36 317 29 673*	ND 78,1*	+ 24 971 + 19 021*	17,4 15,8*	2,57 2,40*
6 COM	10 225	9 632	9 765	9 617	ND	+ 6 671	<i>e</i> : 16,3	<i>e</i> : 2,15
11 DCOM	47 678	46 726	47 089	45 934	ND	+ 31 642	<i>e</i> : 17,2	<i>e</i> : 2,48
DOM / FR (INSEE)	4,7 %	4,5 %	4,5 %	4,4 %	-	10,1 %	-	-
DCOM / FR entière	5,89 %	5,56 %	5,63 %	5,56 %	-	12,4 %	-	-

Sources: IEDOM-IEOM (Rapports annuels), INSEE (DOM : 10 Février 2015 pour les dernières données relatives à 2013, COM de l'Atlantique : exploitation des recensements annuels [derniers chiffres disponibles : 2012], Wallis et Futuna), ITSTAT (Polynésie française, Juin 2014), ISEE (Nouvelle-Calédonie, Déc. 2015), Observatoire régional de la Santé de La Réunion (Tableau de bord d'Avril 2014 pour les chiffres sur Mayotte). ND : données non disponibles ; *e* : estimations. μ : Hypothèse : naissances stables dans les deux COM de la Caraïbe en 2013. Accroissement naturel : Solde naissance – décès. Pour mémoire : indice de renouvellement des générations : 2,08 enfants/femme.

* Hors Mayotte.

** Moyenne 2007-2012 (source : site INSEE, Données locales).

*** Moyenne 2008-2013 (source : INSEE, INSEE-Première n°1511, 28 août 2014).

Premières estimations pour 2014 (source : INSEE, INSEE-Première n°1532, Janvier 2015) : 820 000 naissances ; excédent naturel de 264 000 personnes.

Les DCOM représentent dès lors (2013):

- 5,6 % des naissances françaises ;
- 12,4 % de l'accroissement naturel français
- Pour 4,1 % de la population (4,9 % prévus en 2050 : 3,65 millions d'habitants dont 2,9 millions dans les DOM sur 74,4 millions) et 5,5 % des jeunes de moins de 20 ans, cf. infra.

Tableau n°5 : Mouvement de la population dans les DCOM

2012-2016	Population 1 ^{er} janvier 2012 (milliers hab.)	Population, 1 ^{er} janvier 2013 (milliers hab.)	Population, 1 ^{er} janvier 2014 (milliers hab.)	Population, 1 ^{er} janvier 2015 (milliers hab.), estimations	Population, 1 ^{er} janvier 2016 (milliers hab.), estimations	Proportion de moins de 20 ans (%), 1 ^{er} janvier 2015 §	Tx. croissance annuel moyen de la population (%), 2008- 2015
Guadeloupe	403,3	402,1	401,3	400,1	399	26,9	-0,1
St-Martin	35,7	35,6	35,7	35,7	36	36,2 (2011)	-0,6c
St- Barthélemy	9,1	9,3	9,5	9,7	10	20,2 (2011)	1,4c
Martinique	388,4	385,6	382	378,3	374	24,3	-0,7
Guyane	239,6	244,1	249,3	254,6	260	42,3	2,2
La Réunion	833,9	835,1	839,3	843,5	848	31,3	0,6
Mayotte	209,2#	214,7#	220,3	226,9	233	54,5	2,7a
Polynésie Fr.	267,7#	269,2	270,5	271,8	273	32,8	0,6a
N-Calédonie	256,3#	260,3 #	265,2#	270	275	32 (2014)	1,8b
Wallis &Futuna	12,5#	12,3#	12,1	12	12	37,7 (2013)	-1,9c
St-P- Miquelon	6,1	6,1	6,1	6	6	24,3 (2011)	-0,1c
Métropole	63 376	63 697,9	63 982,1	64 277,2	64 513,2	24,4	0,5
France, périmètre INSEE*	65 450,4 65 241,2**	65 779,5 65 564,8**	66 074,3 (65 854**)	66 380,6 (66 153,7**)	66 627,6 (66 395**)	24,6 (24,5**)	0,5
France entière	66 037,9	66 372,3	66 673,4	66 985,8	67 240	24,7	0,5
5 DOM	2 074,5 1 865,3**	2 081,6 1 866,9**	2 092,2 (1 871,9**)	2 103,4 (1 876,5**)	2 114,4 (1 881**)	33 (30,4**)	0,6 (0,4**)
6 COM	587,4	592,8	599,1	605,2	612	32,6	e : 1
11 DCOM	2 661,9	2 674,4	2 691,3	2 708,6	2 727	32,9	e : 0,55
DOM / FR (INSEE)	3,17 %	3,16 %	3,17 %	3,17 %	e : 3,17 %	4,24 %	-
DCOM / FR entière	4,03 %	4,03 %	4,04 %	e : 4,04 %	e : 4,06 %	5,39 %	-

Sources: IEDOM-IEOM, INSEE (13 Janvier 2015 pour recensement 2012 ; 19 Janv. 2016 pour les estimations au 1^{er} Janv. 2015 dans les DOM et en métropole ; 04 Janvier 2016 pour recensement 2013), ISPF (Polynésie française : est. pour 2013, 2014 et 2015), ISEE (Nouvelle-Calédonie). e : estimations (projection des tendances constatées). # Estimations à partir des données des RGP : 212 645 hab. à Mayotte en Août 2012 ; 268 207 hab. en Polynésie en Août 2012 ; 12 197 hab. à Wallis et Futuna en Juillet 2013 ; 268 767 hab. en Nouvelle-Calédonie en Septembre 2014.

a : 2007-2012. b : 2009-2014. c : 2008-2013.

* Métropole + DOM (à périmètre constant 2014).

** Métropole + DOM hors Mayotte (périmètre INSEE avant 2014).

§ 16,23 millions de moins de 20 ans hors Mayotte début 2015 (15,66 millions en métropole ; 571 000 dans les 4 DOM initiaux). En incluant

Mayotte (124 000 jeunes) : 695 000 dans les DOM et 16,36 millions en France-périmètre INSEE. En incluant les COM (197 000 jeunes) : 892 000 habitants de moins de 20 ans dans les DCOM, soit 5,4 % des 16,56 millions de jeunes Français.

Tableau n°5a : Répartition nationale des populations ultra-marines

2015, en %	Répartition 4 DOM	Répartition DOM	Répartition COM	Répartition Outre-mer	Répartition France INSEE	Répartition France entière
#Guadeloupe	21,3	19	-	14,8	0,60	0,60
#St-Martin	-	-	5,9	1,3	-	0,05
St- Barthélemy	-	-	1,6	0,4	-	0,01
#Martinique	20,1	18	-	14	0,57	0,56
#Guyane	13,6	12,1	-	9,4	0,38	0,38
#La Réunion		40,1	-	31,1	1,27	1,26
#Mayotte	-	10,8	-	8,4	0,34	0,34
Polynésie Fr.	-	-	44,9	10	-	0,41
N-Calédonie	-	-	44,6	10	-	0,40
Wallis &Futuna	-	-	2	0,4	-	0,02
St-P- Miquelon	-	-	1	0,2	-	0,01
<i>Métropole</i>	-	-	-	-	96,83	95,96
(4 DOM)	100		-	(69,3)	(2,83)	(2,80)
5 DOM	-	100	-	77,7	3,17	3,14
6 COM	-	-	100	22,3	-	0,90
11 DCOM	-	-	-	100	-	4,04
<i>France, périmètre INSEE**</i>	-	-	-	-	100	99,10
<i>France entière</i>	-	-	-	-	-	100

Source : cf. Tableau *supra*, chiffres arrondis.

: six Régions ultra-périphériques (RUP) : 2,14 millions d'habitants début 2015, soit 79 % de la population des DCOM et 3,19 % de la population française totale.

Cinq PTOM : 570 000 habitants : 21 % de la population des Outre-mer et 0,85 % de la population française totale.

Tableau n°6a : Evolution récente des Produits Intérieurs Bruts dans les DCOM

PIB en valeur (base 2010****), 2005-2013, en M. €	PIB 2004	PIB 2009	PIB 2010	PIB 2011	PIB 2012	PIB 2013 #	Evolution, 2004-2013 (%)

courants							
Guadeloupe	5 999	7 479	7 851	7 991	8 039	8 140	+ 35,7
St-Martin*	519	531	544	557	570	583	+ 12,3
St-Barthélemy*	286	302	319	336	354	373	+ 30,4
Martinique	7 066	7 983	8 396	8 517	8 591	8 649	+ 22,4
Guyane	2 549	3 376	3 512	3 668	3 948	4 123	+ 61,7
La Réunion	12 270	15 231	15 487	15 926	17 109	17 468	+ 42,4
Mayotte	854	1 383	1 489	1 556	1 796	1 937	+ 126,8
Polynésie Fr.	4 290	4 721	4 591	4 456	4 433	4 436	+ 3,4
N-Calédonie	4 739	6 241	7 064	7 299	7 324	7 425	+ 56,7
Wallis & Futuna**	151	153	155	157	159	162	+ 7,3
St-P-Miquelon***	161	172 (2008) 175	178	181	184	187	+ 16,1
Métropole	1 682 022	1 903 564	1 961 746	2 021 626	2 047 447	2 076 249	+ 23,4
(4 DOM)	(27 884)	(34 070)	(35 246)	(36 102)	(37 686)	(38 380)	(+ 37,6)
5 DOM	28 738	35 453	36 735	37 658	39 482	40 317	+ 40,3
6 COM	10 146	12 133	12 851	12 986	13 024	13 166	+ 29,8
11 DCOM	38 884	47 586	49 586	50 644	52 506	53 483	+ 37,5
France, périmètre INSEE****	1 710 760	1 939 017	1 998 481	2 059 284	2 086 929	2 116 565	+ 23,7
France entière	1 720 906	1 951 150	2 011 332	2 072 270	2 099 953	2 129 731	+ 23,8
DOM / FR (INSEE)	1,68 %	1,82 %	1,84 %	1,83 %	1,89 %	1,90 %	+ 0,22 pt
DCOM / France	2,26 %	2,44 %	2,46 %	2,44 %	2,50 %	2,51 %	+ 0,25 pt

Sources : INSEE pour les DOM et la France périmètre INSEE (Janvier 2016) ; PIB France en 2013 (base 2010) : cf. *INSEE première* n°1499, Mai 2014 ; IEDOM (Septembre 2014) pour les données 2010 de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, d'après étude CEROM ; CEROM pour Saint-Pierre-et-Miquelon (2004, 2008) et Wallis et Futuna (2005) ; ISPF pour la Polynésie Française (données 2010 disponibles en Septembre 2014 ; données 2011 disponibles en Mars 2015 ; données 2012 disponibles en Février 2016 ; données 2013 semi-définitives disponibles en Juillet 2015) ; ISEE pour la Nouvelle-Calédonie (dernières données portant sur 2013 : Août 2015). Cf. également Tableau n°7a, *infra*.

Estimations

: Données semi-définitives pour 2013.

* 0,42 Md. € en 1999 à Saint-Martin et 0,18 Md. € en 1999 à Saint-Barthélemy. Soit 0,6 Md. € pour les « Iles du Nord » de la Guadeloupe (0,86 Md. € en 2010). Hypothèse : prolongation des tendances constatées entre 1999 et 2010 : + 2,3 % par an en valeur à Saint-Martin et + 5,4 % par an à Saint-Barthélemy.

** Hypothèse : + 1,5 % par an en valeur.

*** Hypothèse : prolongation des tendances constatées entre 2004 et 2008 : + 1,7 % par an en valeur.

**** Métropole et DOM ; hors COM. Inclusion de Mayotte dans le périmètre « France » de l'INSEE à partir de mai 2014 (données réropolées sur 2000-2014).

Tableau n°6b : Evolution des taux de croissance du PIB dans les DCOM

Taux de croissance du Produit Intérieur Brut en euros constants	Rappel : Moyenne 1998-2008	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014

(base 2005*), 2006-2014										
Guadeloupe**	3,5	2,9	2,6	1,1	-4,8	2,7	1,3	0,6	0,7	0,9
Guyane	4	6,4	4,1	3,4	3,6	2,5	4	3,3	2,9	4
Martinique	2,5	2,8	0,9	-0,3	-6,5	4,6	-0,2	0,2	-0,9	1,4
La Réunion	4,8	3,5	4,4	3,1	-2,7	-0,2	1,2	0,7	0,7	3,1
Mayotte****	7***	e : 5	e : 5,4	e : 3,6	e : 7,8	e : 6,1	4,5	5,4	e : 6,6	ND
N-Calédonie	3,5	5,7	4,2	0,6	2,3	3,9	2,7	1,6	1,9	ND
Polynésie Fr.	1,7	0,9	0,5	0	-4,2	-2,5	-3	-0,9	0,9	1
France	2	2,5	2,3	-0,1	-3,1	1,7	2	0,2	0,2	0,2

Sources : INSEE (dernières données : Novembre 2015 pour la croissance 2012 constatée à Mayotte), ITSTAT, ISEE, CEROM (dernières données : Juillet 2015 pour le PIB 2014 de La Réunion et données provisoires 2012, 2013 et 2014 pour la Polynésie ; Octobre 2015 pour les PIB des DFA), IEDOM-IEOM (Rapports annuels). ND : données non disponibles ; e : estimations. Moyenne 1998-2008 : Calculs Département OMR de l'AFD (2013), sauf Mayotte.

* Suite au changement de base des comptes nationaux, passés au système européen de comptes (SEC) 2010, le 15 Mai 2014, le PIB français a été réévalué de 3,2 %. En base 2010, l'INSEE comptabilise par exemple en investissement les sommes que les agents économiques (entreprises privées, mais aussi organismes publics) dépensent pour la R&D, alors qu'elles étaient jusqu'à présent comptabilisées en consommations intermédiaires. Suite à ce relèvement du niveau du PIB, les taux de croissance en volume de la France entière se sont établis, en base 2010, à + 2,4 % en 2006 et en 2007, à + 0,2 % en 2008, à - 2,9 % en 2009, à + 2 % en 2010, à + 2,1 % en 2011, à + 0,2 % en 2012, à + 0,7 % en 2013 et à + 0,2 % en 2014 (+ 1,1 % en 2015). Les PIB régionaux des DOM, pour leur part, étaient calculés en base 95 jusqu'en 2010 et en base 2005 depuis 2011. Les nouvelles données calées sur les nouveaux agrégats nationaux (SEC 2010) ne pourront être diffusés qu'au début de l'année 2016, compte tenu des délais nécessaires pour régionaliser ces agrégats. Pour autant, les évolutions régionales ne devraient pas être remises sensiblement en cause par le passage à la base 2010.

** Hors Saint-Martin et Saint-Barthélemy depuis 2010.

*** Estimation 2001-2009. Croissance du PIB de 10,3 % en valeur en moyenne sur 2001-2005 et de 10,8 % en moyenne sur 2005-2009 (sources : CEROM et INSEE). Hypothèse d'une moyenne d'inflation de 3,6 % sur la période.

**** Estimation de + 8,7 % par an en moyenne en valeur entre 2005 et 2011 (source INSEE, Novembre 2015). Calcul de la croissance en volume en prenant en compte cette moyenne, déflatée du niveau des prix à la consommation : 3,7 % en 2006, 3,3 % en 2007, 5,1 % en 2008, 0,9 % en 2009, 2,6 % en 2010 et 1,2 % en 2011 (source : IEDOM). La hausse du PIB pour l'année 2011 a été inférieure à la moyenne constatée entre 2005 et 2011 (impact des grèves). Pour 2012 : croissance du PIB nominal établie à 6,8 % et taux d'inflation de 1,4 %. Premières estimations pour 2013 (INSEE, Janvier 2016, données établies en base 2010) : croissance du PIB de 7,9 % en valeur et taux d'inflation de 1,3 %.

Tableau n°7a: Comparaison récente DCOM / métropole en matière de PIB / habitant

PIB (en valeur, base 2010) : agrégat par habitant, 2013	En euros	En % du niveau métropolitain : <u>32 550 € en 2013*</u> (Province : 27 679 €)	Temps de rattrapage nécessaire pour atteindre le niveau métropolitain (années) #
<i>Ile de France</i>	53 617	164,7	***
St-Barthélemy (2010)	35 700	114,5 (c)	***

St-P-et-Miquelon (2008)	28 327	90 (b)	6
Nouvelle-Calédonie	28 157	86,5	11
<i>Corse</i>	26 670	81,9	ND
<i>Limousin</i>	24 001	73,7	ND
Martinique	22 571	69,3	14
La Réunion****	20 738	63,7	15
Guadeloupe	20 163	61,9	17
5 DOM	19 223	59,1	e : 20
Guyane	16 645	51,1	19
Polynésie Fr.	16 437	50,5	18
Saint-Martin (2010)	14 700	45,2 (c)	e : 20
Wallis et Futuna (2005)	10 100	35,5 (a)	20
Mayotte	8 790	27	33 (2009)

Sources :

- ISEE, CEROM, Comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2013 (Août 2015) : 3 360 000 F. CFP /hab. ;
- ISPF, CEROM, Estimations du PIB en Polynésie entre 2012 et 2014 (Septembre 2015) ; données définitives pour le PIB de 2012 : 16 513 €/hab. (Février 2016) ; pour les estimations de 2013, PIB de 4 435,5 M. € pour une population moyenne de 269 850 hab. (Points forts n°5, Juillet 2015) ;
- INSEE (Janvier) pour les DOM et la métropole en base 2010 ; pour 2013, les données, semi-définitives, sont réévaluées pour la Guyane (16 645 € contre 16 210 € selon les estimations de Mai-Juin 2015) et la France métropolitaine (32 550 € contre 32 527 €) et la moyenne des cinq DOM (19 223 € contre 18 584 €), mais sont à l'inverse légèrement diminuées pour la Guadeloupe (20 163 € contre 20 428 €) et la Martinique (22 571 € contre 22 688 €) ; données semi-définitives pour 2013 ;
- IEDOM, *Note Express* n°135 (Janvier 2012) pour Saint-Pierre-et-Miquelon [2008] ;
- CEROM (Avril 2008) pour Wallis et Futuna [2005] ;
- IEDOM (Rapport annuel 2013, Sept. 2014) et CEROM (Octobre 2014) pour Saint-Martin et Saint-Barthélemy [2010, les dernières données dataient de 1999] ;
- Temps de rattrapage : CREFOM (Octobre 2014).

Hypothèses : progression du PIB par habitant supérieure 1 pt à celui de la métropole en Nouvelle-Calédonie et à Saint-Pierre-et-Miquelon, de 2,5 pts aux Antilles et en PF, de 3 pts à La Réunion, de 3,5 pts en Guyane et de 4,5 pts à Mayotte et à Wallis et Futuna.

* PIB/hab. en métropole (en base 2010 : source : INSEE, Juin 2015, légèrement modifiées en Janvier 2016 pour les données – définitives- de 2012). France entière (métropole + DOM) = 32 126 €/hab. en 2013. Rappel :

- 28 462 € en 2005 (a),
- 31 459 € en 2008 (b),
- 30 401 € en 2009,
- 31 180 € en 2010 (c),
- 31 976 € en 2011,
- 32 236 € en 2012 (France entière : 31 814 €).

** Le passage en base 2010, à partir des données 2013 du PIB français, contribue à augmenter le PIB national de 3,2 % grâce notamment à une comptabilisation plus fine des dépenses de R&D. L'effort en R&D s'établissant dans les DOM à près de 0,7 % du PIB contre 2,2 % en moyenne nationale, la part de l'Outre-mer dans le total national diminue mécaniquement (le PIB de métropole étant, par effet, réévalué davantage que celui des DOM).

*** Niveau supérieur à la moyenne hexagonale.

**** Premières estimations pour 2014 (source : CEROM, Juillet-Oct. 2015, en base 2005 donc susceptibles de modifications/réévaluations) : 71,1 % du niveau hexagonal pour la Martinique, 65 % pour La Réunion, 64 % pour la Guadeloupe, 53,4 % pour la Polynésie et 49,6 % pour la Guyane.

Tableau n°7 b : Evolution récente et comparée des PIB / habitant dans les DCOM et en métropole

PIB (en valeur, base 2010) :	Rappel : 2000**	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2000-2007 (%)	Evolution 2007-2013 (%)
-------------------------------------	------------------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	--------------------------------	--------------------------------

agrégat par habitant, 2000-2013, en € courants											
Corse	18 495	23 393	24 483	24 985	25 389	26 162	26 229	26 670	+ 41,8	+ 14	
Limousin	20 047	24 611	23 769	23 264	22 885	23 528	23 666	24 001	+ 22,8	-2,5	
Martinique	14 715	20 519	20 508	20 196	21 351	21 819	22 215	22 571	+ 39,4	+ 10	
Guadeloupe *	12 264	17 888	18 799	18 584	19 434	19 782	19 923	20 163	+ 45,9	+ 12,7	
La Réunion	13 187	18 705	19 246	18 603	18 775	19 159	20 445	20 738	+ 41,8	+ 10,9	
Guyane	11 590	14 421	14 511	14 888	15 053	15 375	16 290	16 645	+ 24,4	+ 15,4	
Mayotte	3 928	6 390	7 266	7 058	7 403	7 534	8 365	8 790	+ 62,7	+ 37,6	
DOM	12 413	17 296	17 755	17 385	17 862	18 187	18 945	19 22 3***	+ 39,3	+ 11,1	
Métropole	24 768	30 841	31 459	30 401	31 180	31 976	32 236	32 55 0***	+ 24,5	+ 5,5	
France, périmètre INSEE*	24 400	30 417	31 028	29 990	30 758	31 539	31 814	32 126	+ 24,7	+ 5,6	
N-Calédonie	17 366	27 109	25 534	25 408	28 241	28 660	28 241	28 157	+ 56,1	+ 3,9	
Polynésie fr.	15 902	18 687	18 604	17 933	17 347	16 676	16 513	e : 16 437	+ 17,5	-12	

Sources : INSEE, Janvier 2016 : cf. Tableau *supra*. Données provisoires pour 2013. ISEE pour la Nouvelle-Calédonie (Août 2015) et ISPF pour la Polynésie française (Juillet 2015 et Février 2016). Pour les données de 2000 dans les collectivités du Pacifique, cf. ISEE, Les comptes économiques 1998-2003 (Nov. 2007), p. 6. e : estimations (ISPF).

* Hors COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy pour la Guadeloupe.

** Les PIB/hab. dans les DOM sont disponibles en base 2010 à partir de 2000.

*** Soit + 31,4 % entre 2000 et 2013. Province : 27 679 € (2000 : 21 693 €, soit une hausse de 27,6 % sur la période). DOM : hausse de 54,9 % sur 2000-2013.

PIB (en valeur, base 2010) : en % du niveau métropolitain, 2000-2013	Rappel : 2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2000-2007 (points)	Evolution 2007-2013 (points)	Evolution 2000-2013 (points)
Corse	74,7	75,8	77,8	82,2	81,4	81,8	81,4	81,9	+ 1,1	+ 6,1	+ 7,2
Limousin	80,9	79,8	75,6	76,5	73,4	73,6	73,4	73,7	-1,1	-6,1	-7,2
Martinique	59,4	66,5	65,2	66,4	68,5	68,2	68,9	69,3	+ 7,1	+ 2,8	+ 9,9
Guadeloupe	49,5	58	59,8	61,1	62,3	61,9	61,8	61,9	+ 8,5	+ 3,9	+ 12,4
La Réunion	53,2	60,6	61,2	61,2	60,2	59,9	63,4	63,7	+ 7,4	+ 3,1	+ 10,5
Guyane	46,8	46,8	46,1	49	48,3	48,1	50,5	51,1	+ 0	+ 4,3	+ 4,3

Mayotte	15,9	20,7	23,1	23,2	23,7	23,6	25,9	27	+ 4,8	+ 6,3	+ 11,1
DOM	50,1	56,1	56,4	57,2	57,3	56,9	58,8	59,1	+ 6	+ 3	+ 9
<i>DOM / Limousin</i>	61,9	70,3	74,7	74,7	78	77,3	80	80,1	+ 8,4	+ 9,8	+ 18,2
<i>DOM / Corse</i>	67,1	73,9	72,5	69,6	70,3	69,5	72,2	72,1	+ 6,8	-1,8	+ 5
<i>Mayotte / DOM</i>	31,6	36,9	40,9	40,6	41,4	41,4	44,1	45,7	+ 5,3	+ 8,8	+ 14,1
<i>Métropole</i>	100	100	100	100	100	100	100	100	-	-	-
N-Calédonie	70,1	87,9	81,2	83,6	90,6	89,6	87,6	86,5	+ 17,8	-1,4	+ 16,4
Polynésie fr.	64,2	60,6	59,1	59	55,6	52,1	51,2	50,5	-3,6	-10,1	-13,7

Sources : cf. *supra*.

Tableau n°7 c : Evolution récente et comparée des PIB / emploi dans les DOM et en métropole

PIB (en valeur, 2010) : agrégat emploi, 2000-2013, en € courants	(en base par	Rappel : 2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2000-2007 (%)	Evolution 2007-2013 (%)
<i>Corse</i>		53 448	64 864	66 826	66 846	66 496	67 644	70 231	70 766	+ 21,6	+ 9,1
<i>Limousin</i>		50 291	61 994	60 342	60 072	59 622	61 355	62 101	63 125	+ 23,3	+ 1,8
Martinique		46 372	60 291	59 997	59 524	62 975	64 303	66 077	66 490	+ 30	+ 10,3
Guadeloupe*		44 010	59 736	62 057	60 608	63 015	63 822	64 819	64 882	+ 35,7	+ 8,6
La Réunion		48 690	62 150	63 786	62 746	63 372	63 614	65 659	65 878	+ 27,6	+ 6
Guyane		46 754	65 564	67 455	70 732	71 604	72 771	75 245	77 812	+ 40,2	+ 18,7
Mayotte		19 253	33 893	39 168	39 204	41 950	43 257	47 110	48 180	+ 76	+ 42,1
DOM		45 160	59 786	61 358 **	60 782 ***	62 598 ****	63 356	65 240 *****	65 675	+ 32,4	+ 9,8
<i>Métropole</i>		59 017	72 642	74 207	72 573	74 903	76 816	77 327	78 297 *****	+ 23,08	+ 7,78
France, périmètre INSEE*		58 745	72 365	73 928	72 317	74 634	76 519	77 057	78 012	+ 23,18	+ 7,80

Sources : cf. Tableau 7a, *supra*. Données provisoires pour 2013. ISEE pour la Nouvelle-Calédonie et ISPF pour la Polynésie française.

e : estimations (Rapport annuel 2014 de l'IEDOM pour La Réunion ; ISPF pour la Polynésie).

* Hors COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy pour la Guadeloupe.

** Saint-Pierre-et-Miquelon : 59 930 € (source : IEDOM, d'après CEROM).

*** Nouvelle-Calédonie : estimation de 64 020 € (source : ISEE, d'après CPS).

**** Estimations : Saint-Martin : 41 875 € et Saint-Barthélemy : 58 371 € (source : IEDOM, d'après CEROM).

***** Polynésie : estimation de 48 910 € (source : ISEE, d'après CPS).

***** Soit + 32,7 % sur 2000-2013, contre + 45,3 % pour les DOM. Région Ile de France : 105 287 € (2000 : 73 842 €, soit + 42,6 % sur 2000-2013). Province : 70 234 € (2000 : 54 581 €, soit + 28,7 % sur 2000-2013).

PIB (en valeur, base 2010) : par emploi, en % du niveau métropolitain, 2000-2013,	Rappel : 2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2000-2007 (points)	Evolution 2007-2013 (points)	Evolution 2000-2013 (points)
<i>Corse</i>	90,3	89,3	90	92,1	88,8	88,1	90,8	90,4	-1,3	+ 1,1	-0,2
<i>Limousin</i>	85,2	85,3	81,3	82,8	79,6	79,9	80,3	80,6	+ 0,1	-4,7	-4,6
Martinique	78,6	83	80,9	82	84,1	83,7	85,4	84,9	+ 4,4	+ 1,9	+ 6,3
Guadeloupe	74,6	82,2	83,6	83,5	84,1	83,1	83,8	82,9	+ 7,6	+ 0,7	+ 8,3
La Réunion	82,5	85,6	86	86,5	84,6	82,8	84,9	84,1	+ 3,1	-1,5	+ 1,6
Guyane	79,2	90,3	90,9	97,5	95,6	94,7	97,3	99,4	+ 11,1	+ 9,1	+ 20,2
Mayotte	32,6	46,7	52,8	54	56	56,3	60,9	61,5	+ 14,1	+ 14,8	+ 28,9
DOM	76,5	82,3	82,7	83,7	83,6	82,5	84,4	83,9	+ 5,8	+ 1,6	+ 7,4
<i>DOM / Limousin</i>	89,8	96,4	101,7	101,2	105	103,3	105	104	+ 6,6	+ 7,6	+ 14,2
<i>DOM / Corse</i>	84,5	92,2	91,8	90,9	94,1	93,7	92,9	92,8	+ 7,7	+ 0,6	+ 8,3
<i>Mayotte / DOM</i>	42,6	56,7	63,8	64,5	67	68,3	72,2	73,6	+ 14,1	+ 16,9	+ 31
Métropole	100	100	100	100	100	100	100	100	-	-	-

Sources : cf. Tableau 7a, supra. Données définitives pour 2012.

Tableau n°7d : Evolution récente et comparée des PIB / habitant dans les DOM et dans les régions de l'Union européenne

PIB (en SPA) : agrégat par habitant, 2006-2013, UE base 100*	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 μ	2013 μ	2013, en € UE : 26 600	2013, SPA# UE : 26 600	Ev. 2006-2013 en pts
Martinique	69,6	75,1	75,7	71,9	76,3	76,5	73,2	75,2	22 700	20 000	+ 5,6
Guadeloupe	67,1	76,3	68,5	66	62	76,5	72,1	72,2	21 700	19 200	+ 5,1
La Réunion	65	62,7	62,5	66,8	67,8	68,5	65,3	65,8	19 800	17 500	+ 0,8
Guyane	53,2	48,6	49,4	52,8	53,1	52,6	52,8	53,4	16 100	14 200	+ 0,2
4 DOM**	67,1	66,7	65,3	66	66,5	70,1	e : 67	e : 68	e : 20 300	e : 17 900	e : + 1
Mayotte	ND	ND	ND	ND	ND	e : 28	27,9	27,4	8 200	7 300	ND
5 DOM	ND	ND	ND	ND	ND	ND	62,6	63,5	19 100	16 900	ND
<i>Limousin</i>	88,6	87,7	84,9	83,7	82	82,9	80	80,1	24 000	21 300	-8,5
FRANCE	108,4	108,5	106,4	108,2	108,2	109,2	107,2	106,8	32 100	28 400	-1,6
RUP des Açores	72,6	67,6	72,9	73,2	75,5	72,5	69,1	71	14 800	18 900	-1,6
RUP de Madère	104,2	96,3	102,8	103	104,1	99,2	72,1	74,4	15 400	19 800	-29,8
RUP Canaries	93,2	92,8	90	89,4	84,9	82,1	80,7	80,4	19 300	21 400	-12,8
Bulgarie***	38	37,7	43,4	42,5	43,7	46,6	44,9	44,7	5 600	11 900	+ 6,7
Roumanie	38,4	41,6	46,6	45,1	46,5	48,6	52,8	54,5	7 200	14 500	+ 16,1
<i>Sicile</i>	67,1	66	66,1	68,1	66,1	64,9	62,6	60,5	16 300	16 100	-6,6

Hongrie	62,9	62,6	64,5	63,4	64,9	67,3	64,5	66,2	10 200	17 600	+ 3,3
Pologne	51,9	54,4	56,2	57,1	62,4	65,3	65,7	67,3	10 300	17 900	+ 15,4
Sardaigne	79,3	78,4	78,5	79,1	77,6	76,9	72,8	69,5	18 600	18 500	-9,8
Lituanie	55,3	59,2	61	58,6	60,8	67,3	69,1	72,9	11 800	19 400	+ 17,6
Grèce	93,2	92,8	93,6	92,3	87,3	79,7	74	72,9	16 500	19 400	-20,3
Estonie	65,8	68,8	67,7	67,7	63,3	69,3	70,9	73,3	14 200	19 500	+ 7,5
Slovaquie	63,3	67,7	72,1	71	73,1	75,3	74	75,2	13 600	20 000	+ 11,9
Portugal	78,5	75,6	77,7	78,9	80,4	76,9	75,8	78,2	16 200	20 800	-0,3
Irlande du Nord	96,2	92,8	90,8	86,4	85,7	78,5	82,3	81,9	23 700	21 800	-14,3
Rép. Tchèque	76,8	80,1	80,5	81	79,6	80,9	82,3	82,3	15 000	21 900	+ 5,5
Espagne	104,2	105	103,2	103,9	99,2	96,4	94	94	22 500	25 000	-10,2

Sources : EUROSTAT ; dernières statistiques : cf. communiqué de presse n°90/2015 du 21 Mai 2015 pour les données relatives à 2012 et 2013. ND : données non disponibles. e : estimations.

Le SPA (standard de pouvoir d'achat) est une monnaie artificielle qui prend en compte les écarts entre les niveaux de prix nationaux. Cette unité permet de comparer des indicateurs économiques en volume entre les pays. Les agrégats exprimés en SPA sont calculés en divisant les agrégats à prix courants et en monnaie nationale par les parités de pouvoir d'achat (PPA) respectives. Pour le passage en SPA, EUROSTAT a multiplié les PIB des RUP françaises par 0,88 pour les données de 2013 (à l'inverse : multiplication par 1,28 pour les RUP portugaises et par 1,1 pour la RUP espagnole des Canaries).

μ Changement de périmètre (passage en données SEC 2010) : progression en moyenne de 2 % supplémentaires (impact de la prise en compte des dépenses de R&D, ce qui diminue mécaniquement les niveaux ultra-marins, cf. Tab. 6a et 6 b).

* PIB/hab. en SPA pour l'ensemble des 275 régions de l'UE (UE 27 pour les données 2006-2010 ; UE 28 à partir de 2011) : 23 700 en 2006, 24 900 en 2007, 25 100 en 2008, 24 500 en 2009, 24 500 en 2010, 25 100 en 2011, 26 500 en 2012 et 26 600 en 2013. Soit + 6 % entre 2008 et 2013.

** PIB 2013 : 38,17 Mds. € selon EUROSTAT (à titre de comparaison : Sardaigne : 30,96 Mds. €, Slovénie : 36,14 Mds. €, région Basse-Normandie : 38,89 Mds. €). Pour les cinq DOM : 39,96 Mds. € (Canaries : 40,72 Mds. € ; Bulgarie : 41,05 Mds. € ; Irlande du Nord : 43,43 Mds. €). Le PIB de La Réunion (16,72 Mds. €) est comparable à celui de l'Estonie (18,74 Mds. €) et de Chypre (18,12 Mds. €) ; celui de la Martinique (8,69 Mds. €) est supérieur à la somme du PIB des deux RUP portugaises (Açores : 3,66 Mds. € ; Madère : 4,04 Mds. €).

***Région de Severozapaden: 3 800 € par hab. et 8 000 en SPA (30,1 % de la moyenne de l'UE 28 en 2013, contre 26,2 % en 2006). Pour mémoire, région Ile de France : 46 600 SPA (175,2 % moyenne UE) et région Inner London : 86 400 SPA (324,8% moyenne UE). Au sein de la France, le ratio entre la région la plus riche (IDF) et la plus pauvre (Mayotte) est de 6,4 (ratio de 3,3 hors Mayotte) ; au Royaume-Uni, il est de 4,8 (Italie : 2,6 ; Allemagne : 2,4). Au sein de l'UE, il est donc de 11,8.

Tableau n°7e : Comparaisons en matière d'Indicateur de Développement Humain (IDH)

1990-2010	IDH 1990	IDH 2000	IDH 2005	IDH 2010	Taux de croissance annuel moyen de l'IDH, 1990-2010, %	Rang mondial* *, 2010	Retard par rapport à la métropole, 2010
<i>France</i>	<i>0,777</i>	<i>0,846</i>	<i>0,869</i>	<i>0,883*</i>	<i>0,64</i>	<i>14^{ème}</i>	-

<i>métropolitaine</i>								
Guadeloupe	0,683	0,769	0,795	0,822	0,93	38 ^{ème}	12 ans	
Martinique	0,698	0,771	0,793	0,814	0,77	39 ^{ème}	13 ans	
Nouvelle-Calédonie	0,686	0,747	0,767	0,789	0,70	50 ^{ème}	18 ans	
La Réunion	0,662	0,722	0,749	0,774	0,78	54 ^{ème}	21 ans	
Wallis et Futuna	ND	ND	0,763	ND	ND	53 ^{ème} (2005)	ND	
St-P-et-Miquelon	ND	ND	0,759c	0,762d	ND	66 ^{ème} (2008)	ND	
Guyane	0,644	0,711	0,721	0,740	0,69	73 ^{ème}	27 ans	
Polynésie Fr.	0,665	0,736	0,747	0,737	0,52	75 ^{ème}	28 ans	
Saint-Martin	ND	0,702a	ND	ND	ND	64 ^{ème} (1999)	ND	
St-Barthélemy	ND	0,688a	ND	ND	ND	69 ^{ème} (1999)	ND	
Mayotte	ND	0,635b	0,637	ND	ND	107 ^{ème} (2005)	ND	

Source : IEDOM, RA 2014 (Juin 2015) ; d'après étude AFD (DT n°129, Février 2013). ND = Données non disponibles.

a : 1999

b : 2001

c : 2004

d : 2008

* Département du Pas-de-Calais : 0,848.

** 188 entités.

Tableau n°8a : L'inflation dans les DCOM

Taux d'inflation en moyenne annuelle, en %, 2006-2014	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Guadeloupe	2,1	1,3	2,2	0,2	2,8	2,6	1,9	0,9	0,3
Martinique	2,8	2,4	2,8	-0,4	1,6	2,6	1,5	1,3	0,7
Guyane	2,1	3,4	3,5	0,7	0,2	2,1	1,5	1,4	0,5
La Réunion	2,6	1,4	2,9	0,5	1,5	2,5	0,9	1,4	0,2
Mayotte	1,4	2,8	5,4	2,7	1,4	3,3	1,4	1,3	0,9
St-P-Miquelon	5,7	0,8	6,1	-0,9	3,3	4,5	3,2	1,6*	0,6*
Polynésie Fr.	2,7	2	3,2	0,1	1,3	1,9	1,2	1,5	0,3
N-Calédonie	2,9	1	3	0,9	2,7	2,4	1,8	1,3	0,2
Wallis & Futuna	2,5*	0,4*	2,7*	-0,1	3,3	3,6	4,7	2,1	0,4
France	1,6	1,5	2,8	0,1	1,5	2,1	2	0,9	0,5

Sources : Données 2006-2013 : INSEE pour Métropole + Guadeloupe + Guyane + Martinique + Réunion (France au sens INSEE) ; IEDOM pour Mayotte et SPM ; ISPF et IEOM pour Polynésie Française ; ISEE pour Nouvelle-Calédonie ; IEOM pour Wallis et Futuna. Données 2014 : IEDOM et IEOM, 17 Avril 2015. Données non disponibles pour Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

* Données disponibles seulement en glissement annuel.

Tableau n°8b : Evolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) dans les DCOM

IPC, en glissement annuel –Base 100 : Décembre 1998, 2007-2015 (taux, en %, 2009-2015)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2014 Alimentation	2015
Guadeloupe	117,5	119,4	120,4 (0,8 %)	124,4 (3,3 %)	126,7 (1,8 %)	129,4 (2,1 %)	129,3 (-0,1 %)	130,1 (0,6 %)	136,4 (1,4 %)	129,6 (0,4 %)
Martinique	120,2	121,2	122 (0,6 %)	124,1 (1,7 %)	126,5 (2 %)	129,1 (2 %)	130 (0,7 %)	130,9 (0,7 %)	143,8 (1,4 %)	129,6 (-0,8 %)
Guyane	116	121,5	121,3 (-0,2 %)	121,8 (0,4 %)	124,6 (2,2 %)	126,3 (1,4 %)	127,6 (1 %)	127,9 (0,3 %)	135,4 (-0,2 %)	127,3 (-0,3 %)
La Réunion	119,3	122,7	123 (0,3 %)	125,7 (2,2 %)	128,4 (2,1 %)	129,6 (0,9 %)	130,6 (0,8 %)	129,9 (-0,5 %)	134,5 (0 %)	130,5 (0,4 %)
DOM	118,9	121,4	122	124,7	127,2	129,1	129,9	130	ND	ND
Mayotte (1)	103,3	108,5	109,5 (0,9 %)	112,4 (2,6 %)	113,8 (1,2 %)	117 (2,8 %)	117,4 (0,3 %)	118,2 (0,7 %)	137,7 (2,7 %)	117,9 (-0,3 %)
St-P-Miquelon	135	142,7	141,7 (-0,8 %)	148 (4,5 %)	153,3 (3,6 %)	160,3 (4,4 %)	162,9 (1,6 %)	163,9 (0,6 %)	155,6 (2,5 %)	165,7* (1,6 %)
Polynésie Fr. (2)	100	103,4	102,6 (-0,8 %)	104,4 (1,7 %)	106,3 (1,8 %)	107,6 (1,2 %)	108,7 (1,1 %)	108,5 (-0,2 %)	119,1 (1,3 %)	107,8 (-0,6 %)
N-Calédonie (3)	127,5	132,1	132,3 (0,2 %)	135,9 100 (2,7 %)	102,6 (2,6 %)	104,3 (1,6 %)	105 (0,7 %)	105,6 (0,6 %)	108,6 (1,1 %)	106,3 (0,7 %)
Wallis & Futuna (4)	ND	102,6	102 (-0,6 %)	105,2 (3,2 %)	109,4 (4 %)	114,6 (4,7 %)	116,7 (1,8 %)	117 (0,2 %)	113,7 (-3,9 %)	117,7* (1,8 %)
France	117,7	118,9	120 (0,9 %)	122,1 (1,8 %)	125,1 (2,4 %)	126,8 (1,4 %)	127,6 (0,7 %)	127,7 (0,1 %)	131,7 (-0,4 %)	128 (0,2 %)

Sources : IEDOM et IEOM pour les données 2007-2013. Pour 2014-2015: INSEE (DOM), ISPF (PF), IEDOM (SPM), IEOM (WF), ISEE (NC). * Septembre.

- Base 100 : Décembre 2006
- Base 100 : Décembre 2007
- Base 100 : Décembre 1992 puis Décembre 2010
- Base 100 : Juin 2008

Tableau n°8c : Evolution des importations de biens en valeur

2006-2014, en M. € courants,	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	% PIB 2013	2014 P	Evolution, 2008-2014 (%)
Guadeloupe	2 224,3	2 202,9	2 558,6	1 973,4	2 232,6	2 672,4	2 668,4	2 747,5	34	2 549,5	-0,4
Martinique	2 454	2 487,8	2 730,3	2 026,9	2 541,9	2 715	2 764,8	2 650,6	31,2	2 702,9	-1

Guyane	749,7	896,6	1 054,9	950,1	1 081,8	1 361,4	1 486,5	1 590,3	40,6	1 445,2	+ 37
La Réunion	3 901,9	4 018,4	4 514,8	4 181	4 265,2	4 790,1	4 660,3	4 458,5	27,4	4 671,8	+ 3,5
Mayotte	253,1	336,7	376,2	371,2	389,3	317,2	397,1	465,9	28,8*	479	+ 27,3
DOM	9 583	9 942,4	11 234,8	9 502,6	10 510,8	11 856,2	11 977,1	11 912,8	e : 30,8	11 848,4	+ 5,5
St-P-Miquelon	58,5	61,7	69,7	59,8	73,8	79,1	79,1	93,4	41***	88,6	+ 27,1
Polynésie Fr.	1 302,8	1 345,8	1 473,8	1 232,9	1 301,7	1 290,5	1 328,5	1 354,4	30,4	1 329	-9,8
N-Calédonie	1 683	2 045,6	2 197,2	1 845,3	2 501,4	2 653,9	2 524,9	2 437,7	32,9	2 507,3	+ 14,1
Wallis & Futuna	41,7	45	49,6	39,3	48,1	52,2	51,3	49,6	e : 28	48,9	-1,4
DCOM	12 669	13 440,5	15 025,1	12 679,9	14 435,8	15 931,8	15 960,9	15 846,9	e : 30,5	15 822,2	+ 5,3
France (Mds. €)*	424,55	448,98	473,85	391,87	447,48	503,12	509,56	497,62	23,5	494,24	+ 4,3
DOM / FR	2,26 %	2,21 %	2,37 %	2,42 %	2,35 %	2,36 %	2,35 %	2,39 %	-	2,40 %	+ 0,03 pt

Sources : IEDOM et IEOM pour les DCOM. Données non disponibles pour Saint-Martin et Saint-Barthélemy. France : Douanes, Aperçu du commerce extérieur de la France, Août 2015. p = données encore provisoires. e = estimations (2005 pour Wallis et Futuna).

* France : importations FAB. Périmètre : Métropole + DOM (4 DOM historiques rajoutés en 1996 ; Mayotte rajoutée en 2014).

** 2012.

*** 2008.

Tableau n°8d : Evolution des exportations de biens en valeur

2006-2014, en M. € courants,	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	% PIB 2013	2014 p	Evolution, 2008-2014 (%)
Guadeloupe	172,6	155,4	181,7	170,9	178,2	236,7	212,3	271,7	3,3	204,9	+ 12,8
Martinique	412	336,1	376,4	278,9	373,9	308,7	406,8	385,5	4,5	566,7	+50,6
Guyane	122,7	117,1	100,2	120	158,2	154,5	223,4	292,6	7,5	176,2	+ 75,8
La Réunion	238	271,1	259,9	246,9	284,3	291	306,8	296,1	1,8	284,4	+ 9,4
Mayotte	5,9	6,4	5,3	4,6	4,6	5,9	5,3	4,9	0,3**	11,9	+ 124,5
DOM	951,2	886,1	923,5	821,3	999,2	996,8	1 154,6	1 250,8	e : 3,3	1 244,1	+ 34,7
St-P-Miquelon	7	6	7	3,9	5	1,9	1,2	2	4,1***	1,5	-78,6
Polynésie Fr.	156,3	139,9	135,7	104,8	116,2	95	99,4	99,8	2,3	107,5	-20,8
N-Calédonie	1 073,1	1 541,1	897,5	708,1	1 119,6	1 174,9	1 034,9	920,1	12,4	1 187,4	+ 32,3
Wallis & Futuna	0,2	0,1	0,1	0	0	0,1	0,1	0,1	<0,1	0,2	NS
DCOM	2 187,8	2 573,2	1 963,8	1 638,1	2 240	2 268,7	2 290,2	2 272,8	e : 4,4	2 540,7	+ 29,4
France (Mds. €)*	394,62	406,49	417,64	346,48	395,04	428,61	442	436,08	20,6	436,31	+ 4,5
DOM / FR	0,24 %	0,22 %	0,22 %	0,24 %	0,25 %	0,23 %	0,26 %	0,29 %	-	0,28 %	+ 0,06 pt

Sources : IEDOM et IEOM pour les DCOM. Données non disponibles pour Saint-Martin et Saint-Barthélemy. France : Douanes, Aperçu du commerce extérieur de la France, Août 2015. p = données encore provisoires. e = estimations (2005 pour Wallis et Futuna). NS = non significatif.

* France : exportations FAB. Périmètre : Métropole + DOM (4 DOM historiques rajoutés en 1996 ; Mayotte rajoutée en 2014).

** 2012.

*** 2008.

Tableau n°8e : Taux de couverture* de la balance commerciale hors services

En % 2006-2014	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution, 2008-2014 (pts)
Guadeloupe	7,8	7	7,1	8,7	8	8,9	8	9,9	8	+ 0,9 pt
Martinique	16,8	13,5	13,8	13,8	14,7	11,4	14,7	14,5	21	+ 7,2 pts
Guyane	16,4	13,1	9,5	12,6	14,6	11	11,3	18,4	12,2	+ 2,7 pts
La Réunion	6,1	6,7	5,8	5,9	6,7	6,1	6,6	6,6	6,1	-0,3 pt
Mayotte	2,3	1,9	1,4	1,2	1,2	1,9	1,3	1	2,5	+ 1,1 pt
DOM	9,9	8,9	8,2	8,6	9,5	8,4	9,6	10,5	10,5	+ 2,3 pts
St-P- Miquelon	12	9,7	10	6,5	6,8	2,4	1,5	2,1	1,7	-8,3 pts
Polynésie Fr.	12	10,4	9,2	8,5	8,9	7,4	7,5	7,4	8,1	-1,1 pt
N-Calédonie	63,8	75,3	40,8	38,4	44,8	44,3	41	37,7	47,4	+ 6,6 pts
Wallis & Futuna	0,5	0,2	0,2	0	0	0,2	0,2	0,2	0,4	+ 0,2 pts
DCOM	17,3	19,1	13,1	12,9	15,5	14,2	14,3	14,3	16,1	+ 3 pts
France	92,9	90,5	88,1	88,4	88,3	85,2	86,7	87,6	88,3	+ 0,2 pt

Sources : IEDOM et IEOM pour les DCOM. Données non disponibles pour Saint-Martin et Saint-Barthélemy. France entière (métropole + DOM) : Douanes.

* Couverture des importations par les exportations. Un taux de 100 % équivaut à une balance commerciale équilibrée.

Tableau n° 8f - Les écarts de prix entre les DOM et la métropole en mars 2015

	Écarts DOM/métropole (panier de consommation métropolitain)	Écarts métropole/DOM (panier de consommation local)	Écarts de Fisher DOM/métropole
Martinique	17,1	-7,1	12,3
Guadeloupe	17,0	-7,5	12,5
Guyane	16,2	-6,8	11,6
La Réunion	10,6	-3,6	7,1

En prenant comme référence le panier de consommation des ménages de métropole, les prix en Martinique étaient en moyenne supérieurs de 17,1 % à ceux en métropole. En prenant comme référence le panier martiniquais, les prix en métropole étaient inférieurs de 7,1 % à ceux en Martinique. L'écart de prix de Fisher, moyenne géométrique des deux écarts, tient compte de l'adaptation des habitudes de consommation des ménages qui changeraient de territoire. Cet écart montre que les prix sont globalement supérieurs de 12,3 % en Martinique par rapport à ceux en métropole.

Champ : consommation des ménages hors fioul, gaz de ville et transports ferroviaires.

Source : Insee, enquête de comparaison spatiale de prix 2015.

Tableau n° 8g - Les écarts de prix entre les DOM et la métropole en 1985, 1992, 2010 et 2015 *
en %

	Sur la base d'un panier de consommation métropolitain				Sur la base d'un panier de consommation local	
	1985	1992	2010	2015	2010	2015
Martinique						
Ensemble hors loyers	16,2	8,4	17,6	18,1	-2,6	-7,7
Ensemble y c. loyers	n.d.	8,4	16,9	17,1	-2,9	-7,1
Guadeloupe						
Ensemble hors loyers	17,3	9,5	15,9	17,4	-2,3	-7,6
Ensemble y c. loyers	n.d.	10	14,8	17,0	-2,2	-7,5
Guyane						
Ensemble hors loyers	20,9	18,5	19,1	16,4	-4,6	
Ensemble y c. loyers	n.d.	20,5	19,6	16,2	-6,4	
La Réunion						
Ensemble hors loyers	18,2	12,5	12,9	11,0	-0,3	-3,4
Ensemble y c. loyers	n.d.	15,6	12,4	10,6	-0,4	-3,6

n.d. : non disponible.

** Au cours du temps, le champ de l'enquête s'est élargi. Il n'était donc pas identique à chacune de ces quatre dates.*

Champ : consommation des ménages hors fioul, gaz de ville et transports ferroviaires.

Source : Insee, enquête de comparaison spatiale de prix.

Tableau n° 8h - Les écarts de prix selon les postes de consommation en mars 2015

Fonction	Martinique		Guadeloupe		Guyane		La Réunion	
	DOM/ métropole (panier métropolitain)	Métropole/ DOM (panier local)	DOM/ métropole (panier métropolitain)	Métropole/ DOM (panier local)	DOM/ métropole (panier métropolitain)	Métropole/ DOM (panier local)	DOM/ métropole (panier métropolitain)	Métropole/ DOM (panier local)
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	47,9	-22,6	41,9	-19,6	44,9	-19,2	36,8	-16,6
Boissons alcoolisées et tabac	32,4	-10,4	23,1	-1,7	6,4	4,6	32,4	-17,2
Habillement et chaussures	8,1	-1,9	13,4	-8,9	3,1	4,2	5,4	0,4

Logement, eau, énergie	4,8	-0,1	2,5	6,7	4,8	-2,3	-2,0	7,0
<i>dont loyers</i>	<i>1,8</i>	<i>0,1</i>	<i>11,4</i>	<i>-7,2</i>	<i>13,5</i>	<i>-9,9</i>	<i>4,5</i>	<i>-5,1</i>
Meubles, électroménager, entretien courant de la maison	16,6	-11,7	14,6	-7,1	17,9	-9,2	4,6	0,1
Santé	16,3	-12,3	18,5	-16,0	17,3	-12,5	14,6	-9,9
Transports	-1,1	9,2	2,6	0,0	4,6	0,6	-4,1	4,8
Communications	37,2	-20,5	37,3	-22,1	40,4	-22,4	18,3	-13,2
Loisirs et culture	9,1	2,1	12,0	-0,7	10,5	4,1	5,7	6,4
Restaurants et hôtels	6,0	-2,6	3,4	0,1	11,2	-6,2	-1,2	4,8
Autres biens et services, y c. enseignement	23,3	-15,3	27,2	-12,1	17,6	-12,3	14,7	-9,9

Champ : consommation des ménages hors fioul, gaz de ville et transports ferroviaires.

Source : Insee, enquête de comparaison spatiale de prix de 2015.

Tableau n° 8i - Les écarts de prix par grandes fonctions entre Mayotte et la France métropolitaine, en mars 2015

Fonction	Écarts Mayotte/ métropole (panier de consommation métropolitain)	Écarts métropole/ Mayotte (panier de consommation mahorais)	Écarts de Fisher Mayotte/ métropole
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	42,2	0,0	19,2
Boissons alcoolisées et tabac	63,6	-27,6	50,4
Réparation, matériaux pour travaux et charges du logement	-9,4	22,6	-14,0
Meubles, électroménager, entretien courant de la maison	24,8	-15,6	21,6
Santé	11,6	-15,6	15,0
Transports	1,1	14,9	-6,2
Communications	35,3	-15,7	26,7
Loisirs et culture	26,7	3,0	10,9
Restaurants	8,7	-8,2	8,8
Autres biens et services, y c. enseignement, habillement et chaussures	3,9	11,5	-3,5
Ensemble	16,7	2,0	6,9

En prenant comme référence le panier de consommation des ménages de métropole, les prix des communications à Mayotte

étaient en moyenne supérieurs de 35,3 % à ceux de la métropole. En prenant comme référence le panier mahorais, ces prix en métropole étaient inférieurs de 15,7 % à ceux de Mayotte. L'écart de prix de Fisher tient compte de l'adaptation des habitudes de consommation des ménages qui changeraient de territoire. Cet écart montre que les prix des communications sont globalement supérieurs de 26,7 % à Mayotte par rapport à ceux de la métropole.

Champ : consommation des ménages hors fioul, gaz de ville, transports ferroviaires et hors loyers.

Source : Insee, enquête de comparaison spatiale de prix de 2015.

Tableau n°9 : Caractéristiques récentes du chômage dans les DOM ; Evolution comparée du nombre total de chômeurs

Nombre de demandeurs d'emploi, 2004-2015, en milliers, Données CVS-CJO**	Cat. A 4 DOM	Cat. A France*-INSEE	DOM / France (en %)	Cat. A +B + C + D + E 4 DOM	Cat. A +B + C + D + E France*, périmètre INSEE	DOM / France (en %)
Fin 2004 Déc.	189,7	2 895,6	6,5	226,9	4 354,3	5,2
Fin 2005 Déc.	185,9	2 752,9	6,7	222,1	4 272,2	5,2
Fin 2006 Déc.	173	2 438	7,1	213,2	3 966,9	5,4
Fin 2007 Déc.	163,8	2 179,6	7,5	206,6	3 697,6	5,6
Fin 2008 Déc.	175,7	2 395	7,3	215,8	3 873,3	5,6
Fin 2009 Déc.	204	2 842	7,2	249,5	4 624,2	5,4
Fin 2010 Déc.	222,9	2 925,2	7,6	272,7	4 894,9	5,6
Fin 2011 Déc.	232,4	3 081	7,5	287,5	5 133,6	5,6
Fin 2012 Déc.	250,3	3 383,5	7,4	305,9	5 551,4	5,5
Fin 2013 Déc.	255,4	3 567,1	7,2	319,2	5 885,5	5,4
Fin 2014 Déc.	261,4	3 762,1	6,9	327,9	6 205,8	5,3
Fin 2015 Déc.	257,7	3 848,3	6,7	335	6 510,3	5,1
Evolution, 2007-2015	+ 93,9 (+ 57,3 %)	+ 1 668,7 (+ 76,6 %)	-0,8 pt	+ 128,4 (+ 62,1 %)	+ 2 812,7 (+ 76,1 %)	-0,5 pt
Ev. 2014-2015	-1,4 %	+ 2,3 %	-0,2 pt	+ 2,2 %	+ 4,9 %	-0,2 pt

Source : DARES (Janvier 2016).

Catégorie A = inscrits à Pôle Emploi, tenus de chercher un emploi *et* sans emploi (catégorie de référence pour évaluer le nombre de chômeurs en France).

Catégorie B = inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (78 h. ou moins dans le mois).

Catégorie C = inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (plus de 78 h. dans le mois).

Catégorie D = inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi.

Catégorie E = inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi.

* - Hors les deux COM (de droit social commun) de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, rattachées à la DIECCTE de Guadeloupe, depuis Février 2015 :

_pour St-Martin : 4 856 demandeurs d'emploi toutes catégories confondues en Déc. 2014 ; 5 133 en Décembre 2015, en hausse de 5,7 % sur un an (source : DIECCTE de Guadeloupe) ;

_pour St-Barthélemy, 459 demandeurs d'emploi toutes catégories confondues en Déc. 2014 ; 467 en Décembre 2015, en hausse de 1,7 % sur un an (source : DIECCTE de Guadeloupe).

- Hors DOM de Mayotte : 10 231 demandeurs d'emploi de catégorie A en Décembre 2014 et 11 900 en Septembre 2015, en hausse de 27,6 % sur un an (source : IEDOM, Janv. 2016) ; 13 900 chômeurs selon l'Enquête Emploi (2^{ème} T. 2015) et estimation de 39 300 chômeurs toutes catégories confondues: 19 122 chômeurs au sens du recensement de 2012 ; 39 400 personnes sans emploi souhaitant travailler selon l'EE du 2^{ème} Trimestre 2013, dont 9 500 chômeurs au sens du BIT) ;

- Hors COM de Saint-Pierre-et-Miquelon : 337 demandeurs d'emploi toutes catégories en Septembre 2015, en hausse de 3,4 % sur un an ; source : IEDOM, Janv. 2016 ;

- Hors collectivités du Pacifique, à droit social autonome :

_Polynésie française : 30 000 chômeurs estimés actuellement d'après les données RGP de 2012 [25 000 chômeurs au sens du recensement] ; 12 386 demandeurs d'emploi recensés en Juin 2015 (IEOM) ;

_Nouvelle-Calédonie : 7 020 demandeurs d'emploi fin Déc. 2015, en hausse de 5,4 % sur un an (près de 15 000 chômeurs estimés) ; source : IEOM, Janv. 2016 ;

_Wallis et Futuna : 600 chômeurs estimés en 2014 (530 demandeurs d'emploi au RGP de Juillet 2013).

Soit entre 36 000 et 92 000 chômeurs supplémentaires en prenant en compte les COM et Mayotte, portant le nombre total de demandeurs d'emploi en France à plus de 6,6 millions, dont près de 420 000 Outre-mer.

** Données corrigées des variations saisonnières (CVS – CJO) : S'agissant des données brutes : 256 700 chômeurs de cat. A fin 2015 (256 100 fin 2014) et 334 000 demandeurs d'emploi toutes catégories (326 500 fin 2014). Métropole : respectivement 3 638 500 et 6 259 200 (fin 2014 : 3 552 900 et 5 958 400).

*** Dernières données disponibles (au 28 Janvier 2016). A périmètre constant (St-Martin et St-Barthélemy inclus : 5 600 chômeurs) : respectivement **339 600** et **6 598 800** demandeurs d'emploi en données brutes.

Rappel : il n'existe pas d'indemnisation du chômage en Polynésie française et à Wallis et Futuna.

Tableau n°9 : Caractéristiques récentes du chômage dans les DOM ; Evolution comparée du nombre total de chômeurs indemnisés

Nombre et part de demandeurs d'emploi indemnisés (1), 2006-2015, Données CVS-CJO**	Personnes indemnisés par l'assurance chômage* 4 DOM	Personnes indemnisés par l'assurance chômage* France-INSEE	DOM / France (en%)	Ensemble des personnes indemnisés** 4 DOM	Ensemble des personnes indemnisées** France INSEE	DOM / France (en%)	Part des personnes inscrites à Pôle Emploi indemnisées 4 DOM (%)***	Part des personnes inscrites à Pôle Emploi indemnisées Métropole (%)***
Fin Déc. 2006	57,4	1 958,7	2,9	85,2	2 455,2	3,5	40	61,9
Fin Déc. 2007	56,6	1 834,7	3,1	82,4	2 280,3	3,6	39,9	61,7
Fin Déc. 2008	65,6	1 975,9	3,3	91	2 397,9	3,8	42,2	61,9
Fin Déc. 2009	81,8	2 305,7	3,5	108,8	2 749,4	4	43,6	59,5
Fin Déc. 2010	80,1	2 265,4	3,5	110,5	2 718,4	4,1	40,5	55,5
Fin Déc. 2011	78,4	2 306	3,4	111,6	2 760,3	4	38,8	53,8
Fin Déc. 2012	80,7	2 444,3	3,3	116,8	2 944,4	4	38,2	53
Fin Déc.	76	2 455,2	3,1	115,8	2 995,6	3,9	36,3	50,9

2013									
Fin 2014	Déc.	77,8	2 597,3	3	118	3 154	3,7	36	50,8
Fin 2015#	Déc.	81,3	2 723,7	3	121,2	3 274,3	3,7	36,2	50,3
Evolution, 2006-2015 (%)		+ 41,6	+ 39,1	+ 0,1 pt	+ 42,2	+ 33,3	+ 0,2 pt	-3,8 pts	-11,6 pts
Evolution, 2009-2015 (%)		-0,6	+ 18,1	-0,5 pt	+ 11,4	+ 19,1	-0,3 pt	-7,4 pts	-9,2 pts
Evolution, 2014-2015 (%) #		+ 4,5	+ 4,9	-0	+ 2,7	+ 3,8	-0	+ 0,2 pt	-0,5 pt

Source : DARES (Janvier 2016).

Données d'Octobre 2015.

- Champ : demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, D, E et dispensés de recherche d'emploi (cat. D et cat. E), indemnisés au titre du chômage. Hors COM de l'Atlantique et hors Mayotte.

* Allocation d'aide au Retour à l'Emploi (ARE) et Allocation d'aide au Retour à l'Emploi Formation (AREF) hors conventions de gestion ONP, Allocation de Sécurisation Professionnelle (ASP).

** Assurance chômage + Etat (Allocation de Solidarité Spécifique [ASS] y compris formation, Allocation Équivalent Retraite [AER], Allocation Transitoire de Solidarité [ATS], Allocation Temporaire d'Attente [ATA2], Allocations du Fonds de Professionnalisation et de Solidarité [FSP], Rémunération de Fin de Formation [RFF]) + Rémunération de formation Pôle emploi (RFPE), ARE-ONP, AREF-ONP.

*** Sur le total des inscrits à Pôle Emploi : catégories A + B + C + D + E. Rappel : les inscrits à Pôle emploi de catégorie D et E ne sont pas tenus de rechercher un emploi : elles sont (i) soit non immédiatement disponibles et sans emploi (cat. D, par exemple formation, contrat de sécurisation professionnelle, maladie), (ii) soit pourvues d'un emploi (cat. E, par exemple créations d'entreprises et contrats aidés).

Tableau n°9a : Evolution du taux de chômage dans les DOM, au sens de l'Enquête emploi de l'INSEE* et du recensement, et nombre de chômeurs par conseiller de Pôle emploi

Taux de chômage, EE, 2 ^{ème} T, 2002-2014, en % pop. active	2002	2007	2008 (1)	2009 (2)	2010	2011 (3)	2012 (4)	2013 (p) (5)	2014 (6)	2015	Nombre de demandeurs d'emploi par conseiller, mi 2014
Guadeloupe**	23,4	22,3 20,6	21,8 20	22,5 20,7	24,3 22,4	22,7 20,9	23,1** ** 21,3	26,1 23,5	23,7	23,7	118,2****
Guyane**	20,2	20,1 18,4	20,8 19	19,6 17,9	19,2 17,5	20,1 18,4	21,3 19,4	21,3 21,8	22,3	21,9	180,8
Martinique	20,6	20,3 17,9	21 18,5	21,7 19,2	21 18,6	20,7 18,2	20,9 18,4	22,8 19,6	19,4	18,9	111,6
La Réunion	27,6	23,9 24,4	24,1 24,6	26,8 27,3	28,3 28,8	28,8 29,3	28 28,5	29 28,7	26,8	27,1	207,6
4 DOM	24,2	22,4 21,5	22,6 21,7	24 23,1	24,9 24,1	24,8 24	24,7 23,8	25,5 24,9	24,1	24	165,1

Mayotte	ND	ND	ND	17,6	ND	ND	ND (4)	19,5	19,6	-	113,5
Métropole	7,5	7,7	7,1	8,7	8,9	8,8	9,4	10	9,9	10	115,8 (Fr entière : 117,2)
Hérault***	12,2	11,1	10,5	12,3	12,5	12,7	13,7	14,5	14,1	14,1	115,2***
Ratio DOM / métropole (Martinique / Hérault)	3,2	2,9 2,8 (1,6)	3,2 3 (1,8)	2,8 2,7 (1,6)	2,8 2,7 (1,5)	2,8 2,7 (1,4)	2,6 2,5 (1,3)	2,6 2,5 (1,3)	2,4 (1,4)		-

Source : INSEE (Juillet 2014 pour les données 2013, Juin 2015 pour celles de 2014, avril 2016 pour celles de 2015). Données corrigées de l'effet de la rénovation de l'EE dans les DOM, cf. *infra*. Pour la métropole : moyennes annuelles. ND : données non disponibles (les enquêtes emploi à Mayotte seront annuelles à partir de 2015, cf. arrêté du 27 mai 2014). (p) Données encore provisoires, susceptibles d'être modifiées en fonction des évolutions démographiques affectant le dénominateur. Ainsi, les taux de chômage précédemment disponibles pour l'EE de 2013 étaient de 25,5 % en Guadeloupe, de 20,7 % en Guyane, de 22,2 % en Martinique, et de 28,2 % à La Réunion. Nombre de chômeurs par conseiller de Pôle emploi (moyenne), cf. Pôle emploi, 28 Juillet 2014.

- Wallis et Futuna : 12,8 % (périmètre : recensement général de la population, RGP) ;
- Nouvelle-Calédonie : 13,8 % (RGP) ;
- Saint-Barthélemy : 4,3 % (RGP) ; Saint-Pierre-et-Miquelon : 8,8 % (RGP) ; Saint-Martin : 30,5 % (RGP). Métropole : 12,3 % ; Hérault : 16,3 % ; Martinique : 26,4 % ; Guadeloupe : 29 % ; Guyane : 31,1 % ; La Réunion : 35,5 % ; ratio Guyane/Hérault : 1,9 sur ce périmètre « recensement » ;
- Polynésie française : 21,8 % (RGP) ; Mayotte : 36,6 % (RGP) ;
- Wallis et Futuna : 11,8 % (RGP).
- Saint-Pierre-et-Miquelon : 8,6 %, contre 9,4 % en 2013 et 9,4 % en 2012 (IEDOM).

* **Changement de périmètre en 2014.** L'Enquête Emploi annuelle DOM (EE-DOM) existe depuis 1993 dans les DOM et depuis 2001 sous un format d'enquête annuelle. Depuis la dernière publication des résultats sur le 2^{ème} T. 2013, l'EE-DOM été rénovée en profondeur. La collecte a lieu désormais en continu, tout au long de l'année, et la taille de l'échantillon a été augmentée (de 5 100 à 8 000 ménages interrogés). La mesure des concepts d'activité au sens du Bureau international du travail est désormais conforme à celle préconisée par EUROSTAT, notamment pour les indicateurs de halo et de sous-emploi qui sont maintenant articulés avec la définition européenne. L'ensemble de ces changements ont été réalisés en 2014 dans les DOM (hors Mayotte, où l'EE demeure annuelle). Certaines reformulations du questionnaire en 2013 ont eu des effets sur les réponses d'une petite partie des personnes enquêtées, notamment pour des personnes dont la situation se situe à la frontière entre les catégories de chômage et d'inactivité. Le niveau du taux de chômage calculé avec le nouveau questionnaire est un peu plus bas que celui calculé avec l'ancien questionnaire : l'emploi dans les DOM est marqué par une saisonnalité, liée notamment à la campagne sucrière et à l'activité touristique (le taux de chômage au 2^{ème} T. est estimé à un niveau plus élevé que sur l'ensemble de l'année). De même, le changement de questionnaire entraîne une hausse du halo et une baisse de l'inactivité hors halo (ces changements n'ont toutefois pas eu d'impact sur la répartition entre emploi et non-emploi). Par ailleurs, les données portent ici sur la population active de 15 ans et plus, et donc différent légèrement des données sur la population des 15-64 ans, souvent usitée (exemple : tx. de chômage des 15-64 ans supérieur de 0,2 points à celui des 15 ans et plus en Guyane et à Mayotte en 2013 ; supérieur de 0,1 point en Guadeloupe). Ces taux sont souvent modifiés ultérieurement lorsque les caractéristiques démographiques des DOM sont affinées par l'INSEE.

** Hors archipel des Saintes et La Désirade ; pour la Guyane, hors communes de l'intérieur (env. 10 % de la population).

*** Département métropolitain le plus touché par le chômage. Statistiques Pôle emploi : région Languedoc-Roussillon. Pour info : St-Pierre-et-Miquelon : 51,3 ; Corse : 100,2 ; IDF : 122,7 ; Nord-Pas-de-Calais : 133,6.

**** Saint-Martin : 24,4 % en 2012 (dernières statistiques disponibles sur ce périmètre). En 2014, 95,3 chômeurs par conseiller Pôle emploi (moyenne St-Martin / St-Barthélemy).

9b : Evolution du taux de chômage des 15-24 ans, au sens de l'Enquête emploi (EE) de l'INSEE, depuis le début de la crise des années 2000

Taux de chômage, EE, 2 ^{ème} T, 2006-2015, en % des actifs de 15-24 ans	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 #	2015
Guadeloupe	57,2	55,3	55,7	60	56,5	52,9	57,6	59,8	56,3	55,2
Guyane	49,5	41,3	42,8	39,6	45,1	47,8	50,4	44,8	40	46,7
Martinique	57,7	46,7	53,4	61	62,2	59,1	55,6	68,2	50,6	47,4
La Réunion	48	51	51	52,8	55,7	59,9	56,2	60,6	54,4	54,4
Métropole	21,8	19,4*	18,1	23,5* *	23,1	22,1* **	23,1* ***	24,6** ***	24,3	24

Sources : INSEE (TER 2011 et 2014 pour La Réunion ; Antiane- Année Economique et Sociale 2008-2013 et INSEE- Premiers Résultats pour les DFA ; séries longues INSEE 1975-2013 pour la métropole (Données : Décembre 2013). Taux de 2011 à 2013 susceptibles de légères modifications en fonction des résultats des recensements de la population annuels (fixation des tranches d'âge).

Changement de périmètre, cf. tableau n°9a supra. Moyenne DOM = 52,3 %.

* Mayotte : 41,5 % (RGP) en 2007 (RGP: recensement général de la population) ; Polynésie française : 45 % en 2007 (RGP) ;

** Mayotte (15-29 ans) : 26,4 % en 2009 ; 37,4 % en 2013 et 41,4 % en 2014 ;

***Saint-Pierre-et-Miquelon : 36,2 % estimés en 2011 ;

****Polynésie française : 57 % en 2012 (RGP) ; Mayotte : 36,6 % en 2012 (RGP) ;

*****Wallis et Futuna (15-24 ans) : 41,8 % en 2013 (RGP).

9c : Jeunesse et sous-emploi dans les DOM

2008-2012	Rappel : Part des enfants vivant dans une famille monoparentale parmi l'ensemble des enfants, (en %), 2011	Part des enfants vivant dans une famille dont les parents n'ont pas d'emploi et ne sont ni retraités ni étudiants, (parmi l'ensemble des enfants, en %), 2008	Part des enfants vivant dans une famille dont les parents n'ont pas d'emploi et ne sont ni retraités ni étudiants, (parmi l'ensemble des enfants, en %), 2010	Part des enfants vivant dans une famille dont les parents n'ont pas d'emploi et ne sont ni retraités ni étudiants, (parmi l'ensemble des enfants, en %), 2011	Part des enfants vivant dans une famille dont les parents n'ont pas d'emploi et ne sont ni retraités ni étudiants, (parmi les enfants vivant dans une famille monoparentale, en %), 2010	Part des enfants vivant dans une famille dont les parents n'ont pas d'emploi et ne sont ni retraités ni étudiants, (parmi les enfants vivant dans une famille monoparentale, en %), 2011	Part des jeunes non insérés, (en %), 2010	Part des jeunes non insérés, (en %), 2011	Jeunes non diplômés accueillis par les missions locales ou les PAIO, (en % des 16-25 ans), 2012
Guadeloupe	46,2#	31,6	32	32,4	54,9	55,5	38,3	39,3	4
Guyane	42,4	46,2	47,3	47,6	66,7	67,3	47,2	47,8	3,1
Martinique	48,6	27,7	28,8	29,2	50,2	50,1	35,2	36,7	4,2
La Réunion	33,6	36,4	37	37,9	67,3	67,9	44,7	45,3	4,1
Mayotte (2012)	27	ND	ND	54	ND	80	ND	ND	ND
Métropole	18,5**	9,3***	9,5***	9,9***	31,1****	31,5****	19,9*** **	21,2*** ***	2,9
France (INSEE*)	19,3	10,3	10,5	10,9	33,4	33,8	20,6	21,9	3

Sources : INSEE (Août 2011 ; Septembre 2013 ; Octobre 2014 pour les données 2011-2012 ; Nov. 2015 pour les données de Mayotte issues du RGP de 2012). Jeunes non insérés : population du lieu de résidence âgée de 18 à 25 ans qui n'a pas d'emploi et n'est ni étudiante, ni élève, ni stagiaire. PAIO : Permanences d'accueil, d'information et d'orientation. Lecture du tableau : en 2011, 32,4 % des enfants guadeloupéens vivaient dans une famille dont les parents étaient ni en emploi, ni à la retraite ni étudiants (proportion atteignant 55,5 % pour les enfants guadeloupéens vivant dans une famille mono-parentale). ND = données non disponibles.

: 23,9 % à Saint-Martin et 6,2 % à Saint-Barthélemy (2010).

* Hors Mayotte.

** Département des Pyrénées-Orientales : 27,3 %.

*** Département des Pyrénées-Orientales : 17,5 % en 2008, 18 % en 2010 et 18,9 % en 2011.

**** Département du Pas-de-Calais : 50,2 % en 2010 et 50 % en 2011.

*****Département des Ardennes : 30,7 % en 2010 et 32,5 % en 2011.

9d : Les demandes d'emploi en fin d'année 2015 dans les DOM et proportions de femmes

	Données CVS	Nb de demandeurs d'emploi		Variation sur un an	Variation France Sur un an
		Décembre 2014	Décembre 2015		
Guadeloupe + îles du Nord	Catégorie A	61 738	61 381	- 0,6%	+2,3%
	Hommes	27 160	27 107	-0,2	+1,8%
	Femmes	34 578	34 274	-0,9	+3,5%
	Moins de 25 ans	7 609	7 013	-8,5	-4%
	25 à 49 ans	37 688	36 590	-3	+2%
	50 ans et plus	16 355	17 778	+ 8,7	+8,4%
	Catégorie ABC	69 563	70 280	+ 1%	+4,8%
	Hommes	29 773	30 133	+1,3	+4,3%
	Femmes	39 790	40 147	+0,8	+5,7%
	Moins de 25 ans	8 417	7 929	-6	-0,5%
	25 à 49 ans	43 060	42 498	-1,3	+4,7%
50 ans et plus	18 086	19 853	+9,8	+9,5%	
Guyane	Catégorie A	22 853	23 209 *	+3,6%	+2,3%
	Hommes	9 629	9 923	+5,8	+1,8%
	Femmes	13 224	13 286	+ 2	+3,5%
	Moins de 25 ans	3 620	3 317	-6,2	-4%
	25 à 49 ans	14 702	14 970	+3,4	+2%
	50 ans et plus	4 531	4 921	+12	+8,4%
	Catégorie ABC	24 829	25 510*	+4,7%	+4,8%
	Hommes	10 409	10 856	+7	+4,3%
	Femmes	14 420	14 654	+3,1	+5,7%
	Moins de 25 ans	3 882	3 582	-5,6	-0,5%
	25 à 49 ans	10 061	16 588	+4,7	+4,7%
50 ans et plus	4 886	5 340	+13,1	+9,5%	
Martinique	Catégorie A	44 428	43 424	-2,3%	+2,3%
	Hommes	19 499	19 281	-1,1	+1,8%
	Femmes	24 929	24 143	-3,2	+3,5%
	Moins de 25 ans	6 020	5 094	-15,4	-4%
	25 à 49 ans	26 179	25 194	-3,8	+2%
	50 ans et plus	12 229	13 136	+7,4	+8,4%
	Catégorie ABC	53 041	52 948	-0,2%	+4,8%
	Hommes	22 203	22 323	+0,5	+4,3%
	Femmes	30 838	30 625	-0,7	+5,7%
	Moins de 25 ans	6 843	6 051	-11,6	-0,5%
	25 à 49 ans	31 643	31 101	-1,7	+4,7%
50 ans et plus	14 555	15 796	+8,5	+9,5%	
Réunion	Catégorie A	134 650	136 220	+1,2%	+2,3%
	Hommes	66 610	66 500	-0,2	+1,8%
	Femmes	68 040	69 720	+2,5	+3,5%
	Moins de 25 ans	21 410	19 200	-10,3	-4%
	25 à 49 ans	84 320	84 740	0,5	+2%
	50 ans et plus	28 920	32 280	+11,6	+8,4%
	Catégorie ABC	156 320	160 810	+2,9%	+4,8%
	Hommes	76 660	77 890	+1,6	+4,3%
	Femmes	79 660	82 920	+4,1	+5,7%
Moins de 25 ans	23 920	21 940	-8,3	-0,5%	

	25 à 49 ans	99 670	101 860	+2,2	+4,7%
	50 ans et plus	32 730	37 010	+3,1	+9,5%
Mayotte	Catégorie A	10 231	11 547	+12,9%	+2,3%
	Hommes	3 274	3 915	+19,6	+1,8%
	Femmes	6 957	7 632	+9,7	+3,5%
	Moins de 25 ans	1 806	2 018	+11,7	-4%
	25 à 49 ans	6 909	7 796	+12,8	+2%
	50 ans et plus	1 516	1 733	+14,3	+8,4%
	Catégorie ABC	10 863	12 092	+11,3%	+4,8%
	Hommes	3 499	4 133	+18,1	+4,3%
	Femmes	7 364	7 959	+8,1	+5,7%
	Moins de 25 ans	1 896	2 104	+11	-0,5%
	25 à 49 ans	7 386	8 193	+10,9	+4,7%
	50 ans et plus	1 581	1 795	+13,5	+9,5%

Source : DARES , DIECCTE pour chaque DOM, INSEE

* Hors Saint-Martin [4 322 chômeurs de cat. A (+ 1,4 % sur un an) ; 4 768 cat A+B+C (+ 4 %) ; 4 979 toutes catégories (+ 2,9 %)] et Saint-Barthélemy [367 cat. A (+ 0 %) ; 432 cat A+B+C (+ 3,1 %) ; 474 toutes catégories (+ 3,9 %)]. Saint-Pierre-et-Miquelon : 284 chômeurs de cat. A (+ 26,2 % sur un an). Mayotte : 11 185 chômeurs de cat. A (+ 41,2 % en un an). **Soit 276 800 chômeurs de cat. A dans les cinq DOM et dans les trois COM de l'Atlantique en Juin 2015.**

** - La plupart des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (*catégories A + B + C*) : certains sont sans emploi, d'autres travaillent. Fin Juin 2015, en France métropolitaine, 5 397 400 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (5 703 000 chômeurs en France, y compris 305 600 chômeurs des DOM en données CVS-CJO [5 528 900 en données brutes, dont 301 300 dans les DOM]), dont (i) 3 553 500 étaient sans emploi (*catégorie A* : 3 817 000 y compris 263 500 DOM en CVS-CJO ; [3 598 400 en données brutes]) et (ii) 1 843 900 exerçaient une activité réduite, courte (78 heures ou moins dans le mois, *catégorie B* : 707 400) ou longue (plus de 78 heures dans le mois, *catégorie C* : 1 136 500).

- Certaines personnes inscrites à Pôle emploi ne sont pas tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (676 200 en métropole en Juin 2015, données CVS-CJO). Elles sont soit sans emploi et non immédiatement disponibles, par exemple en formation (*catégorie D* : 281 000), soit pourvues d'un emploi mais dont elles sont *de facto* insatisfaites (*catégorie E* : 395 200). Dans les DOM, ces cat. D et E, en forte augmentation, sont estimées à 31 000 demandeurs d'emploi fin Juin 2015.

9e : Le halo du chômage* dans les DOM en 2013-2014 (EE)

Halo du chômage, Enquête emploi, 2 ^{ème} T 2013	Nombre de personnes (15 ans et plus), 2013	Nombre de personnes (15 ans et plus), 2014	En % des 15 ans ou plus sur le marché de l'emploi	Indicateur agrégé de chômage**, %, 2013	Indicateur agrégé de chômage**, %, 2014
Guadeloupe	15 900	25 033	4,9	32	33,9
Guyane	16 700	20 031	11,8	34,2	37,5
Martinique	17 800	23 541	5,6	29,2	18,8
La Réunion	42 000	57 200	6,5	36,1	ND
Mayotte	29 900	28 100	24,6	e : 45,5	e : 31
Métropole	1 277 000	ND	2,5	e : 13,5	e : 14

Source : INSEE (Juillet 2014 et Avril 2015 : indicateur agrégé de chômage ; Juin 2015 pour les données de 2014). e : estimations

* Le BIT fournit une définition stricte du chômage, mais qui ignore certaines interactions qu'il peut y avoir avec l'emploi (travail occasionnel, sous-emploi) ou avec l'inactivité. En effet, certaines personnes souhaitent travailler mais sont considérées comme inactives, (i) soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (deux semaines), (ii) soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi. Ces inactifs qui souhaitent travailler forment le halo autour du chômage. À Mayotte, les inactifs du halo sont trois fois plus nombreux que les chômeurs BIT. Ailleurs en France, les chômeurs BIT sont toujours plus nombreux que les inactifs souhaitant travailler.

** Indicateur permettant d'agréger les individus au chômage aux individus appartenant au halo autour du chômage. Il se calcule comme le rapport entre la somme des chômeurs et des individus dans le halo au numérateur et la somme entre les actifs (en emploi ou chômeurs) et les inactifs appartenant au halo au dénominateur. **La rénovation de l'EE en 2014 a entraîné un changement de périmètre et une hausse du halo.**

9f : Evolutions en matière de chômage de longue durée

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi

Demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus*, Déc. 2008 – Juin 2015	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (Juin)	Evolution, 2008-2014, en %
Guadeloupe	24 801	27 330 28 500#	28 835 30 300 #	32 515 34 100#	34 447 36 000#	35 186 37 200#	37 042 39 100#	37 600	+ 49,2
Guyane	4 796	5 388	6 016	6 422	7 201	7 415	8 233	8 600	+ 71,7
Martinique	18 680	22 204	23 291	25 655	27 152	27 733	28 864	29 200	+ 54,5
La Réunion	36 623	47 101	61 835	71 294	77 564	85 036	86 681	88 000	+ 136,7
Mayotte	ND	ND	ND	ND	ND	1 662	2 377	ND	ND
DOM	84 900	102 023	119 977	135 886	146 364	157 032	163 197	ND	+ 92,2
<i>Métropole**</i>	996,7	1 281,8	1 532,7	1 627,8	1 836,1	2 072,1	2 266,4	2 337,7	+ 127,4
<i>France**</i>	1 081,6	1 383,8	1 643,7	1 763,7	1 982,5	2 229,1	2 429,6	2 501,1	+ 124,6
DOM / FR	7,5 %	7,4 %	7,3 %	7,7 %	7,4 %	7 %	6,7 %	ND	-0,8 pt

Sources : INSEE (Avril 2015); DARES pour les données de Juin 2015 ND : données non disponibles pour Mayotte jusqu'en 2012 inclus.

Y compris COM de St-Martin et de Saint-Barthélemy, (périmètre DARES applicable jusqu'en Février 2015) ; soit, en Juin 2015, 1 965 demandeurs d'emploi à Saint-Martin et 148 à Saint-Barthélemy.

* Demandeurs d'emploi de catégorie A + B + C. Données brutes. Hors COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy pour les données de Guadeloupe (périmètre INSEE).

** En milliers.

Caractéristiques et proportions du chômage de longue durée

Demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus*, Déc. 2012-2015, proportions de chômeurs de longue durée et caractéristiques (2013)	Chômeurs longue durée rapportés au total des demandeurs d'emploi (%), 2012	Chômeurs longue durée rapportés au total des demandeurs d'emploi (%), 2013	Chômeurs longue durée rapportés au total des demandeurs d'emploi (%), 2014 (1)	Chômeurs longue durée rapportés au total des demandeurs d'emploi (%), Juin 2015 (2)	Chômeurs longue durée rapportés à la pop. des 15-64 ans (2èT. 2013), %	Chômeurs longue durée rapportés à la pop. de 50 ans ou plus (2èT. 2013), %
Guadeloupe	55,5 54#	56 54,7#	57,5 56,2#	58,3	13,6	69,8
Guyane	34,3	32	33,7	33,8	4,9	49,3
Martinique	52,8	52,5	54,5	54,8	11,2	68,1
La Réunion	52,4	56,2	55,9	55,7	15,3	73,1
Mayotte	ND	24	21,9	ND	e : 1,5	36,3
DOM	51,5	53,3	53,9	54,2	12,7	ND
<i>Métropole**</i>	39,1	41,7	42,8	44,7**	5,1	59,2***
<i>France**</i>	39,9	42,3	43,4	45,2	5,5	59,8

Sources : DARES et INSEE.

Y compris COM de St-Martin et de Saint-Barthélemy, (périmètre DARES applicable jusqu'en Février 2015)

* Demandeurs d'emploi de catégorie A + B + C. Données brutes. Hors COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy pour les données de Guadeloupe (périmètre INSEE).

** Région Nord-Pas-de-Calais : 49,3 %.

*** Région Nord-Pas-de-Calais : 64,6 %.

- Saint-Pierre-et-Miquelon : 27 % ; Saint-Barthélemy : 34,4 % ; Saint-Martin : 41 %.

Tableau n°9g : Les taux de chômage dans les DOM en 2015 (2014 pour Mayotte)

	Chômage au sens du BIT	Nombre de chômeurs (p)	Proportion de femmes (p)	Taux de chômage (p) (en %)		
		(en milliers)	(en %)	Ensemble	Femmes	Hommes
Guadeloupe	Ensemble	38	56,3	23,7	25,7	21,6
	15-24 ans	6	38,4	55,2	52,2	55,7
	25-49 ans	24	62,1	25,6	28,8	21,4
	50 ans ou plus	8	53,5	14,5	15,7	13,5
Guyane	Ensemble	18,0	56,7	21,9	26,6	17,8
	15-24 ans	4,2	54,9	46,7	54,8	39,6
	25-49 ans	11,5	59,7	21,0	26,5	16,0
	50 ans ou plus	2,3	45,6	12,5	13,4	12,6
Martinique	Ensemble	29	49,9	18,9	17,6	20,4
	15-24 ans	5	33,8	47,4	42,1	53,4
	25-49 ans	19	56,2	21,1	21,4	20,6
	50 ans ou plus	6	42,8	10,7	8,5	12,9
Réunion	Ensemble	94,1	45,75	27,1	26,6	27,5
	15-24 ans	23,2	45,69	54,4	59,4	50,8
	25-49 ans	57,6	45,14	26,1	24,8	27,3
	50 ans ou plus	13,3	48,12	15,7	16,3	15,2
Mayotte (2014)	Ensemble	10,5	63,8	19,6	28,8	12,5
	15-29 ans	4,5	55,55	41,4	46,5	36,5
	30-49 ans	5,2	69,23	15,8	25,3	8,4
	50 ans ou plus	0,8	75	9,3	18,4	4

Tableaux n°10 : Les minima sociaux Outre-mer

10a : Evolution comparée du nombre d'allocataires des minima sociaux dans les DOM

Allocataires des minima sociaux, 2006-2013	DOM*	France*, périmètre INSEE	DOM / France
Fin décembre 2006	315 700	3 494 100	9 %
Fin décembre 2007	305 725	3 334 500	9,2 %
Fin décembre 2008	299 000	3 297 500	9,1 %
Fin décembre 2009	302 800	3 502 561	8,6 %
Fin décembre 2010	309 800	3 590 400	8,6 %
Fin décembre 2011	316 700	3 675 200	8,6 %
Fin décembre 2012	331 000	3 837 100	8,6 %
Fin décembre 2013 #	342 800	4 019 900	8,5 %
Evolution : 2008-2013	+ 43 800 (+ 14,6 %)	+ 722 400 (+ 21,9 %)	-0,6 pt

Sources : DREES, Etudes et résultats : n° 727, Mai 2010 (pour les chiffres de 2007 et de 2008) ; n°756, Mars 2011 ; n°801, Mars 2012 ; n°844, Juin 2013 ; n°883, Juin 2014 (pour les chiffres de 2012). Août 2015 (Etude sur les minima sociaux et les prestations sociales) pour les chiffres de 2015 : rectifiés en Décembre 2015 (Etudes et résultats n°945).

* Hors Mayotte jusqu'en 2012.

Part des allocataires de minima sociaux fin 2013 parmi la population âgée de 20 ans et plus (source : DREES, Août et Décembre 2015) :

- Mayotte : 4,7 %
- *Métropole* : 7,6 %
- **France** : 8,1 % ; + 1,2 pt entre 2008 et 2013
- *Seine-Saint-Denis* : 12,1 % ; + 2,3 pts entre 2008 et 2013
- Guyane : 19,4 % ; + 2,4 pts entre 2008 et 2013
- Martinique : 25,1 %
- **4 DOM** : 26,5 %
- Guadeloupe : 27,7 %
- La Réunion : 28,2 % ; + 3,1 pts entre 2008 et 2013

10b : Evolution comparée du nombre de foyers bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)

Nombre de foyers bénéficiaires au titre du RSA, Juin 2011-Déc. 2014	Juin 2011	Décembre 2013	Décembre 2014	Part du RSA socle (%), Juin 2014	Ratio foyers RSA / population*, % 2014	Ratio, foyers RSA pour 1000 personnes de 25 à 64 ans, 2013	Evolution RSA, Juin 2011-Déc. 2014, en %	Evolution RSA, Déc. 2013-Déc. 2014, en %
Guadeloupe	39 663	46 553	48 682	82,6	12,1	233	+ 22,7	+ 4,6
Saint-Barthélemy	43	73	74	81	0,7	e : 13	+ 72,1	+ 1,4
Saint-Martin	2 080	3 193	3 271	80,8	9,1	e : 166	+ 57,3	+ 2,4
Guyane	17 378	21 374	22 847	85,5	8,9	190	+ 31,5	+ 6,9
Martinique	37 783	44 011	45 215	78,5	12	217	+ 19,7	+ 2,7
Mayotte	-**	3 835	5 531	88,7	2,5	e : 49	NS	+ 44,2
La Réunion	94 485	110 267	115 538	77,5	13,6	255	+ 22,3	+ 4,8
St-P-Miquelon	32	41	36	ND	0,6	e : 12	+ 12,5	-12,2
Métropole	1 831 680	2 066 716	2 187 202	65,3	3,4	64*****	+ 19,4	+ 5,83
Outre-mer, droit social national**	191 464	229 347	241 194	79,7	11,1	211*****	+ 26	+ 5,17
France hors COM du Pacifique	2 023 144	2 296 063	2 428 396	66,7	3,7	70	+ 20	+ 5,76
DCOM / FR	9,5 %	10 %	9,9 %	-	-	-	+ 0,5 pt	-0,1 pt

Source : CNAF (pour le nombre de foyers bénéficiaires, Mars 2015), IEDOM (pour St Pierre et Miquelon, Mars 2015), INSEE (pour le ratio par rapport à la population d'âge actif, Juillet 2014). e : estimations, RGP de 2011 dans les COM de l'Atlantique, et RGP de 2012 à Mayotte. ND = données non disponibles. NS = non significatif. RSA : RSA socle + RSA activité.

* Population estimée au 1^{er} janvier 2015, cf. tableau n°5, *supra* (chiffres rectifiés).

** On rappellera que la politique sociale nationale s'applique (i) en métropole, (ii) dans les cinq DOM (partiellement à

Mayotte : RSA mis en place en 2012 à 25 % du niveau national ; 37,5 % en 2013 ; 50 % en 2014), (iii) dans les COM de Saint-Martin, Saint-Barthélemy et (iv) indirectement dans la COM de Saint-Pierre et Miquelon (DOM entre 1976 et 1985), soit 99,2 % de la population française (66,37 millions hab. sur 66,92 millions début 2015) et 2,17 millions de personnes outre-mer (soit 80 % de la population des DCOM et 3,27 % de la population française sur ce périmètre). Les autres COM et la Nouvelle-Calédonie disposent d'une politique sociale déterminée localement, et moins généreuse (pas de minima sociaux, mais l'équivalent de la CMU depuis 1995 en Polynésie française ; pas d'indemnisation du chômage en Polynésie française et à Wallis et Futuna).

***Mise en place du RSA à Mayotte en Mars 2012 (1 127 foyers bénéficiaires à cette date), alors que ce minima social, instauré en Juin 2009 dans l'hexagone, a été étendu dans les quatre DOM « historiques » en Janvier 2011.

**** Région Nord-Pas-de-Calais : 104.

***** 4 DOM : 232 allocataires pour 1000 personnes de 25 à 64 ans.

10c : Evolution comparée du nombre de foyers bénéficiaires du RSA activité

Nombre de foyers bénéficiaires au titre du RSA activité, Juin 2011-Déc. 2014	Juin 2011	Décembre 2013	Décembre 2014	Ratio foyers RSA activité / population *, % 2014	Evolution RSA activité, Juin 2011-Déc. 2014, en %	Evolution RSA activité, Déc. 2013-Déc. 2014, en %
Guadeloupe	2 862	4 905	5 647	1,4	+ 97,3	+ 15,1
Saint-Barthélemy	1	11	11	0,1	NS	0
Saint-Martin	112	401	436	1,2	+ 289,3	+ 8,7
Guyane	1 086	2 044	2 458	1	+ 126,3	+ 20,7
Martinique	2 981	5 329	6 315	1,7	+ 111,8	+ 18,5
Mayotte**	0	126	394	0,2	NS	+ 212,7
La Réunion	10 314	15 532	17 880	2,1	+ 73,4	+ 15,1
St-P-Miquelon	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Métropole	451 722	476 481	521 026	0,81	+ 15,3	+ 9,3
Outre-mer, droit social national	17 356	28 348	33 141	1,5	+ 90,9	+ 16,9
France hors COM du Pacifique	469 078	504 829	554 167	0,83	+ 18,1	+ 9,8
DCOM / FR	3,7 %	5,6 %	6 %	(1,8#)	+ 2,3 pts	+ 0,4 pt
Rappel : DCOM / FR, RSA socle seul	12,1 %	12,1 %	12 %***	8,8 (3,5#)	-0,1 pt	-0,1 pt

Source : CNAF (pour le nombre de foyers bénéficiaires, Mars 2015. ND = données non disponibles. NS = non significatif..

Lecture : fin 2014, par rapport aux estimations de population, il y a proportionnellement 1,8 fois plus de foyers bénéficiaires du RSA activité *seul* dans les DCOM que dans l'hexagone. S'agissant du RSA socle *seul*, le ratio est de 3,5 (le nombre de foyers bénéficiaires représente 8,8 % de la population ultra-marine et 2,5 % de la population métropolitaine).

* Population estimée au 1^{er} janvier 2015, cf. tableau n°5, *supra* (chiffres rectifiés).

** Mise en place du RSA à Mayotte en Mars 2012 (14 foyers bénéficiaires à cette date), alors que ce minima social, instauré en Juin 2009 dans l'hexagone, a été étendu dans les quatre DOM « historiques » en Janvier 2011.

*** RSA socle = ex RMI. Soit 190 894 foyers sur un total national de 1 597 226 fin Décembre 2014. Champ : Métropole + DOM + COM de l'Atlantique hors Saint-Pierre-et-Miquelon (répartition RSA socle / activité non disponible dans les statistiques de la CNAF).

10d : Les minima sociaux dans les DOM

2011-2013, au 31 Décembre	Allocataires de l'APA, en % de la pop. de 75 ans ou plus, 2011	Allocataires de l'APA, en % de la pop. de 75 ans ou plus, 2012	Allocataires de l'APA, en % de la pop. de 75 ans ou plus, 2013	Allocataires du minimum vieillesse, en % de la population de 60 ans et plus, 2012	Allocataires du RSA socle, en % de la population de 15-64 ans, 2012	Allocataires du RSA socle, en % de la population de 15-64 ans, 2013
Guadeloupe	27,5	24,6	26,4	23,8	16,2	16,2
Guyane	18,1	17,2	16,7	18,2	11,5	12,6
Martinique	24,3	24,5	25,4	18,6	14,9	15,9
La Réunion	42,6	41	39,5	21,8	16,2	16,9
Mayotte	0	0	0	ND	e : 2,2	3,3
Métropole	20,3	20,5	20,8 (1)	3,2 (2)	3,7	4 (3)
France, périmètre INSEE	20,5*	20,6*	20,8*	3,5**	4	4,3
5 DOM	ND	e : 30,9*	ND	18,6*	e : 14 e : 15,3*	16,3

Sources : INSEE (Septembre 2013-Avril 2014-Octobre 2014), DREES (Août 2015). CMU : couverture médicale universelle ; CMU-c : couverture médicale universelle complémentaire ; APA : allocation personnalisée à l'autonomie ; Minimum vieillesse : ASPA (allocation de solidarité aux personnes âgées) et ASV (allocation supplémentaire vieillesse) ; AAH : allocation adultes handicapés ; ASS : allocation de solidarité spécifique (chômeurs fin de droit) ; RSA socle : ex-RMI. *Rappel : Population des DOM = 3,2 % de la population française au sens de l'INSEE en incluant Mayotte ; 2,9 % de la population française au sens de l'INSEE hors Mayotte.*

* Hors Mayotte ; hors St-Martin, St-Barthélemy et St-Pierre et-Miquelon.

** En 2012 : 61 671 allocataires dans les DOM ; en 2013, 59 706 allocataires sur un total national de 557 832, soit 10,7 % du total.

- Département de Haute-Corse : 32,7 %
- Département de Corse du Sud : 10,8 %
- Département de Seine-Saint-Denis : 7,5 %.

10e : La CMU

2012-2014, au 31 Décembre	Bénéficiaires de la CMU total*, 2014 (Juin)	Bénéficiaires de la CMU complémentaire (CMU-c), 2012	Bénéficiaires de la CMU complémentaire (CMU-c), 2014	Bénéficiaires de la CMU-c (en % de la population totale), 2012	Bénéficiaires de la CMU-c (en % de la population totale), 2013	Bénéficiaires de la CMU-c (en % de la population totale), 2014
Guadeloupe	175 727	96 888	107 301	24,5	24,8	26,1
Guyane	147 434	74 399	86 879	31	32,6	35,9
Martinique	162 454	94 897	93 393	24,3	22,6	23,6
La Réunion	437 125	292 950	309 143	34,9	35,3	36,6
Mayotte	0	0	0	0	0	0

Métropole	5 949 346	3 857 456	4 415 411	6,2 (1)	6,3	6,8
France, périmètre INSEE*	6 872 086	4 416 590	5 012 127	6,8	7	7,5
5 DOM	922 740	559 134	596 716	29,9**	30**	31,8**
DCOM / FR entière	13,4 %	12,7 %	11,9 %	x 4,4	x 4,3	x 4,2

Source : DREES (Août 2015) et CNAM (Juin 2015) pour les données de Juin 2014. INSEE (Février 2016) pour les données de la CMU-c fin 2014 et les taux 2014.

* CMU de base + CMU-c (assurés et ayants-droits).

** Hors Mayotte.

- Département de Seine-Saint-Denis : 11,9 % en 2012, 12,5 % en 2013 et 13,9 % en 2014.

10f : L'ASS

Allocataires de l'ASS, 2006-2013	DOM	France, périmètre INSEE	DOM / France
Fin décembre 2006	26 260	394 099	6,7 %
Fin décembre 2007	25 005	349 503	7,1 %
Fin décembre 2008	24 239	323 994	8,5 %
Fin décembre 2009	25 290	348 390	7,3 %
Fin décembre 2010	27 500	359 410	7,6 %
Fin décembre 2011	28 200	369 000	7,6 %
Fin décembre 2012	32 780	410 460	8 %
Fin décembre 2013	35 600	453 900	7,8 %
Evolution : 2008-2013	+ 11 361 (+ 46,9 %)	+ 129 906 (+ 40,1 %)	+ 0,3 pt

Source : DREES (Août 2015)

2012-2013, au 31 Décembre	Bénéficiaires de l'ASS, 2013	Allocataires de l'ASS, en % de la population de 15-64 ans, 2012	Allocataires de l'ASS, en % de la population de 15-64 ans, 2013
Guadeloupe	7 390	2,6	3,2
Guyane	1 076	0,7	0,8
Martinique	7 622	2,9	3,5
La Réunion	19 108	3,1	3,9
Mayotte	379	ND	0,4
Métropole	418 300	0,9	1,1 (1)
France, périmètre INSEE*	453 900	1	1,2
5 DOM	35 600	e : 2,6**	3,3
DCOM / FR entière	7,8 %	-	-

Sources : INSEE (Oct. 2014) et DREES (Août 2015)

* Hors COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy (115 bénéficiaires).

** Hors Mayotte.

- Département de l'Aude : 2,1 %.

10g : Le RSA et les CHRS dans les DOM depuis 2011

2011-2013, au 31 décembre	Population couverte, au sein de la population totale (%), 2011	Population couverte, au sein de la population totale (%), 2012	Population couverte, au sein de la population totale (%), 2013	Dépenses brutes de RSA par habitant, € 2012	Dépenses brutes de RSA par bénéficiaire, €, 2012	Places en CHRS (taux d'équipement pour 1000 hab.), Fin 2012
Guadeloupe	22,3	23,8	25,3	612	2 954	150 (0,37)
Guyane	23,3	24,4	25,8	425	2 056*	150 (0,61)
Martinique	19,2	20,4	21,8	514	2 842	300 (0,78)
La Réunion	28,8	29,5	31,4	644	2 547	400 (0,48)
Métropole	6,3	6,6	7 (1)	129(2)	2 785 (3)	100 000 (1,57)
France, INSEE	6,8	7,1	7,6	142	2 765	101 000 (1,59)

Sources : INSEE (Octobre 2014) et DREES (Avril 2015 pour les CHRS). Population couverte et bénéficiaire : comprend ici les allocataires (cf. tableau *supra*), mais aussi les conjoints et les personnes à charge. RSA socle : ex-RMI ; RSA total : RSA socle + RSA activité. CHRS : Centres d'Hébergements et de Réadaptation Sociale (accueil des personnes en difficulté sociale)

* Dépense par bénéficiaire la plus faible de France hors Mayotte (données non disponibles pour ce département).

- Département de Seine-Saint-Denis : 13,4 %
- Département de Seine-Saint-Denis : 260 €
- Département de Corse du Sud : 4 035 €.

Tableau n°10h: Evolution comparée du nombre de bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé (AAH)

Nombre de foyers bénéficiaires au titre de l'AAH, Déc. 2007- Déc. 2014	Décembre 2007	Décembre 2013	Allocataires de l'AAH, en % de la pop. de 20-64 ans, 2013	Décembre 2014	Ratio AAH / population, % 2014	Evolution AAH, Déc. 2007- Déc. 2014, en %	Evolution AAH, Déc. 2013-Déc. 2014, en %
Guadeloupe	7 320	7815	3,4	8 026	2	+ 9,6	+ 2,7
Saint-Barthélemy	33	27	ND	25	0,3	-24,2	-7,4
Saint-Martin	255	291	ND	300	0,8	+ 17,6	+ 3,1
Guyane	1 612	1 746	1,3	1 949	0,8	+ 20,9	+ 11,6
Martinique	7 010	6 817	3,1	6 440	1,7	-8,1	-5,5
Mayotte*	0	424	0,5	480	0,2	NS	+ 13,2
La Réunion	11 137	15 504	3,1	16 411	1,9	+ 47,4	+ 5,8
St-P-Miquelon	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Métropole	754 605	955 854	2,7 (1)	973 576	1,52	+ 29	+ 1,85
Outre-mer, droit social national	27 367	32 624	2,8 (DOM)	33 631	1,55	+ 22,9	+ 3,09
France hors COM du Pacifique	781 972	988 478	2,7	1 007 207	1,52	+ 28,8	+ 1,89
DCOM / FR	3,50 %	3,30 %	-	3,33 %	-	-0,2 pt	+ 0,03 pt

Source : CNAF (pour le nombre de bénéficiaires, Mars 2015) et DREES (Août 2015) pour les proportions ; ND : données non disponibles.

* A partir de Janvier 2011 (318 bénéficiaires en Mars 2011).

- Département de la Lozère : 6 %.

Tableau n°10i : Emplois de l'Economie sociale et solidaire (ESS) dans les DOM

Emploi salarié de l'ESS*, 2011- 2012	Nombre d'emplois dans l'ESS, au 31 Déc. 2011	Nombre d'établissements dans l'ESS, au 31 Déc. 2011	Emploi salarié de l'économie sociale : part de l'ensemble des emplois, en %, au 31 Déc. 2012	Emploi associatif de l'action sociale, pour 1 000 habitants, au 31 Déc. 2012
Guadeloupe	12 737	1 242	10,8	10,9
Guyane	3 751	463	7,8	5,2
Martinique	11 592	1 077	9,7	9,6
Réunion	23 343	1 921	10,6	7,7
Mayotte	ND	ND	ND	ND
Haute-Corse	8 576**	1 153**	9,4	14
France***	2 327 175	222 869	10	13,1

Source : Données 2011 : Atlas de l'Economie sociale et solidaire, Juin 2014 ; Données 2012 : INSEE (*INSEE-première* n°1522, Novembre 2014).
ND : données non disponibles.

* La loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 définit officiellement le périmètre de l'économie sociale et solidaire (ESS). Celle-ci comprend les quatre familles traditionnelles en raison de leur régime juridique (associations, fondations, coopératives et mutuelles) et inclut une nouvelle catégorie, les entreprises de l'ESS, adhérant aux mêmes principes : (i) poursuivre un but social autre que le seul partage des bénéfices ; (ii) une lucrativité encadrée (notamment des bénéfices majoritairement consacrés au maintien et au développement de l'activité) ; (iii) une gouvernance démocratique et participative. Pour faire publiquement état de leur qualité d'entreprise de l'ESS, les unités doivent être valablement enregistrées au registre du commerce et des sociétés (RCS) sous cette dénomination. Le périmètre de l'étude de l'INSEE susmentionnée (données 2012) est plus restreint, constitué des coopératives, mutuelles, associations et fondations employeuses, repérées par leur catégorie juridique. En sont exclus les administrations publiques, organisations patronales et consulaires, syndicats de salariés et les organisations politiques ou religieuses. Ce périmètre est généralement celui suivi sous l'appellation « économie sociale » distinguée de l'« économie solidaire » (entreprises d'insertion, du commerce équitable...). Sous réserve de ces exclusions, il correspond au socle premier défini par la loi du 31 juillet 2014, en l'attente de la mise en œuvre des dispositions correspondant aux sociétés commerciales se réclamant dans leurs statuts de l'économie sociale et solidaire.

** Corse entière (deux départements).

*** Seine-Saint-Denis : 5,8 % des emplois et 8 emplois pour 1 000 habitants.

Tableau n°10j : Retards en matière de mortalité infantile

a : Evaluation des retards par rapport à la métropole

Taux de mortalité infantile, Décédés de moins de un an, pour 1 000 naissances vivantes	Données les plus récentes (année)	Chiffre comparable atteint pour la première fois à la baisse en France métropolitaine (année)	Retard des DCOM par rapport à la métropole en 2011-2014 (années) #
Métropole	3,5 (2013)	-	-
France (INSEE)	3,6 (2013)	-	-
St-Barthélemy	ND	ND	ND
St-P-et-Miquelon	ND	ND	ND
Nouvelle-Calédonie	4,5 (2012)	4,6 (1998)	14 ans
Seine-Saint-Denis	5,2 (2013)	4,9 (1995)	18 ans
Wallis et Futuna	5,6 (2012)	5,9 (1994)	18 ans
Polynésie Fr.	6,7 (2014)	6,8 (1992)	22 ans
Martinique	6,8 (2013)	6,8 (1992)	21 ans
La Réunion	6,8 (2013)	6,8 (1992)	21 ans
4 DOM	7,3 (2013)	7,3 (1990)	23 ans*
Saint-Martin	ND	ND	ND
Guyane	8 (2013)	8 (1986)	27 ans
Guadeloupe	8,3 (2013)	8,3 (1984)	29 ans
Mayotte	16,1 (2011)	16 (1972)	39 ans

Sources : INSEE pour 4 DOM historiques (Avril 2015) et pour la Métropole (Janvier 2011 ; Avril 2015). Cour des Comptes pour Mayotte et pour Wallis et Futuna (Rapport sur la Santé Outre-mer, Juin 2014, p. 26) ; ISEE pour la Nouvelle-Calédonie (Sept. 2014) et ISPF pour la Polynésie Française (Sept. 2015).ND : Données non disponibles pour les COM de l'Atlantique.

Lecture du tableau. En 2013, le taux de mortalité infantile constaté en Guyane correspond à celui atteint en métropole en 1986. Soit un retard de 27 ans par rapport à l'Hexagone.

* En 1994 : retard de 12 ans (tx. de 9,4/1000 dans les DOM, dépassé en 1982 en France métropolitaine).

b : Evolutions comparées DCOM / métropole

1994-2013	Rappel : 1994*	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	1994-2013 (pts)
Martinique	7,9	8,2	8,8	7,5	9,3	8,4	8,5	7,4	6,8	-1,1
Guadeloupe	7,9	9,7	6,1	6,9	8,7	6,9	7,8	9,9	8,3	+ 0,4
La Réunion	7,8	6,6	6,1	8	7,6	6,6	7,7	7,9	6,8	-1
Guyane	18,9	12,6	12,1	13,6	10,4	10,9	8,6	9,8	8	-10,9
4 DOM	9,4	8,6	7,7	8,8	8,6	7,8	8	8,6	7,3	-2,1
Mayotte	31(1991)	15 (2004)	13,5	ND	ND	13,5	16,1	ND	ND	ND
Métropole	5,9	3,6	3,6	3,6	3,7	3,5	3,3	3,3	3,5	-2,4
Seine-Saint-Denis	6,2	5,6	4,8	5,9	5	4,4	4,4	5	5,2	-1
France, périmètre INSEE*	6	3,8	3,8	3,8	3,9	3,6	3,5	3,5	3,6	-2,4
Polynésie Fr.	9,8	6,8	6,8	4,8	5,7	5,5	4,6	7,2	8,8	-1
N-Calédonie	7,8	5,4	6,1	5	5,6	4,5	5,6	4,5	ND	-3,3 (1994-2012)

Sources : Idem Tableau *supra*. Pour le taux de Mayotte en 2004, cf. IEDOM, Rapport annuel 2008, p. 28.

Tableau n°11a : Niveaux comparés des salaires minima dans l'ensemble des Outre-mer

SMIC-SMIG, au 1 ^{er} janvier 2015	Montant horaire brut, en euros	En % du niveau national
Métropole + Saint-Pierre-et-Miquelon (1979) + 4 DOM* (1996)	9,61(1)	100
Nouvelle-Calédonie	7,54	78,5
Polynésie Française	7,58	78,9
Mayotte	7,26	75,5
Wallis et Futuna	4,47	46,5

Sources : INSEE, IEDOM, IEOM.

* Y compris COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy (communes de la Guadeloupe jusqu'en 2007 ; maintien du droit social national après leur accession au statut de COM en 2007). Y compris COM de Saint-Pierre-et-Miquelon (DOM entre 1976 et 1985). Entre parenthèses, dates d'alignement sur le niveau métropolitain.

(1) SMIC brut : 1 457,52 €/mois (pour 151,67 heures de travail). SMIC net : 1136 €/mois.

Tableau n°11b : Evolution comparée des salaires minima ultramarins par rapport au niveau hexagonal

Evolution SMIG/SMIC horaire brut,	Antilles*- Guyane	La Réunion	Mayotte**	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	Wallis et Futuna
-----------------------------------	----------------------	------------	-----------	--------------------	---------------------	------------------

en % du niveau métropolitain, 1984-2015, au 31 décembre						
1984	83,4	77,8	17,7	74,5	90,8	34,5
1994	89,4	89,4	38,2	66,6	78,2	49,8
2004	100	100	45,7	71,7	81,5	45,7
2010	100	100	71,4	73,8	81,3	46
2011	100	100	70	75,5	80,6	44,3
2012	100	100	72,7	79,1	78,8	45,4
2013	100	100	73,8	80	78,6	46,9
2014	100	100	74,6	79,1	79,6	46,8
2015 (Février)	100	100	75,5	78,9	78,9	46,5

Sources : INSEE pour le SMIC national (métropole + DOM + SPM ; depuis 1996) ; IEDOM-IEOM pour les autres collectivités.

* En 1951, le SMIG représentait 84 % du montant métropolitain aux Antilles-Guyane et 35,9 % à La Réunion (soit la proportion atteinte à Mayotte en 1993). En 1962, le SMIG des DFA atteignait 93,5 % de celui de la métropole, ce pourcentage s'élevant à 70,9 % pour La Réunion. Fait peu connu, en 1965, soit presque vingt ans après la départementalisation, le SMIG des DFA avait rattrapé une première fois le niveau métropolitain, tandis que celui de La Réunion progressait rapidement à 84 % de ce montant. Mais l'écart s'est à nouveau fortement creusé après la signature des accords de Grenelle en 1968, le SMIG métropolitain ayant progressé dans des proportions importantes (+ 40 % entre 1968 et 1969), tandis que l'équivalent dans les DOM était alors plus faiblement revalorisé (+ 16 %). Le SMIG des DFA a alors chuté à 81,6 % du niveau hexagonal (cette proportion ne recommencera à progresser qu'à partir de 1989) ; quant au SMIG réunionnais, il est tombé à 68,9 % du niveau métropolitain à l'issue des accords de Grenelle (il n'atteindra son niveau relatif de 1967...qu'en 1993). En 1992, le SMIC réunionnais rejoint le niveau des DFA. Le 1^{er} janvier 1996, le Président CHIRAC impose à son Gouvernement l'alignement complet du SMIC des DOM sur le SMIC métropolitain.

** Depuis 2007 et les accords signés par le Préfet et les partenaires sociaux pour fixer les paliers d'augmentation du SMIG, Mayotte est engagé dans un processus de rattrapage du SMIG par rapport au Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) national, instauré en 1970. L'accord du 2 février 2007, signé par les partenaires sociaux et le Préfet de Mayotte, est ainsi venu accélérer le processus de rattrapage et a fixé les paliers des augmentations pluriannuelles du SMIG, pour parvenir à 85 % du SMIC net de métropole au 1^{er} juillet 2010. Programmé initialement sur quinze ans, le gouvernement a annoncé à la fin de l'année 2011 sa volonté de ramener le SMIG mensuel net de Mayotte au niveau du SMIC national en 2015. Le 1^{er} janvier 2015, le SMIG mensuel brut a donc augmenté de 2,1 % ; il est désormais porté à 1 226,94€ pour 169 heures de travail (soit un montant horaire de 7,26 €, contre 7,11 € début 2014 et 6,96 € début 2013). Le SMIG brut mahorais mensuel représente donc désormais 84,2 % du SMIC national et le SMIG brut horaire représente 75,5 % du niveau national (cf. *supra*), un niveau comparable à ceux constatés en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française et à celui observé à La Réunion il y a trente ans. L'alignement est donc effectif en ce qui concerne le SMIG *net* mahorais mensuel (1 136 € début 2015, contre 1 114 € début 2014).

Tableau n°11c : Revenus salariaux annuels (+) selon le sexe

2009-2012, en € courants	Ensemble en 2009 [médiane] #	Ensemble en 2010	Ensemble en 2011	Ensemble en 2012 [médiane] #	Evol, 2009-2012, %	Hommes en 2012	Femmes en 2012	Ratio H/F en 2009	Ratio H/F en 2012
Guadeloupe	21 199 [18 296]	22 105	22 113	22 564 [19 871]	+ 6,4 [+8,6]	24 049	21 267	1,15	1,13
Guyane	22 978 [20 158]	23 663	24 160	23 771 [21 639]	+ 3,4 [+ 7,3]	24 354	23 056	1,12	1,06
Martinique	20 790 [17 695]	22 028	22 033	22 427 [19 600]	+ 7,9 [+ 10,8]	24 064	21 049	1,17	1,14

Mayotte	ND	ND	ND	15 930	ND	19 684	12 054	ND	1,63
La Réunion	19 814 [16 182]	21 264	21 186	21 702 [17 928]	+ 9,5 [+ 10,8]	22 946	20 256	1,18	1,13
France de province	18 891 [17 214]	19 652	19 823	19 898 [18 162]	+ 5,3 [+ 5,5]	22 609	17 073	1,36	1,32
Métropole	20 230	21 028	21 225	21 326 *	+ 5,4	24 238	18 308 **	1,36	1,32
France, périmètre INSEE	20 249	21 045	21 238	21 346	+ 5,4	24 224	18 363	1,35	1,32
Nouvelle-Calédonie	ND [20 011]	ND	ND [21 419]	ND	ND	ND	ND	[1,08]	[1,10]
Polynésie française	22 932	23 432	23 527 [20 313]	23 732 [20 514]	+ 3,5	ND	ND	1,06	1,05

Sources : INSEE (Janvier 2015) ; ISEE pour la Nouvelle-Calédonie ; ISPF pour la Polynésie française. ND : données non disponibles.

(+) Champ (métropole + DOM): Revenu salarial annuel moyen net de prélèvements par salarié au lieu de résidence. Le revenu salarial annuel moyen net de prélèvements s'obtient en divisant le montant total des rémunérations nettes versées, après déduction des cotisations sociales ouvrières obligatoires et de CSG et CRDS, par le nombre de personnes salariées. Ces résultats sont établis à partir des déclarations annuelles de données sociales (DADS). Effectifs et revenus sont évalués au lieu de résidence du salarié.

Si on ordonne une distribution de salaires, la médiane est la valeur qui partage cette distribution en deux parties égales. Ainsi, pour une distribution de salaires, la médiane est le salaire au-dessous duquel se situent 50 % des salaires. C'est de manière équivalente le salaire au-dessus duquel se situent 50 % des salaires. De nombreuses grandeurs économiques sont limitées vers le bas et non vers le haut. Par exemple, le salaire horaire est limité vers le bas par le SMIC (c'est le cas à Mayotte) alors que certains salaires peuvent être très élevés. A l'inverse, la moyenne est tirée vers le haut par les salaires élevés (ceux des fonctionnaires bénéficiant d'une sur-indexation, par exemple), et elle est pour cette raison généralement supérieure à la médiane. Par ailleurs, l'incertitude qui affecte les valeurs extrêmes, en particulier les valeurs élevées, se reporte sur la moyenne mais n'affecte pas la médiane. Celle-ci est de ce point de vue un indicateur plus fiable.

* Ile de France : 26 411 € ; Limousin : 18 721 €.

** Ile de France : 22 655 € ; Franche-Comté : 16 206 €.

Tableau n°11d : Revenus salariaux annuels selon la catégorie socioprofessionnelle

2012, en € courants	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers qualifiés	Ouvriers non qualifiés	Ratio Cadres / ouvriers non qualifiés, 2012	Rappel : ratio Cadres / ouvriers non qualifiés en 2009
Guadeloupe	44 277	28 231	17 189	18 204	12 758	3,47	3,62
Guyane	44 307	29 388	18 032	17 676	11 297	3,92	3,94
Martinique	44 583	28 445	16 810	18 758	13 335	3,34	3,51
Mayotte	29 926	16 399	5 793	ND	8 505	3,51	ND
La Réunion	44 936	28 187	16 040	17 566	12 791	3,51	3,54
France de province	36 094	23 488	14 471	18 044	13 401	2,69	2,73
Métropole	39 621*	23 928	14 901	18 290	13 616**	2,91***	2,95
France, périmètre INSEE	39 692	24 025	14 941	18 283	13 599	2,92	2,96

Sources : INSEE (Janvier 2015 pour les données de 2012 et Avril 2013 pour les données de 2010).

* Ile de France : 46 023 € ; Limousin : 32 715 €

** Haute-Normandie : 15 133 € ; Corse : 12 355 €.

*** Ile de France : 3,13.

Tableaux n°11e : Evolution récente et comparée des RDB* / habitant dans les DOM et en métropole

RDB, agrégat par habitant, 1994-2013, en courants, Base 2010	Rappel : 1994	Rappel : 2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Corse	10 763	13 133	16 480	17 334	18 280	18 547	18 640	18 832	19 127	19 232
Nord-P-Calais	10 493	12 399	15 615	16 331	16 627	16 609	16 843	16 899	16 924	16 958
Martinique	ND	10 639	13 675	13 875	13 909	14 345	15 521	15 824	16 208	16 277
Guadeloupe	ND	9 085	11 941	12 180	13 622	13 790	14 512	14 746	15 166	14 968
Guyane	ND	8 042	9 488	9 223	9 073	9 493	9 984	10 061	10 444	10 471
La Réunion	ND	10 006	13 513	14 155	14 164	14 536	15 008	15 224	15 436	13 632 (1)
Mayotte	ND	2 974	4 035	4 382	5 102	4 907	5 034	5 310	5 412	
DOM	8 221	9 190	11 935	12 264	12 593	12 865	13 463	13 658	13 925	14 000
Métropole	12 789 *	15 228 *	18 363	19 214 *	19 703	19 611	19 973	20 277	20 284	20 337 *
France, périmètre INSEE*	12 680	15 064	18 182	19 014	19 496	19 415	19 783	20 083	20 098	20 152

Sources : INSEE (Février 2016). ND : données non disponibles (jusqu'en 2000)

* Le revenu disponible brut (RDB) est le principal solde comptable établi dans les comptes régionaux des ménages. Il représente la part du revenu primaire qui reste à la disposition des ménages résidents de la région, pour la consommation et l'épargne. Le revenu primaire est le revenu que les ménages tirent de leur contribution à l'activité économique, soit directement (revenu d'activité salariée ou non salariée), soit indirectement (revenu de placement mobilier ou immobilier). Pour établir le RDB, on ajoute au revenu primaire les transferts reçus par les ménages résidents (prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature) et on retranche les impôts et les cotisations sociales versées par les ménages.

** Province : 12 130 € en 1994 ; 14 455 € en 2000 ; 18 295 € en 2007 ; 19 482 € en 2013.

- De façon assez surprenante, les DOM de La Réunion et de Mayotte sont considérés statistiquement par l'INSEE comme un seul et même territoire en 2013 (données semi-définitives), alors même que les niveaux de vie sont substantiellement différents.

RDB, 1994-2013, en % du niveau métropolitain	Rappel : 1994	Rappel : 2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evol, 2000-2007 (pts)	Evol, 2007-2013 (pts)
Corse	84,2	86,2	89,7	90,2	92,8	94,6	93,3	92,9	94,3	94,6	+ 4	+ 4,4
Nord-P-Calais	82	81,4	85	85	84,4	84,7	84,3	83,3	83,4	83,4	+ 3,6	-1,6
Martinique	ND	69,9	74,5	72,2	70,6	73,1	77,7	78	79,9	80	+ 2,3	+ 7,8
Guadeloupe	ND	59,7	65	63,4	69,1	70,3	72,7	72,7	74,8	73,6	+ 3,7	+ 10,2
Guyane	ND	52,8	51,7	48	46	48,4	50	49,6	51,5	51,5	-4,8	+ 3,5
La Réunion	ND	65,7	73,6	73,7	71,9	74,1	75,1	75,1	76,1	ND (1)	+ 8	ND (1)
Mayotte	ND	19,5	22	22,8	25,9	25	25,2	26,2	26,7	ND (1)	+ 3,3	ND (1)
DOM	64,3	60,3	65	63,8	63,9	65,6	67,4	67,4	68,7	68,8	+ 3,5	+ 5
DOM / Nord-P-Calais	78,3	74,1	76,4	75,1	75,7	77,5	79,9	80,8	82,3	82,6	+ 1	+ 7,5

Sources : INSEE (Février 2016).

- Cf. *supra*. + 2,4 pts pour La Réunion entre 2007 et 2012 et + 3,9 pts pour Mayotte (DOM : + 4,9 pts).

Tableau n° 11f : Formation comparée du RDB dans les DOM et en métropole

2012-2013, en % du RDB	Excédent brut et revenus mixtes* (+)	Salaires et traitements bruts (+)	Cotisations sociales des salariés et des non-salariés (-)	Impôts (-)	Prestations sociales en espèces (+)	Autres** (+)	TOTAL
Martinique	23,9	62,9	8,1	8,6	25,2	4,8	100
Guadeloupe	23,2	62,5	6,3	8	26,3	2,2	100
Guyane	24,6	69,6	14,1	8,6	24,8	3,7	100
La Réunion (2012)	28	50,7	4,9	4,3	28,4	2,1	100
Mayotte (2012)	31,9	65,4	3,2	2,7	8,3	0,3	100
DOM	26,1	57,9	6,6	6,3	26,1	2,8	100
<i>Métropole</i>	<i>21,9</i>	<i>61,8</i>	<i>10,9</i>	<i>15,9</i>	<i>34,7</i>	<i>8,4</i>	<i>100</i>
France, périmètre INSEE*	22	61,7	10,8	15,7	34,5	8,5	100

Source : INSEE (Février 2016)

* Les ménages, au sens de la comptabilité nationale, comprennent les entrepreneurs individuels. Pour les entreprises individuelles, l'excédent brut d'exploitation (EBE) est appelé "revenu mixte", car il intègre à la fois la rémunération du travail effectué par le propriétaire de l'entreprise et son profit en tant qu'entrepreneur. Le revenu mixte des entreprises individuelles fait partie du revenu primaire des ménages. Pour les ménages "purs" (hors entreprises individuelles), il existe, en comptabilité nationale, un excédent brut d'exploitation, qui correspond à la production du service de logement par les propriétaires occupants.

** Revenu de la propriété (intérêts, revenus des sociétés, revenus attribués aux assurés, revenus des terrains et gisements) + autres transferts courants.

Tableau n° 11g : Décomposition du RDB dans les DOM et en métropole : évolutions comparées

1994-2013, en % du RDB	Salaires et traitements bruts : DOM	Salaires et traitements bruts : Métropole (Province*)	Prestations sociales en espèces : DOM	Prestations sociales en espèces : Métropole (Province)
1994 (pour mémoire)	56,5	58,5 (54,7)	25,4	30,9 (32,7)
1998 (pour mémoire)	57,5	59,2 (55,6)	25,5	30,9 (32,6)
2000 (pour mémoire)	59,3	60,8 (57,1)	24,7	30 (31,9)
2002	58,9	60,7 (57,3)	25	30,1 (32)

(pour mémoire)				
2006	57	60,9 (57,2)	24,8	31 (32,9)
2007	56,3	60,2 (56,5)	25,6	30,7 (32,7)
2008	57,2	60,2 (56,6)	25,3	30,9 (32,9)
2009	56,6	60,2 (56,7)	27,4	32,5 (34,6)
2010	56,8	60,5 (56,9)	26,5	32,8 (34,9)
2011	57,3	60,6 (57,2)	26,1	32,9 (35,1)
2012	57,6	61,7 (58)	26	33,9 (36,2)
2013	57,9	61,8 (58,1)	26,1	34,7 (36,9)
Evolution, 1994-2013	+ 1,4 pt	+ 3,3 pts (+ 3,4 pts)	+ 0,7 pt	+ 3,8 pts (+ 4,2 pts)
Evolution, 2007-2013	+ 1,6 pt	+ 1,6 pt (+ 1,6 pt)	+ 0,5 pt	+ 4 pts (+ 4,2 pts)

Source : INSEE (Février 2016)

* Province = métropole hors Ile-de-France.

Tableaux n°11h : Statistiques sur l'impôt sur le revenu

• Evolution du nombre de foyers fiscaux

Impôt sur le revenu : nombre de foyers fiscaux, 2007-2012*	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007-2012
Guadeloupe	232 340	236 686	230 386	230 325	238 428	236 980	+ 2
Guyane	83 287	88 008	89 830	90 606	93 849	92 844	+ 11,5
Martinique	224 710	230 882	233 386	231 461	237 013	233 210	+ 3,8
La Réunion	406 899	418 180	429 514	435 180	449 071	448 755	+ 10,3
4 DOM	947 236	973 756	983 018	987 572	1 018 361	1 011 789	+ 6,8
<i>Métropole</i>	<i>34 686 615</i>	<i>35 062 371</i>	<i>35 407 268</i>	<i>35 611 625</i>	<i>35 944 156</i>	<i>35 377 467</i>	<i>+ 1,99</i>
<i>France, périmètre INSEE*</i>	<i>35 633 851</i>	<i>36 036 127</i>	<i>36 390 286</i>	<i>36 599 197</i>	<i>36 962 517</i>	<i>36 389 256</i>	<i>+ 2,12</i>
DOM / FR entière	2,66 %	2,70 %	2,70 %	2,70 %	2,76 %	2,78 %	+ 0,12 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques ; dernières données : Février 2015)

* Revenus de 2006 à 2011.

• Evolution du nombre de foyers imposables

Impôt sur le revenu : foyers imposables, 2007-2012	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007-2012
Guadeloupe	63 831	65 088	62 740	65 056	68 078	71 236	+ 11,6
Guyane	22 983	24 112	24 186	25 311	26 192	27 369	+ 19,1
Martinique	67 640	71 496	70 652	71 332	73 642	76 138	+ 12,6
La Réunion	106 214	115 697	114 541	117 877	121 154	127 275	+ 19,8
4 DOM	260 668	276 393	272 119	279 576	289 066	302 018	+ 15,9
<i>Métropole</i>	<i>18 833 659</i>	<i>19 440 573</i>	<i>19 176 732</i>	<i>19 316 055</i>	<i>19 418 175</i>	<i>20 161 577</i>	<i>+ 7,05</i>
<i>France, périmètre</i>	<i>19 094 327</i>	<i>19 716 966</i>	<i>19 448 851</i>	<i>19 595 631</i>	<i>19 707 241</i>	<i>20 463 595</i>	<i>+ 7,17</i>

<i>INSEE*</i>							
DOM / FR entière	1,36 %	1,40 %	1,40 %	1,43 %	1,47 %	1,48 %	+ 0,12 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques ; dernières données : Février 2015)

• **Evolution de la proportion de foyers imposables**

Impôt sur le revenu : (% foyers imposables), 2007-2012	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007-2012
Guadeloupe	27,5	27,5	27,2	28,2	28,6	30,1	+ 2,6 pts
Guyane	27,6	27,4	26,9	27,9	27,9	29,5	+ 1,9 pts
Martinique	30,1	31	30,3	30,8	31,1	32,6	+ 2,5 pts
La Réunion	26,1	27,7	26,7	27,1	27	28,4	+ 2,3 pts
4 DOM	27,5	28,4	27,7	28,3	28,4	29,8	+ 2,3 pts
<i>Métropole</i>	54,3	55,4	54,2	54,2	54	57*	+2,7 pts
<i>France, périmètre INSEE*</i>	53,6	54,7	53,4	53,5	53,3	56,2	+2,6 pts
DOM / FR entière #	51,3 %	51,9 %	51,9 %	52,9 %	53,3 %	53 %	+ 1,7 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques ; dernières données : Février 2015)

Lecture : En 2012, la proportion de foyers imposables dans les DOM représente un peu plus de la moitié (53 %) de celle constatée en moyenne nationale.

* Département de la Seine-Saint-Denis : 51,5 %.

• **Evolution de la part des foyers fiscaux relevant de la première tranche de revenu fiscal de référence**

IRPP, 1 ^{ère} tranche de revenu fiscal de référence*, 2007-2012, en % des foyers fiscaux	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007-2012, en points
Guadeloupe	52,8	52,6	51,8	52,2	51,4	50,5	-2,3
Guyane	53,7	54,3	52,9	52,8	52,6	51,3	-2,4
Martinique	48,6	48	46,9	48,1	47,7	46,6	-2
La Réunion	52,5	51,5	50,5	52	52,1	51,4	-1,1
4 DOM	51,8	51,1	50,2	51,2	51**	50,1***	-1,7
<i>Métropole</i>	26,20	25,11	24,21	26,02	25,69	23,67****	-2,53
<i>France, périmètre INSEE*</i>	26,88	25,81	24,91	26,71	26,39	24,40	-2,48
DOM / FR entière #	1,93	1,98	2,01	1,92	1,93	2,05	+ 0,12 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques ; dernières données : Février 2015)

Lecture : En 2012, la part des foyers fiscaux relevant de la tranche de revenu fiscal de référence s'étalant entre 0 et 10 000 €/an est, dans les DOM, plus de deux fois supérieure (2,05) à la proportion constatée en moyenne nationale.

* 0-9 400 € jusqu'en 2009 (revenus de 2008) ; 0-10 000 € à partir de 2010.

** 64,7 % à Mayotte (source : IEDOM).

*** (source : IEDOM) :

- Saint-Barthélemy : 18,9 % pour les résidents fiscaux de l'Etat (foyers installés dans la COM après le 15 juillet 2007 et qui ne justifient pas d'une durée minimale de 5 ans sur le territoire).
- Saint-Martin : 59,9 % pour les résidents fiscaux saint-martinois ; 25,5 % pour les résidents fiscaux de l'Etat.
- Saint-Pierre et Miquelon : 21,6 %.

*** Département de la Seine-Saint-Denis : 28,8 %.

Tableaux n°11i : Statistiques sur les impôts locaux

• Taux de prélèvements comparés en 2012

Taux de prélèvement* des quatre taxes directes locales en 2012 (en %)	Taxe d'habitation	Taxe sur le Foncier bâti	Taxe sur le foncier non bâti	Cotisation foncière des entreprises
Guadeloupe	27,99	67,41	170,96	32,56
Guyane	28,46	73,31	107,29	34,52
Martinique	28,40	64,07	75,03	27,55
La Réunion	28,62	59,90	61,18	31,82
4 DOM	28,41	63,62	90,80	31,09
<i>Métropole</i>	24,40	44,04	72,19	31,06
<i>France, périmètre INSEE*</i>	24,46	44,38	72,33	31,06

Source : DGFIP (Annuaire statistiques ; dernières données : Février 2015)

* Total des produits émis / bases nettes communales (ou EPCI à fiscalité unique)

• Evolution des recettes de Taxe d'habitation

Recettes de Taxe d'Habitation, 2007-2012, en M. € courants	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007-2012
Guadeloupe	64	72	71	73	76	83	+ 29,7
Guyane	16	16	17	20	22	23	+ 43,8
Martinique	63	66	70	74	77	82	+ 30,2
La Réunion	102	110	126	137	145	157	+ 53,9
4 DOM	245	264	285	304	320	344	+ 40,4
<i>Métropole</i>	15 514	16 196	17 387	18 261	19 147	20 008	+ 28,97
<i>France, périmètre INSEE*</i>	15 759	16 461	17 672	18 564	19 467	20 353	+ 29,15
<i>DOM / FR entière</i>	1,55 %	1,60 %	1,61 %	1,64 %	1,64 %	1,69 %	+ 0,14 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques ; dernières données : Février 2015)

• Poids relatif des impôts locaux en 2012

Ratios financiers : Produits des impositions directes* /population en 2012 (en €/hab.)	Communes	Départements**	Régions
Guadeloupe	ND	ND	28

Guyane	ND	ND	14
Martinique	ND	ND	32
La Réunion	ND	ND	28
4 DOM	333	206	27
<i>Métropole</i>	477 462***	296 288***	69 59***
<i>France, périmètre INSEE</i>	473	293	68

Source : DGCL (Les collectivités locales en chiffres, Ed. 2014, Mai 2015, p. 48-49) ; ND : données non disponibles.

* Recettes du compte 731 (hors fiscalité reversée pour les départements et les régions).

** Y compris département de Mayotte.

*** France métropolitaine hors Paris (communes / départements) et hors région Ile de France (régions).

Tableaux n°11j : Le surendettement des ménages dans les DOM

Enquête typologique 2008-2014	Population de 15 ans et plus, au 1 ^{er} Janvier 2014	Dossiers déposés en 2014	Nombre de dossiers pour 1000 hab. de plus de 15 ans, 2008	Nombre de dossiers pour 1000 hab. de plus de 15 ans, 2014	Endettement moyen, en €, 2014	Nombre de personnes à charge : 4 et plus, % *	Sexe des personnes surendettées, proportion de femmes % **
Guadeloupe	328 287	305	0,85	0,93	65 054	1,6	64,4
Guyane	168 347	194	0,9	1,15	32 953	6,3	70,5
Martinique	318 141	539	0,95	1,69	46 166	4	68,8
La Réunion	656 016	1 301	0,85	1,98	34 612	5,3	56,5
Mayotte	110 000	12	ND	0,11	20 189	22,2	50
DOM	1 580 791	2 351	0,90	1,49	41 060	4,7	61,3
<i>Métropole</i>	54 496 223	230 935	3,05	4,24	40 253	4,4	54,5
<i>DOM / Métropole</i>	2,90 %	1,02 %	29,5 %	35,1 %	102 %	106,8 %	112,5 %

Source : IDEOM (Novembre 2015 ; Mai 2012 pour les données relatives à 2008).

* En % du nombre de dossiers recevables

** En % du nombre de personnes surendettées (débiteurs et co-débiteurs).

Tableaux n°12a : Les difficultés de lecture et de niveau dans les DOM

Evaluations en lecture dans le cadre de la Journée Défense et Citoyenneté (JDC*), Pourcentage de jeunes en difficulté de lecture, 2008-2014, (%)	2008	2009**	2010	2011	2012	2013	2014	Evol, 2009-2014	Part des élèves entrant en 6 ^{ème} en 2013 avec au moins un an de retard (%)	Evolution du taux de retard, 2003-2013 (pts)
Guadeloupe	ND	31,1	33,3	34,4	33,1	30,3	30,9	-0,2 pts	15,3	-11,3
Martinique	ND	32,4	29,1	30,5	30,4	31,9	31,1	-1,3 pts	13,4	-6,7
Guyane	ND	43,9	47,1	50	48,4	46,9	47,9	+ 4 pts	27,5	-19,3
Réunion	ND	27,7	30,6	28,7	27,6	28,1	27,3	-0,4 pts	13,1	-13,5
Mayotte	ND	72,8	73	70,4	74,9	72,9	75,4	+ 2,6 pts	47,6	ND
Métropole	11,8	10	9,5	9,1	8,7	8,5	^e : 8,5	-1,5 pts	11,2	ND
Somme***	ND	14,1	14,4	14	13,3	14,9	14,2	+ 0,1 pt	13,9****	-6,6
France (INSEE)	ND	10,6	10,8	10,4	9,9	9,6	9,6	-1 pt	11,8*****	-7,3

Source : INSEE (Octobre 2014) ; Ministère de l'Éducation nationale, DEPP, Note d'information n°16, Mai 2015 et Etude Géographie de l'École 2014 pour l'évolution des taux de retard entre 2003 et 2013. Pour les COM (*infra*) : rapport CESE n°2015-05 sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes ultramarins, Février 2015, p. 106.

* En 2013, plus de 750 000 jeunes de 17 ans ou plus, de nationalité française, ont participé à la Journée Défense et Citoyenneté (JDC, ex. JAPD).

** Rupture de série statistique. A partir de 2009, les épreuves de lecture de la Journée Défense et Citoyenneté ont été adaptées à un nouveau mode de passation afin d'améliorer la standardisation des procédures et de réduire sensiblement les contraintes logistiques. Le test vise à repérer trois ensembles majeures de difficultés : (i) une mauvaise automatisation des mécanismes responsables de l'identification des mots ; (ii) une compétence langagière insuffisante ; (iii) une pratique défailante des traitements complexes requis pour la compréhension d'un document.

*** Département présentant les plus mauvais résultats dans l'Hexagone sur la période (2014 : Aisne : 15,9 %).

**** Plus mauvais résultats métropolitains : Seine-Saint-Denis (16 %) et Haute Corse : 15,8 %.

***** Saint-Pierre-et-Miquelon : 3,9 % (2012) ; Polynésie française : 23 % (2012).

Evaluations en lecture dans le cadre de la Journée Défense et Citoyenneté	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evol, 2009-2013

(JDC), Pourcentage de jeunes en grande difficulté de lecture, 2008- 2013, (%)							
Guadeloupe	ND	16,8	19	20,1	17,8	16,5	-0,3 pt
Martinique	ND	16,6	16,1	17,1	15,6	15,8	-0,8 pt
Guyane	ND	25,7	26,2	28,7	26,9	25,8	+ 0,1 pt
Réunion	ND	15	16,9	15,5	14,7	14	-1 pt
Mayotte	ND	49,1	48,4	44,3	49,5	47,9	-1,6 pt
Métropole	4,9	4,7	4,3	4,1	3,7	3,5	-1,2 pt
Somme	7,7	6,5	6,4	5,7	5,7	6	-0,5 pt
France (INSEE)*	ND	5,1	5,1	4,8	4,4	4,1	-1 pt

Source : INSEE (Octobre 2014) ; Ministère de l'Éducation nationale, DEPP, Note d'information n°12, Avril 2014. Pour les COM (*infra*) : rapport CESE n°2015-05 sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes ultra-marins, Février 2015, p. 115.

* Nouvelle-Calédonie : 18 % ; Polynésie française : 22 % ; Wallis et Futuna : 29 % ; Saint-Martin : 34 %.

Tableau n°12b : Sorties précoces du système scolaire dans les DOM et insertion professionnelle des sortants de lycée

Sorties précoces du système scolaire et insertion professionnelle, 1999-2013	Part des pas ou peu diplômés*, au sein de la population des 20-24 ans non scolarisée, 1999 (%)	Part des pas ou peu diplômés, au sein de la population des 20-24 ans non scolarisée, 2011 (%)	Part des pas ou peu diplômés, au sein de la population des 25-34 ans non scolarisée, 1999 (%)	Part des pas ou peu diplômés, au sein de la population des 25-34 ans non scolarisée, 2011 (%)	Insertion professionnelle des sortants de lycée : taux d'emploi sept mois après la sortie, 2013 (%)	Insertion professionnelle des sortants de lycée : taux d'emploi sept mois après la sortie pour les diplômés de CAP-BEP, 2013 (%)
Guadeloupe	46,4	27,7	44,4	23,1	ND	ND
Guyane	61,3	56,3	50,1	54,1	19,8	10,1
Martinique	42,7	28	41,2	18,9	13,8	8,5
La Réunion	52,6	35,2	55,8	29,7	14	10,5
Mayotte	ND	ND	ND	ND	5,4	2,4
Métropole	24,5	20,4**	22,8	14,8***	ND	ND
France, périmètre INSEE	25,5	21	23,6	15,3	43,2****	32,4*****

Source : INSEE (Octobre 2014) et MEN, Géographie de l'École, 2014.

*Les jeunes pas ou peu diplômés sont des personnes sorties des cursus scolaires et non titulaires, au minimum, d'un CAP, d'un brevet de compagnon, d'un brevet d'études professionnelles (BEP) ou d'un baccalauréat. Ainsi sont considérées comme sans diplôme les personnes titulaires uniquement du certificat d'études primaires (CEP supprimé en 1989), du diplôme national du brevet (ex BEPC), ou encore du certificat de formation générale.

** Département de Seine-Saint-Denis : 30,8 % ; Haute-Corse : 28,8 % ; Pyrénées Orientales : 26,6 %.

*** Département de Seine-Saint-Denis : 26,5 % ; Région Corse : 22,8 % ; Pyrénées Orientales : 20,3 % ; Yonne : 19,5 %.

**** Corse : 30,3 %.

***** Académie de Lille : 25,8 %.

Tableau n°12c : L'apprentissage dans les DOM

Nombre d'apprentis sous tutelle des ministères de l'Education nationale et de l'Agriculture (16-25 ans), 2010-2014	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Evolution des effectifs, 2008-2012, %	Apprentis parmi les 16-25 ans (en %), 2012	Apprentis parmi les 16-25 ans (en %), 2013	Niveau V (le plus bas), en % du total des apprentis, 2013	Centres de formations d'apprentis, au 1 ^{er} janvier 2013, pour 100 000 habitants	Taux d'emploi sept mois après la sortie, 2013, %
Guadeloupe	1 558	1 465	1 693	+ 18,5	3	3,5	63,4	1,5	ND
Guyane	368	465	693	+ 162,9	1,8	1,8	61	3,6	34,4
Martinique	1 586	1 523	1 599	+ 4,6	3,4	3,6	38,1	0,8	25,5
La Réunion	3 809	4 126	4 392	+ 15,6	3,6	3,6	49,7	3	38,2
Mayotte	e : 233	e : 211	267	ND	ND	e : 0,8	87,6	ND	46,7
DOM	7 321*	7 579*	8 644	ND	ND	e : 3,1 3,5*	55,5 51,8*	ND 2,3*	ND
<i>Métropole</i>	392 337	399 482	397 361	ND	5,3	5,2	45,5	2,7	ND
France, périmètre INSEE	399 658*	407 061*	406 005	+ 2,5	5,2	5,1	45,6	2,7	62,6
N-Calédonie	789	786	828	ND	2,1	ND	ND	ND	ND
<i>DOM / France périmètre INSEE</i>	<i>1,8 %</i>	<i>1,9 %</i>	<i>2,1 %</i>	<i>ND</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

Sources : INSEE (Juillet 2014) et MEN, Géographie de l'Ecole 2014 ; IEDOM (Rapport annuel 2013, Juin 2014) pour Mayotte (pour 2010-2011 et 2011-2012). ND : données non disponibles. Pour la Nouvelle-Calédonie, cf. site ISEE (www.isee.nc) et rapport CESE n°2015-05 sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes ultra-marins, Février 2015.

* Hors Mayotte, intégré dans les statistiques nationales par l'INSEE en 2012-2013.

Tableau n°12d : Accueil des adultes handicapés en établissement et service d'aide par le travail*

Taux d'équipement en places en établissements d'hébergement pour 100 000 adultes de 20 à 59 ans, 2011-2013	2011	2012	2013
Guadeloupe	233	267	279

Guyane	134	98	151
Martinique	220	240	250
Réunion	205	207	211
Métropole	340	344	349
Ile de France**	238	240	245
France***	336	340	345

Source : INSEE (Avril 2012 et Avril 2014).

* Les établissements de travail protégé regroupent les établissements et services d'aide par le travail, ateliers protégés et établissements de réinsertion professionnelle.

** Région métropolitaine la moins bien dotée.

*** Métropole + DOM, hors Mayotte (données non disponibles pour ce département).

Tableau n°12e : Etudiants et jeunes diplômés dans les DOM

Etudiants et part des diplômés de l'enseignement supérieur au sein de la population des 25-34 ans non inscrite en établissement scolaire, 1999-2014	(évolution annuelle moyenne, 2008-2012), %	Nombre d'étudiants*, 2013 (milliers)	Nombre d'étudiants*, 2014 (milliers)	Etudiants des universités, 2013-2014	Etudiants des universités, 2014-2015	Part des diplômés, 1999 (%)	Part des diplômés, 2006 (%)	Part des diplômés, 2011 (%)	Evolution, 1999-2011 (points)
Guadeloupe	+ 1,4	9,1	9,4			13,7	22,4	29,6	+ 15,9 pts
Guyane	+ 6,6	3,4	3,4	12,7	11,9**	16,1	16,8	18,7	+ 2,6 pts
Martinique	-3	7,8	8,2			15,5	26,8	33,5	+ 18 pts
La Réunion	+ 2	18,2	18,9	12,4	12,1	12	21,6	25,8	+ 13,8 pts
Mayotte	ND	0,9	1,1	0,7	0,8	ND	ND	ND	ND
DOM	ND	39,5	40,8	25,8	27,2**	ND	ND	ND	ND
Métropole	+ 1,6	2 347,4	2 389,2	1 472,8	1 504	29,1	39,9	43***	+ 13,9 pts
France, périmètre INSEE	+ 1,7	2 386,9	2 430,1	1 499,6**	1 531,3	28,6	39,4	42,6	+ 14 pts
COM du Pacifique	ND	ND	8,6	6**	ND	ND	ND	ND	ND
France (dont Outre-mer)	ND	ND	2 438,7 (49,4 : 2 %)	1 505,6 (31,8 : 2,1 %)					

Source : INSEE, MESR pour les effectifs de l'université (Note d'information NI 15-01, Mars 2015 et NI 15-06, Août 2015) et le nombre total d'étudiants (Atlas régional, 2013-2014, Juin 2015). ND : données non disponibles.

* Principales filières de l'enseignement supérieur.

**

- Polynésie française : 3,4
- Nouvelle-Calédonie : 2,6
- France entière : 1 505,6

*** Département de la Haute-Marne : 29,1 %.

**** Guyane : 2,1.

***** Y compris effet de fusion des universités (UAG) et création des ESPE.

Tableau n°12f : Activité et performance du Service Militaire Adapté (SMA)

• **Evolution du nombre de volontaires**

Nombre de volontaires*, 2009-2015	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Evolution, 2009-2015, %	Taux de féminisation, 2015, %
Guadeloupe	447	456	666	853	925	992	1 017	+ 127,5	31,9
Guyane	450	452	587	641	668	685	674	+ 49,8	15,2
Martinique	442	456	602	650	739	789	906	+ 105	28,8
La Réunion	755	760	1 095	1 224	1 355	1 397	1 358	+ 79,9	21,4
Mayotte	228	232	308	495	554	616	631	+ 176,7	19,9
N-Calédonie	249	254	279	475	559	542	530	+ 112,8	42,1
Polynésie Fr.	234	239	295	510	628	629	636	+ 171,8	31
TOTAL DCOM	2 795	2 849	3 792	4 848	5 429	5 666	5 764	+ 106,2	26,1

Source : COM SMA (Avril 2015 pour 2009-2015 ; Février 2016 pour 2015).

* *Volontaires : regroupent les volontaires stagiaires (VS) qui suivent une formation professionnelle complète pour les non-diplômés ou partielle pour les diplômés (renforcement des compétences) et les volontaires techniciens, diplômés et apte à tenir un emploi, qui vivent une première expérience professionnelle en tant qu'aide-moniteur ou dans des emplois techniques (cuisinier, mécanicien, secrétaire).*

• **Evolution du taux d'insertion**

Taux d'insertion*, 2009-2015, en %	2009	2010	2011	2012	2013	Rappel : Tx. de chômage jeunes, 2013, %	2014	2015	Niveau d'illettrisme (VS), 2015, %	2009-2015, en points
Guadeloupe	81,6	82,0	80	80,6	80,5	59,8	83,2	ND	30,4	+ 1,6****
Guyane	69,1	61,6	63,7	73,9	75,1	44,8	75,1	ND	48,1	+ 6****
Martinique	75,7	82,7	83,5	82,1	83	68,2	80	ND	40	+ 4,3****
La Réunion	76,3	67,7	66,2	66,7	70,4	60,6	73,5	ND	36,7	-2,8****
Mayotte	79,6	81,1	81,6	86,3	85,3	37,4 ****	85,5	ND	45,2	+ 5,9****
N-Calédonie	81,6	84,2	95	61,7	64,3	ND	76,4	ND	47,1	-5,2****
Polynésie Fr.	85,7	86,3	85,9	62,3	78	57 ***	79,3	ND	32,2	-6,4****
TOTAL	78,6	75,6	76,3	73,8	76,3	ND	77,4	76,3	38,7	-2,3 pts

€ en 2012 et 23,05 M. € en 2013) et crédits non répartis (153,6 M. € en 2012 et 141,05 M. € en 2013) : DPT 2007, p. 59 (DOM) et 69 (COM) ; DPT 2009, p. 114 (DOM) et p. 132 (COM) ; DPT 2010, p. 162 ; DPT 2011, p. 178 ; DPT 2012, p. 213 ; DPT 2013, p. 222 ; DPT 2014, p. 288 ; DPT 2015, p. 283.

- Pour les dépenses nationales (dépenses nettes du budget général, y compris prélèvement sur recettes [PSR] au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne re-comptabilisées comme dépenses, et y compris financements par fonds de concours) : art. 1^{er} des lois de règlement pour les budgets en exécution de 2006 à 2014 : loi n°2007-1147 du 31 juillet 2007 (budget 2006) ; loi n°2008-759 du 1^{er} août 2008 (2007) ; loi n°2009-973 du 10 août 2009 (2008) ; loi n°2010-832 du 22 juillet 2010 (2009) ; loi n°2011-859 du 20 juillet 2011 (2010) ; loi n°2012-926 du 31 juillet 2012 (2011) ; loi n°2013-712 du 5 août 2013 (2012) ; loi n°2014-855 du 31 juillet 2014 (2013) : 298 648,1 M. € (total Budget général) + 78 020,6 M. € (PSR). [Pour les budgets 2014 et 2015, cf. AN, Commission des finances \(V. RABAUD, Rapporteuse générale\), Rapport n°2260, tome I, p. 119. Cf. également années 2011-2013.](#)

* Les données relatives aux exercices budgétaires 2014 et 2015 sont donc des données provisoires, susceptibles de rectifications et de modifications, généralement à la hausse. En effet, les dépenses effectivement exécutées lors d'une année n (mentionnées dans le DPT de l'année n+2 : le DPT 2015 d'Octobre 2014 expose donc les dépenses définitives de 2013) s'avèrent, *in fine*, supérieures à celles affichées en loi de finances initiale (LFI : mentionné en DPT de l'année n+1) et en Projet de loi de finances (PLF : exposé en DPT de l'année n) :

- 2011 :

- PLF (DPT 2011) : 12 762,9 M. €
- LFI (DPT 2012) : 13 345,9 M. €
- Ex (DPT 2013) : 13 626,9 M. €

- 2012 :

- PLF (DPT 2012) : 13 396,7 M. €
- LFI (DPT 2013) : 13 597,4 M. €
- Ex (DPT 2014) : 14 052,3 M. €

- 2013 :

- PLF (DPT 2013) : 13 734,9 M. €
- LFI (DPT 2014) : 14 205,2 M. €
- Ex (DPT 2015) : 14 293,7 M. €

** Rappel : Population des DCOM : 3,95 % de la population française estimée en 2007 et 4,04 % en 2013. Projections : 4,06 % de la population française en 2015.

*** Cf. Tableau n°14, *infra*. Champ : dépenses fiscales relevant de la mission Outre-mer et dépenses fiscales totales constatées dans la France entière.

Tableau n°13b : Evolution des dépenses budgétaires de l'Etat* dans les DCOM

2007-2016, dépenses du budget général*, CP en M. € courants	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (LFI)	2015 (PLF) LFI	2016 PLF	Evolution, 2009- 2014 (%)*
Guadeloupe	2 368, 5	2 053	2 355, 4	2 217, 5	2 209,6	2 277,9	2 362,4	(2 304,9) 2 296,3	(2 297,7) 2 246,3	2 343,6	-2,5
Guyane	1 093, 1	1 299, 2	1 405	1 409, 1	1 492,9	1 520,3	1 622,8	(1 586) 1 607,4	(1 572,8) 1 610,4	1 661,2	+ 14,4
Martinique	1 756, 3	2 041, 8	2 322, 7	2 221	2 187,1	2 260	2 198,3	(2 145,6) 2 179,7	(2 125,9) 2 135,8	2 203	-6,2
Réunion	3 933, 5	3 775, 7	4 284, 8	4 161	4 222,7	4 515,1	4 545,9	(4 438) 4 504,8	(4 421,1) 4 379,1	4 631,3	+ 5,1
(4 DOM)	9 151, 4	9 169, 7	10 367, 9	10 008, 6	10 112, 3	10 573,3	10 729,4	(10 474, 5) 10 588,2	(10 417,5) 10 371,6	10 839,1	+ 2,1
Mayotte	447,6	539,4	611,3	679,9	678,8	713,8	775	(781,7) 806	(807) 846	838	+ 31,8
DOM	9 599	9 709, 1	10 979, 2	10 688, 5	10 791, 1	11 287,1	11 504,4	(11 256, 2) 11 394,2	(11 224,5) 11 217,6	11 677,1	+ 3,8
N-Calédonie	1 149, 4	1 103	1 070, 9	1 165, 9	1 194,2	1 144,8	1 205,8	(1 212,5) 1 201	(1 227,8) 1 219,6	1 216,1	+ 12,1

Polynésie Fr.	1 378,8	1 218,3	1 197	1 316,8	1 164,2	1 218,3	1 202,2	(1 271,4) 1 218,9	(1 328,2) 1 305,1	1 335,6	+ 1,8
W-Futuna	98,9	107,7	103,1	110,5	104,1	104,1	86,5	(82,4) 84,1	(83,6) 82,8	82,7	-18,4
St-P-Miquelon	55,4	75,4	89,1	78,5	77,8	79,3	79,8	(77,1) 82,3	(80,1) 81,1	86,5	-7,6
St-Martin	ND	21,4	23,5	27,5	28	40,8	48	(52,9) 51	(50) 50,7	65,7	+ 117
St-Barth	ND	0,4	1,5	1,5	1,9	1,8	2,8	(2,5) 2,6	(2,5) 2,5	2,7	+ 73,3
COM	2 682,5	2 526,2	2 485,1	2 700,7	2 570,2	2 589,1	2 625,1	(2 698,8) 2 639,9	(2 772,2) 2 741,8	2 789,3	+ 6,2
TAAF	37,7	25,8	20,1	26,6	45,2	22,3	23	(24) 22,6	(22,4) 22,7	21,8	+ 12,4
CP non répartis	389,9	650,9	176,1	142	220,3	153,6	141	(200,6) 136,2	(205,2) 150	142,3	-22,7
DCOM	12 709,1	12 912,1	13 660,6	13 557,6	13 626,9	14 052,3	14 293,7	(14 179,7) 14 192,9	(14 224,4) 14 132,1	14 630,7	+ 3,9#

Sources : Idem Tableau précédent ; pour les données de 2014 en exécution, de 2015 en LFI et de 2016 en PLF : cf. DPT 2016, p. 298 et suiv. ND : données non disponibles (St-Martin et St-Barth rattachées au département de la Guadeloupe jusqu'en 2007 inclus). 2009-2014 : évolution sur cinq ans à périmètre constant : crédits de paiement en exécution (effectivement dépensés) et avec une proportion stable de crédits non répartis.

#

2009-2011 : -0,2 %

2012-2014 : + 1 % (ensemble des dépenses nettes de l'Etat : + 0,89 %).

Rappel :

- Entre 2011 et 2014, les dépenses nettes de l'Etat en exécution (y compris PSR-UE et PSR-CL) ont augmenté de 3,5 % (passant de 361,5 Mds. € à 374 Mds. € ; source : chiffres-clé des PLF). La population de la France entière a augmenté de 1,3 % (passant de 66 millions à 66,9 millions d'habitants entre fin 2011 et fin 2014). Soit une dépense par habitant augmentant de **2,2 %** sur la période.
- Entre 2011 et 2014, les dépenses de l'Etat exécutées dans les DCOM ont augmenté de 4,1 % (passant de 13,63 Mds. € à 14,19 Mds. €). La population cumulée des onze DCOM a augmenté de 2,2 % (passant de 2,66 millions à 2,72 millions entre fin 2011 et fin 2014). Soit une dépense par habitant augmentant de **1,9 %** sur la période.

* Hors opérateurs de l'Etat (dont CNES, Météo France, LADOM, AFD, ASP, Pôle Emploi, ARS, ODEADOM, ADEME, ONEMA, OFII, Agence du service civique, CREPS Guadeloupe et Réunion, AAMP, organismes de recherche et Universités).

A périmètre constant :

- 1 304,3 M. € en 2013 ;

- 1 317,7 M. € en 2014 (dont 235 M. € pour les 12 organismes de recherche et 230 M. € pour les quatre universités ultra-marines).

Tableau n°13c : Evolution des effectifs de la fonction publique d'Etat (FPE) dans les DCOM

2008-2014, missions du budget général, en ETP	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Dont mission « Enseignement scolaire » (%)	Ratio, FPE / population, en %, 2014	Evol, 2009-2014 (%)
Guadeloupe *	16 930	18 578	16 563	15 804	15 742	15 223	15 144	58,8	3,4	-18,5
Guyane	11 961	12 717	12 110	12 336	11 830	13 162	13 097	48,2	5,1	+ 3
Martinique	15 703	15 895	15 208	14 972	14 280	14 512	14 146	55	3,7	-11
Réunion	28 793	27 372	27 235	26 824	26 676	26 525	25 802	69,5	3	-5,7
(4 DOM)	73 387	74 562	71 116	69 936	68 528	69 422	68 189	60	3,6	-8,5
Mayotte	5 926	5 747	6 847	7 506	8 068	8 479	9 040	64,8	4	+ 57,3
DOM	79 313	80 309	77 963	77 442	76 596	77 901	77 229	60,6	3,6	-3,8
N-Calédonie	9 174	9 109	9 566	9 485	9 000	9 556	9 115	50,5	3,4	+ 0,1

Polynésie Fr.	10 574	10 306	10 752	10 471	9 999	10 123	11 537	54,6	4,2	+ 11,9
W-Futuna	664	651	658	697	660	747	752	84,2	6,3	+ 15,5
St-P-Miquelon	589	598	610	656	633	638	637	30,8	10,6	+ 6,5
COM*	21 001	20 664	21 586	21 309	20 292	21 064	22 041	53,3	3,6	+ 6,7
TAAF	126	84	146	164	59	89	83	0	100	-1,2
Non répartis	68	146	157	150	200	497	284	0	NS	+ 94,5
DCOM	100 508	101 203	99 852	99 064	97 148	99 553	99 637	58,7	3,6	-1,5**
France (milliers ETP)	2 189	2 108	2 016	1 962	1 924	1 903	1 895	50,7***	2,83	-10,1

Sources : DPT 2016, p. 275.

- DCOM : Champ : effectifs des ministères (y compris militaires), hors opérateurs : en comptabilisant les agents des opérateurs (EPA de recherche : CIRAD, CNES, IRD ; Universités ; Pôle Emploi ; EPIC : ONF... : 8 378 ETP en 2013 et 8 115 ETP en 2014 à périmètre constant), on aboutit à 107 931 ETP fin 2013 et à 107 762 ETP fin 2014.
- France : Plafonds ministériels d'autorisations d'emplois, budget général (hors budgets annexes) ; ministères y compris ministère des Affaires étrangères ; source : séries longues de la DGAFP.
- Ratio : nombre de fonctionnaires d'Etat au 31 déc. 2014/population estimée au 1^{er} janvier 2015.

* COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy rattachées au département de la Guadeloupe.

**

2009-2012 : -4 % ;

2012-2014 : + 2,6 %.

*** 2013 (source : PLF 2016, Jaunes budgétaires, Fonction publique, p. 20. DCOM : 58,3 % en 2013 (source : DPT 2015, p. 260).

Tableau n°13d : Effort budgétaire de l'Etat ; comparaison des dépenses par habitant en 2012-2013

2012	Dépense budgétaire, en M. €	Population, au 31 déc. 2012, en milliers hab.	Dépense par habitant, en €	Métropole base 100
Guadeloupe	2 277,9	403,7	5 643	99,7
St-Martin	40,8	35,7	1 143	20,2
St-Barthélemy	1,8	9,2	196	3,5
Martinique	2 260	385	5 870	103,7
Guyane	1 520,3	245,1	6 203	109,6
La Réunion	4 515,1	839,6	5 378	95
Mayotte	713,8	214,7	3 325	58,8
Polynésie Fr.	1 218,3	269	4 529	80
N-Calédonie	1 144,8	260,3	4 398	77,7
Wallis & Futuna	104,1	12,3	8 463	150
St-P-Miquelon	79,3	6,1	13 000	229,8
5 DOM	11 287,1	2 088,1	5 405	95,5
6 COM	2 589,1	592,6	4 369	77,2
11 DCOM*	13 876,2	2 680,7	5 176	91,5
Métropole	360 118,2	63 652	5 658	100
2013	Dépense budgétaire, en M. €	Population, au 31 déc. 2013, en milliers hab.	Dépense par habitant, en €	Métropole base 100
Guadeloupe	2 362,4	403,8	5 850	103,2
St-Martin	48	35,7	1 345	23,7
St-Barthélemy	2,8	9,4	298	5,3

Martinique	2 198,3	381,3	5 765	101,7
Guyane	1 622,8	250,3	6 483	114,4
La Réunion	4 545,9	845	5 380	94,9
Mayotte	775	220,3	3 518	62,1
Polynésie Fr.	1 202,2	270,5	4 444	78,4
N-Calédonie	1 205,8	265,2	4 547	80,2
Wallis & Futuna	86,5	12,1	7 149	126,1
St-P-Miquelon	79,8	6,1	13 082	230,8
5 DOM	11 504,4	2 100,7	5 476	96,6
6 COM	2 625,1	599	4 382	77,3
11 DCOM*	14 129,5	2 699,7	5 234	92,3
Métropole	362 375	63 920,3	5 669	100

Sources : DPT 2014 et 2015 pour les CP du budget général de l'Etat vers les DCOM. Métropole : cf. lois de règlement (2012 : 374 170,5 M. € au niveau national, auxquels on déduit les 14 052,3 M. € dévolus aux DCOM ; 2013 : 376 668,7 M. € - 14 293,7 = 362 375 M. €).

* Hors TAAF et crédits non répartis : 175,9 M. € en 2012 et 164,1 M. € en 2013.

Tableau n°14 : Evolution comparée des dépenses fiscales

• Montants globaux

Dépense fiscale, 2007-2015, en Mds. € courants	Dépenses fiscales relevant de la Mission Outre-mer	Dépenses fiscales, France entière (métropole + DOM + COM)	DCOM / France*, en %
2007	2,70	60,75	4,44
2008	3,03	65,88	4,60
2009	3,26	72,88	4,47
2010	3,19	72,71	4,39
2011	3,43	72,01	4,76
2012	3,87	72,19	5,36
2013	3,86	72,09	5,35
2014	3,82		
Estimation hors CICE	3,82	78,87	4,84
Estimation avec CICE**	4,41	69,11	5,55
		78,87	5,59
2015 (PLF)	3,87	81,93	4,72
Evolution, 2007-2015	+ 43,3 %	+ 34,9 %	+ 0,28 pt
Moyenne 2007-2015			4,77

Sources :

- Pour les dépenses fiscales de l'Outre-mer : Documents de Politique Transversale (DPT Outre-mer, annexés aux Projets de lois de Finances) : DPT 2015, p. 318 (données 2013, 2014 et 2015) ; DPT 2014, p. 318 (données 2012) ; DPT 2013, p. 259 (données 2011) ; DPT 2012, p. 251 (données 2010) ; DPT 2011, p. 207 (données 2009) ; DPT 2010, p. 191 (données 2008) ; pour les données 2007, cf. Assemblée nationale, Commission des finances, Jérôme CAHUZAC, PLF 2009, Rapport n°1198, Annexe n°30, p. 12.
- Pour les dépenses fiscales nationales : Annexe au Projet de loi de finances, Evaluation des voies et moyens, Tome II, Dépenses fiscales. PLF 2015, p. 16 (données 2013, 2014 et 2015), PLF 2014, p. 16 (données 2012), PLF 2013, p. 14 (données 2011), PLF 2012, p. 16 (données 2010), PLF 2011, p. 12 (données 2009), PLF 2010, p. 15 (données 2008), PLF 2009, p. 12 (données 2007).

* Rappel : Population des DCOM / population française totale = 4,05 % fin 2013 (2,70 millions hab. sur 66,62 millions) et 4,06 % estimés en 2015.

**Estimation du CICE outre-mer (taux à 6 %) : 590 M. € (PLF 2015, Evaluations préalables des articles, p. 208), sur un total de 9,76 Mds. € (PLF 2014, Evaluation des voies et moyens, Tome II, Dépenses fiscales, p. 21).

Rappel : Les dix dispositifs les plus coûteux sont les suivants (aucun dispositif spécifique à l'Outre-mer ne figure dans cette liste) ; *source : PLF 2015, Evaluation des voies et moyens, Tome II, Dépenses fiscales, p. 21:*

- CICE : 10 Mds. €
 - Crédit d'Impôt Recherche : 5,34 Mds. € (DOM : estimation de 0,02 Md. €)
 - Abattement de 10 % sur le montant des pensions (y compris les pensions alimentaires) et des retraites : 4,22 Mds. €
 - Taux de TVA de 7 % (10 % à compter du 1^{er} janvier 2014) pour les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien autres que ceux mentionnés à l'article 278-0 ter du CGI, portant sur des logements achevés depuis plus de deux ans : 2,94 Mds. €
 - Taux de TVA de 7 % (10 % à compter du 1^{er} janvier 2014) applicable aux ventes à consommer sur place, à l'exception des ventes de boissons alcooliques (sic) : 2,49 Mds. €
 - Taux de TVA de 2,10 % applicable aux médicaments remboursables ou soumis à autorisation temporaire d'utilisation et aux produits sanguins : 2,45 Mds. €
 - Exonération des prestations familiales, de l'allocation aux adultes handicapés ou des pensions d'orphelin, de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, de l'allocation de garde d'enfant à domicile, et, depuis le 1^{er} janvier 2004, de la prestation d'accueil du jeune enfant : 2,1 Mds. €
 - Prime pour l'emploi : 2,1 Mds. €
 - Crédit d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile pour les contribuables exerçant une activité professionnelle ou demandeurs d'emploi depuis au moins trois mois : 1,98 Md. €
 - Exonération ou imposition réduite des produits attachés aux bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie : 1,87 Md. €.
- Dépense fiscale ultramarine la plus coûteuse : taux réduits de TVA dans les DOM, 1,29 Md. € prévus en PLF 2015.

• **Montants par impôts et par catégorie**

2008-2016, en M. € courants	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (e)	2016 (p)	2010-2014 (%)
#Réduction IS (1/3)	65	90	100	185	0	0	0	0	0	Supprimé en 2011
Réduction tx impôt sur plus- values	-	5	1	3	2	2	0	0	0	Supprimé
#199 undecies B (Invesproductif IRPP)	640	767	710	700	470	377	313	300	300	-55,9
#217 Undecies et 217 duodecies (Inves productif IS)	150	135	160	175	144	180	170	170	ND	+ 6,2
199 undecies A et 199 undecies D (Logt)	300	361	355	355	330	277	222	185	150	-37,5
199 undecies C (Logt social)	-	-	11	68	208	299	284	205	ND	NS
Scellier libre (IR)	-	-	2	9	16	20	19	20	20	NS
Scellier intermédiaire (IR)	-	-	1	5	8	11	11	12	12	NS
#FIP DOM	-	-	-	-	2	1	1	1	1	NS
Réduction IRPP	265	270	290	295	290	325	372	380	380	+ 28,3
Réduction droits enregistrement Guyane		4	3	3	4	6	7	8	9	+ 133,3
#Exo TVA transports maritimes	7	0	0	0	1	1	2	2	2	NS

Exo TVA produits*	85	65	158	185	190	185	180	180	180	+ 13,9
Taux réduits TVA	1 160	1 090	1 100	1 140	1 160	1 160	1 330	1 340	1 370	+ 20,9
#TVA NPR	225	160	100	100	100	100	100	100	100	+ 0
TVA tx 2,10% ventes-apports de terrains à bâtir	-	1	6	10	25	40	40	30	ND	NS
#ZFA IS	-	90	44	72	74	87	88	88	75	+ 100
#ZFA TFPB	-	70	-	3	7	8	9	9	9	NS
#ZFA TFPNB	-	10	10	8	8	8	8	8	9	-20
#ZFA CFE	-			0	12	13	14	16	16	+ 0
#ZFA CVAE	-	35	37	9	20	20	23	23	ND	
Exclusion du champ de la TIC (carburants)	131	99	99	104	795	740	750	828	866	+ 657,6
TOTAL dépenses fiscales mission O-Mer	3 028	3 260	3 194	3 434	3 871	3 858	3 943*	3 905*	3 927	+ 23,4
Rappel : % dép. fisc FR	4,6 %	4,5 %	4,4 %	4,8 %	5,4 %	5,3 %	5 %	4,6 %	4,7 %	+ 0,6 pt
Dont ZFA	-	205	91	92	121	136	142	144	ND	+ 56
Dont investissement productif	790	902	870	875	614	557	483	470	ND	-44,5
Dont TVA	1 470	1 316	1 364	1 435	1 476	1 486	1 652	1 652	ND	+ 21,1
ENTREPRISES #	855	1 357	1 161	1 252	838	795	728	717	ND	-37,3

Sources : DPT 2016 (p. 330 et suiv.), DPT 2015 (p. 313 et suiv.), DPT 2014 (p. 318 et suiv.), DPT 2013 (p. 259 et suiv.), DPT 2012 (p. 251 et suiv.), DPT 2011 (p. 207 et suiv.), DPT 2010 (p. 191 et suiv.), DPT 2009 (p. 146 et suiv.). e : estimations ; p : prévisions ; ND : non disponible ; NS : non significatif.

* DPT 2015 : estimation de 3 822 M. € pour 2014 et prévision de 3 867 M. € pour 2015.

Tableau n°14a : Evolution du nombre d'agrément et du montant d'investissements agréés par territoire (2009-2012)

Source : d'après MINEFI, bureau des agréments et rescrits. Cité dans le rapport du Sénat n°108, Commission des finances, T. IRITI et G. PATIENT, PLF 2015, annexe n°20, Outre-mer, 20 Novembre 2014, p. 18.

Tableau n°14b : Exonérations de cotisations de Sécurité sociale dans les DCOM

• *Evolutions comparées DCOM-national*

Montant des exonérations de cotisations de Sécurité sociale pour le Régime général*, 2002-2013, en millions d'euros courants	EXOS DOM (1)	EXOS GEO (2)	Total EXOS (3)	DOM / Géo, en % (1)/(2)	DOM / France, en % (1)/(3)	Pour mémoire : Cotisations dues**, (cotisations patronales du secteur privé) Mds. €	Pour mémoire : part des cotisations patronales exonérées***, %
2002 (pour mémoire)	434	799	18 157	54,3	2,4	188,6 (82,6)	17,5
2006	896	1 334	23 818	67,2	3,8	228,7 (98,9)	19,5
2007	1 002	1 733	27 045	57,8	3,7	238,7 (102,4)	20,8
2008	991	1 707	30 688	58,1	3,2	256,2 (105,7)	21,3
2009	982	1 500	29 890	65,2	3,3	260,3 (105,4)	20,8
2010	917	1 281	29 988	71,6	3,1	266,4 (107,6)	20,4
2011	953	1 297	28 284	73,5	3,4	274,7 (114,3)	18,4
2012	1 019	1 334	27 614	76,4	3,7	282,9 (117,4)	17,8
2013	1 043#	1 338	25 743*	77,9	4	294,4 (120,3)	17,6
Evolution, 2007-2013	+ 4,1 %	-22,8 %	-4,8 %	+ 20,1 pts	+ 0,3 pt	+ 23,3 % (+ 17,5 %)	-3,2 pts
Moyenne 2007-2013					3,5		19,6

Sources : ACOSS (2002-2014) : ACOSS-Stat n° 2, 09, 10, 16, 33, 46, 57, 77, 95, 118, 138, 164, 181, 204 (Décembre 2014 : chiffres de 2013). # : 1 059,9 M. € selon le DPT 2015, p. 312.

- Loi Perben(1994) jusqu'en 2000, puis loi d'orientation pour l'Outre-mer du 13 décembre 2000 (LOOM), puis loi de programmation pour l'Outre-mer du 21 juillet 2003 (Lopom) puis loi du 27 mai 2009 pour le développement économique de l'Outre-mer (LODEOM), bonus exceptionnel Outre-mer (jusqu'à fin 2013). Champ : DOM hors Mayotte + COM de l'Atlantique hors CPS de Saint-Pierre et Miquelon (5,1 M. € en 2013). Soit 3 % de la population française dans ce périmètre de « droit social commun ».
- Mesures en faveur de l'emploi dans certaines zones géographiques (1,34 Mds. € en 2013 ; + 0,1 % par rapport à 2012) : exonérations dans les DOM (cf. *supra* : 1,04 Md. € en 2013 ; + 2,3 %) + exonérations en zone franche urbaine (ZFU : 114 M. € en 2013 ; -12,2 %), exonérations pour la création d'emplois en zone de revitalisation rurale, (ZRR : 155 M. € en 2013 ; -5,5 %), en zone de redynamisation urbaine (ZRU) et en zone de restructuration de la défense (ZRD), bassins d'emploi à redynamiser (BER).
- Les différents dispositifs d'exonération peuvent être répartis en quatre grandes catégories. (i) Celle des mesures générales d'encouragement à la création d'emplois, à la RTT et au pouvoir d'achat est de loin la plus importante (78,7 % des exonérations en 2013 : 20,3 Mds. € : -9,3 % sur un an) : elle inclut les exonérations sur les bas salaires (réduction dite « Fillon » depuis 2003), les dispositifs résiduels liés à la réduction du temps de travail (RTT) et les exonérations relatives aux heures supplémentaires et au rachat de jours de RTT. Les autres dispositifs, communément appelés exonérations spécifiques (ou ciblées) visent à (ii) favoriser l'emploi de publics particuliers : 2 Mds. € en 2013 (+ 5,6 %), dont 0,9 Md. € pour l'apprentissage (-0,1 %), 0,8 Md. € pour les contrats aidés non marchands (+ 10,2 %) et 0,2 Md. € pour les contrats aidés marchands (+ 13,9 %), (iii) développer l'emploi dans certaines zones géographiques (cf. *supra*) ou (iv) dans des secteurs d'activité spécifiques (2,1 Md. € en 2013, + 10,8 % sur un an, dont 1,7 Md. € d'exonérations de cotisations pour l'emploi à domicile).

* Soit environ 88 % du montant total des exonérations pour l'ensemble des régimes. MSA : 12,1 M. € ; RSI : 122,7 M. € et ENIM : 8,4 M. € en 2013. Total DOM (hors Mayotte) : 1 203,1 M. €.

** Cotisations dues aux URSSAF, hors cotisations chômage et AGS.

***La loi de finances rectificative d'Août 2012 ayant supprimé l'exonération salariale sur les heures supplémentaires, la quasi-totalité des exonérations porte désormais sur les cotisations patronales. En 2012 : 25,5 Mds. € sur 27,6 Mds. €.

• **Evolution, par catégorie, du montant total des dispositifs d'exonérations de cotisations sociales en vigueur Outre-mer (DCOM de droit social national)**

2006-2014, en M. € courants	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2009-2014, en %
Régime général (ACOSS)	923	1 024	1000,4 #	992,1	949,8	961,2	989,2	1 059,9** #	918	-7,5
CCMSA	35	35,1	36,1	16,3	2,2	12,9	8	12,1	11,3	-30,7
RSI	98	69,1	118,1	85,9	81,1	69	86,9	122,7	180,8	+110,5
ENIM	10	9,6	9,7	11,4	7,4	6,4	8,3	8,4	9,5	-16,7
CPS (SPM)	4	4,8	5	4,9	4,8	5	4,7	5,1	5,2	+6,1
Total	1 091,7	1 142,6	1 171,7	1 128,7*	1 046,3	1 054,5	1 097,2	1 208,3	1 124,7	-0,3
<i>Rappel : emploi salarié Sect. Privé (milliers)</i>	296	304	320,7	307,7	310,1	317,3	320,1	321,7	326,1	+6***

Sources :

- Données 2006-2014 : Documents de Politique Transversale (DPT) annexés aux Projets de Lois de Finances. Cf. DPT 2009, p. 145 ; DPT 2010, p. 190 ; DPT 2012, p. 250 ; DPT 2013, p. 258 ; DPT 2014, p. 317 ; DPT 2015 (Oct. 2014), p. 312 ; DPT 2016 (Oct. 2015), p. 328.

- Emploi salarié du champ concurrentiel (effectifs moyens) : ACOSS. Pour info : 12 000 salariés en 2007 et 13 800 salariés en 2012 à Mayotte (source : INSEE) ; 1 600 salariés à SPM (source : IEDOM).

Les données de l'ACOSS, citées dans le Tableau n° 14 b-1 *supra* fournissent des chiffres légèrement différents (par exemple : 991 M. € en 2008 et 1 043 M. € en 2013 pour le régime général) ; pour autant, les ordres de grandeur et les évolutions sont tout à fait similaires (2008-2013 : + 5,2 % pour le régime général, contre + 5,9 % pour le périmètre défini dans les DPT). Sources : ACOSS-Stat n° 2, 09, 10, 16, 33, 46, 57, 77, 95, 118, 138, 164, 181, 204 (Décembre 2014 : chiffres de 2013).

* Y compris exonérations associées aux contrats d'accès à l'emploi (CAE/CRE-DOM) : 21,7 M. € en 2006 ; 18,2 M. € en 2009. Réparties entre ACOSS et MSA dans les données du Tableau à partir de 2010 (total 2013 : 21,9 M. €) ; 2014 : 20,6 M. €.

** Y compris 29,8 M. € de bonus Outre-mer suite aux accords Bino de 2009 ; dispositif supprimé au 31 Décembre 2013.

*** Métropole : -0,1 % (17 441 800 salariés en 2009 ; 17 430 700 salariés en 2014). Sur 2013-2014 : + 1,4 % dans les DOM et -0,1 % dans l'hexagone. Source : ACOSS.

Champ : DOM de Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion. COM de l'Atlantique (Saint-Martin et Saint-Barthélemy à partir de 2008 : périmètre ACOSS ; Caisse de Prévoyance Sociale de Saint-Pierre-et-Miquelon). Hors département de Mayotte (dispositif spécifique d'exonérations de charges sociales sur les bas salaires, régi par le Décret n°2011-2085 du 30 Décembre 2011 modifié issu de l'ordonnance n°96-122 du 20 Décembre 1996).

CCMSA : Mutuelle Sociale Agricole.

ENIM : Régime spécial des marins.

RSI : organisme relatif aux cotisations des employeurs et travailleurs indépendants.

Tableau n°14c : Principales recettes fiscales de l'Etat dans les DOM

• Recettes d'impôt sur le revenu (IR)

Recettes d'IR*, 2006-2012, en M. € courants	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2006-2012, en %
Guadeloupe	188	161	160	149	156	167	175	-6,9
Guyane	63	76	65	66	67	69	114	+ 80,9
Martinique	167	164	172	179	173	182	193	+ 15,6
La Réunion	302	275	290	291	290	310	340	+ 12,6
4 DOM	720	676	687	685	685	729	822	+ 14,2
<i>Métropole</i>	<i>55 988</i>	<i>53 507</i>	<i>56 618</i>	<i>53 607</i>	<i>53 517</i>	<i>56 476</i>	<i>63 263</i>	<i>+ 13</i>
<i>France, périmètre INSEE**</i>	<i>56 708</i>	<i>54 183</i>	<i>57 304</i>	<i>54 292</i>	<i>54 202</i>	<i>57 205</i>	<i>64 085</i>	<i>+ 13,01</i>
DOM / FR entière	1,27 %	1,25 %	1,20 %	1,26 %	1,26 %	1,27 %	1,28 %	+ 0,01 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques 2006-2012 ; dernières données : Février 2015)

* Emission d'IR effectués par la DGFIP.

** Hors Mayotte (fiscalité d'Etat applicable à partir de 2014) ; hors COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy à partir de 2008.

• Recettes de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Recettes de TVA*, 2006-2012, en M. € courants	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2006-2012, en %
Guadeloupe	115	129	139	112	132	146	141	+ 22,6
Guyane**	0	0	0	0	0	0	0	-
Martinique	136	155	168	152	155	165	166	+ 22,1
La Réunion	250	288	304	282	290	310	316	+ 26,4

4 DOM	502	573	611	546	577	622	624	+ 24,3
<i>Métropole</i>	152 499	160 549	165 281	159 371	160 324	167 544	171 094	+ 12,19
<i>France, périmètre INSEE</i>	153 001	161 122	165 892	159 917	160 901	168 165	171 717	+ 12,23
<i>DOM / FR entière</i>	0,33 %	0,36 %	0,37 %	0,34 %	0,36 %	0,37 %	0,36 %	+ 0,03 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques 2006-2012 ; dernières données : Février 2015)

* Recouvrements effectués par la DGFIP : recouvrements spontanés + prise en charge (droits et pénalités). Y compris TVA sur produits pharmaceutiques, tabacs et alcools transférée aux Organismes de sécurité sociale (il s'agit de la TVA brute avant transfert à la sphère sociale).

** TVA à taux de 0 % en Guyane (idem à Mayotte à partir de 2014). Rappel : taux de 8,5 % (normal) et de 2,1 % (réduit) dans les DOM hors Guyane et Mayotte ; métropole : 20 % (normal), 10 % (intermédiaire), 5,5 % (réduit), 2,1 % (médicaments).

• Recettes d'impôt sur les sociétés (IS)

Recettes d'IS*, 2006-2012, en M. € courants	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2006-2012, en %
Guadeloupe	85	90	109	81	74	72	80	-5,9
Guyane	22	24	33	28	27	27	33	+ 50
Martinique	113	117	148	85	79	96	110	-2,6
La Réunion	159	164	192	155	140	145	202	+ 27
4 DOM	378	395	483	349	320	340	425	+ 12,4
<i>Métropole</i>	58 084	63 782	64 143	50 231	50 813	54 248	57 399	-1,18
<i>France, périmètre INSEE</i>	58 463	64 178	64 626	50 580	51 133	54 588	57 824	-1,09
<i>DOM / FR entière</i>	0,65 %	0,61 %	0,75 %	0,69 %	0,63 %	0,63 %	0,73 %	+ 0,08 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques 2006-2012 ; dernières données : Février 2015)

* Recouvrements effectués par la DGFIP : recouvrements spontanés + prise en charge (droits et pénalités).

4- Recettes de droits d'enregistrement

Recettes de droits d'enregistrement, 2006-2012, en M. € courants	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2006-2012, en %
Guadeloupe	15	14	12	9	12	11	13	-13,3
Guyane	3	3	3	3	2	2	2	-33,3
Martinique	23	22	19	17	15	14	18	-21,7
La Réunion	36	31	32	22	23	22	30	-16,7
4 DOM	77	70	67	52	51	49	64*	-16,9
<i>Métropole</i>	14 914	14 506	13 038	11 730	12 322	10 193	10 972	-26,43
<i>France, périmètre INSEE</i>	14 991	14 576	13 105	11 781	12 373	10 242	11 036	-26,38
<i>DOM / FR entière</i>	0,51 %	0,48 %	0,51 %	0,44 %	0,41 %	0,48 %	0,58 %	+ 0,07 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques 2006-2012 ; dernières données : Février 2015)

* Dont 40 M. € de droits de mutation à titre gratuit (donations : 10 M. € ; successions : 30 M. €).

5- Recettes d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF)

Recettes d'ISF*, 2006-2012, en M. € courants	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2006-2012, en %
Guadeloupe	4	5	5	3	4	4	3	-25

Guyane	1	2	2	2	2	2	1	0
Martinique	4	5	5	5	5	5	7	+ 75
La Réunion	11	13	14	13	15	16	17	+ 54,5
4 DOM	21	24	25	23	26	27	28	+ 33,3
<i>Métropole</i>	3 660	4 394	4 172	3 567	4 438	4 294	5 015	+ 37,02
<i>France, périmètre INSEE</i>	3 681	4 418	4 196	3 590	4 464	4 321	5 043	+ 37
<i>DOM / FR entière</i>	0,57 %	0,54 %	0,60 %	0,64 %	0,58 %	0,62 %	0,55 %	-0,02 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques 2006-2012 ; dernières données : Février 2015)

* Paiements reçus au cours de l'année, y compris recettes issues du contrôle fiscal.

SYNTHESE

Principales recettes d'impôt d'Etat*, 2006-2012, en M. € courants	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2006-2012, en %
Guadeloupe	407	399	425	354	378	400	412	+ 1,2
Guyane	89	105	103	99	98	100	150	+ 68,5
Martinique	443	463	512	438	427	462	494	+ 11,5
La Réunion	758	771	832	763	758	803	905	+ 19,4
4 DOM	1 697	1 738	1 873	1 654	1 661	1 765	1 961	+ 15,6
<i>Métropole</i>	285 145	296 738	303 252	278 506	281 414	292 755	307 743	+ 7,92
<i>France, périmètre INSEE</i>	286 842	298 476	305 125	280 160	283 075	294 520	309 704	+ 7,97
<i>DOM / FR entière</i>	0,59 %	0,58 %	0,61 %	0,59 %	0,59 %	0,60 %	0,63 %	+ 0,04 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques 2006-2012 ; dernières données : Février 2015)

* (1) + (2) + (3) + (4) + (5). Soit Impôt sur le revenu + TVA + IS+ Droits d'enregistrement + ISF. Hors produits de la redevance audiovisuelle.

Tableau n°14d : Principaux remboursements et crédits impôt

1- Remboursements et dégrèvements, impôts d'Etat

Remboursements et dégrèvements*, 2007-2012, en M. € courants	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007-2012
Guadeloupe**	93	59	66	61	46	43	-53,8
Guyane	20	18	19	22	14	12	-40
Martinique	49	50	45	51	41	46	-6,1
La Réunion	89	92	109	92	71	78	-12,4
4 DOM	252	219	239	227	172	179	-29
<i>Métropole</i>	14 621	18 710	20 845	20 697	12 069	9 182	-37,20
<i>France, périmètre INSEE**</i>	14 873	18 929	21 084	20 924	12 240	9 361	-37,06
<i>DOM / FR entière</i>	1,69 %	1,16 %	1,13 %	1,08 %	1,40 %	1,91 %	+ 0,22 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques ; dernières données : Février 2015)

* Hors bouclier fiscal. Hors actions en non-valeur, régularisation d'IS et remboursements de TVA.

** Y compris Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

2- Restitutions d'impôt sur les sociétés

Restitutions d'IS, 2007-2012, en M. € courants	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007-2012*, en %
Guadeloupe	ND	12	28	14	ND	8	-50
Guyane	ND	2	5	6	ND	3	-50
Martinique	ND	19	23	19	ND	13	-31,6
La Réunion	ND	30	53	36	ND	22	-26,7
4 DOM	ND	64	109	75	ND	46	-28,1
<i>Métropole</i>	<i>ND</i>	<i>13 222</i>	<i>28 462</i>	<i>16 821</i>	<i>ND</i>	<i>12 051</i>	<i>-8,86</i>
<i>France, périmètre INSEE*</i>	<i>ND</i>	<i>13 286</i>	<i>28 571</i>	<i>16 897</i>	<i>ND</i>	<i>12 097</i>	<i>-8,95</i>
DOM / FR entière	ND	0,48 %	0,38 %	0,44 %	ND	0,38 %	-0,1 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques ; dernières données : Février 2015)

* 2008-2012.

3- Remboursements de TVA

Remboursements de TVA, 2007-2012, en M. € courants	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007-2012, en %
Guadeloupe	36	38	38	37	ND	48	+ 33,3
Guyane	0	0	0	0	ND	0	-
Martinique	50	60	76	56	ND	55	+ 10
La Réunion	63	76	95	84	ND	94	+ 49,2
4 DOM	148	175	209	177	ND	197	+ 33,1
<i>Métropole</i>	<i>41 687</i>	<i>46 858</i>	<i>49 077</i>	<i>42 755</i>	<i>ND</i>	<i>49 063</i>	<i>+ 17,69</i>
<i>France, périmètre INSEE*</i>	<i>41 835</i>	<i>47 032</i>	<i>49 286</i>	<i>42 932</i>	<i>ND</i>	<i>49 260</i>	<i>+ 17,75</i>
DOM / FR entière	3,54 %	3,72 %	4,24 %	4,12 %	ND	4 %	+ 0,46 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques ; dernières données : Février 2015)

• Crédits d'impôt sur le revenu

Crédits d'impôt sur le revenu*, 2007-2012, en M. € courants	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007-2012, en %
Guadeloupe	26,1	39,7	45,5	38,7	39,1	36	+ 37,9
Guyane	7,9	12,5	15	13,6	13,7	12,3	+ 55,7
Martinique	27,6	44,5	49	41,9	40	36,1	+ 30,8
La Réunion	58,7	100,3	112	97,5	98,6	85,8	+ 46,2
4 DOM	120,3	197	221,5	191,8	191,5	170,2	+ 41,5
<i>Métropole</i>	<i>6 682,7</i>	<i>10 558,8</i>	<i>13 398,7</i>	<i>11 699,9</i>	<i>10 981,8</i>	<i>10 350,5</i>	<i>+ 54,89</i>
<i>France, périmètre INSEE*</i>	<i>6 803</i>	<i>10 755,8</i>	<i>13 620,3</i>	<i>11 891,7</i>	<i>11 173,3</i>	<i>10 520,7</i>	<i>+ 54,65</i>
DOM / FR entière	1,77 %	1,83 %	1,63 %	1,61 %	1,71 %	1,62 %	-0,15 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques ; dernières données : Février 2015)

* Salariés à domicile ; qualité environnementale ; intérêts sur habitation principale ; frais de garde ; Prime pour l'emploi après imputation du RSA.

4a- Dont Prime Pour l'Emploi

Crédits d'impôt sur le revenu (PPE), 2006-2012, en M. € courants	2006 (p. m)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007-2012, en %
--	-------------	------	------	------	------	------	------	-----------------

Guadeloupe	19,6	28,2	29,3	25,7	22,6	20,6	17,2	-39
Guyane	5,8	8,7	9,5	8,9	7,9	7,6	6	-31
Martinique	21,8	31	31,5	28,2	24,1	21,8	18,3	-41
La Réunion	47,2	67,1	68,8	61,8	51,1	48,6	38,7	-42,3
4 DOM	94,5	135,1	139,1	124,6	105,8	98,6	80,2	-40,6
<i>Métropole</i>	3 143,2	4 393,8	4 353,2	3 793,1	3 205,4	2 901,5	2 674	-39,14
<i>France, périmètre INSEE*</i>	3 237,7	4 528,9	4 492,3	3 917,7	3 311,2	3 000,1	2 754,2	-39,19
DOM / FR entière	2,92 %	2,98 %	3,10 %	3,18 %	3,19 %	3,29 %	2,91 %	-0,07 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques ; dernières données : Février 2015)

4b- Dont crédits d'impôt « qualité environnementale » (CIDD, devenu CITE en 2015)

Crédits d'impôt « qualité environnementale » : « développement durable, 2006-2012 en M. € courants	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2006-2012, en %
Guadeloupe	0,5	0,8	1,3	1,4	1,7	2,4	1,3	+ 160
Guyane	0,1	0,2	0,3	0,4	0,3	0,4	0,2	+ 100
Martinique	0,3	0,6	1,3	1,4	1,5	1,3	0,8	+ 166,7
La Réunion	2,5	4,3	4,6	4,7	5,7	7,5	4	+ 60
4 DOM	3,4	6	7,5	8	9,2	11,6	6,2	+ 82,3
<i>Métropole</i>	981,8	1 867	2 092,1	2 770,4	2 618,1	2 020	1 100,8	+ 12,12
<i>France, périmètre INSEE*</i>	985,2	1 872,9	2 099,6	2 778,4	2 627,3	2 031,6	1 107,1	+ 12,37
DOM / FR entière	0,34 %	0,32 %	0,36 %	0,29 %	0,35 %	0,57 %	0,56 %	+ 0,22 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques ; dernières données : Février 2015)

• Dégrèvements de taxes locales

Dégrèvements de taxes locales*, 2007-2012, en M. € courants	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007-2012, en %
Guadeloupe	33	36	37	59	45	45	+ 36,4
Guyane	7	7	9	20	14	11	+ 57,1
Martinique	26	27	26	47	43	38	+ 46,1
La Réunion	43	45	49	98	78	71	+ 65,1
4 DOM	109	116	120	226	181	165	+ 51,4
<i>Métropole</i>	3 477	3 663	3 700	15 207	6 860	6 330	+ 82,05
<i>France, périmètre INSEE*</i>	3 587	3 778	3 820	15 432	7 041	6 495	+ 81,07
DOM / FR entière	3,04 %	3,07 %	3,14 %	1,46 %	2,57 %	2,54 %	-0,5 pt

Source : DGFIP (Annuaire statistiques ; dernières données : Février 2015)

* Dégrèvements ordonnancés : taxes foncières + taxe d'habitation + taxe professionnelle ou contribution économique territoriale.

Tableau n°14e : Les engagements de l'Agence Française de Développement (AFD) dans les DCOM

• *Evolution des engagements globaux*

Engagements* AFD, 2005-2014, en M. € courants	Total Outre-mer (1)	Total AFD (2)	Ratio (1)/(2)
2005	728,6	2 494,4	29,2 %
2006	698,7	3 090,4	22,6 %
2007	798,3	3 561,2	22,4 %
2008	1 041,1	4 468,9	23,3 %
2009	973,3	6 200,3	15,7 %
2010	957,3	6 841,4	14 %
2011	1 107,5	6 883,5	16,1 %
2012	1 478,4	6 977,2	21,2 %
2013	1 505,6	7 523,1	20 %
2014	1 547,5	8 077,9	19,2 %
Evolution, 2010-2014	+ 61,6 %	+ 18,1 %	+ 5,2 pts
Evolution, 2005- 2014	+ 112,4 %	+ 223,8 %	-10 pts

Sources : AFD, Rapports annuels, 2006-2014 ; Rapports Outre-mer, 2007-2014.

* Subventions + prêts + garanties + participations. Y compris mandats de gestion OSEO puis BPI. Hors financements sur ressources d'autres bailleurs (FED pour les PTOM).

• *Evolution récente* des engagements dans les DCOM*

2011-2014, engagements, en M. € courants	2011	2012	2013	2014	Evolution , 2011- 2014 (%)	Répartition des autorisations de financement de l'AFD*** , en € par habitant, cumul 2010- 2014
Guadeloupe	161,1	224,1	174,9	316,6	+ 96,5	2 391
Guyane	63,3	84,2	110,5	84	+ 32,7	1 586
Martinique	226,3	198,7	376,3	302,5	+ 33,5	3 080
Réunion	235,8	413,8	399,4	574,1	+ 143,5	2 018
Mayotte	88,6	53,2	52,7	32,1	-63,8	1 207
N-Calédonie	286,3	253,1	212,7	139,6	-51,2	3 946

Polynésie Fr.	39,1	238,4	173,6	83,9	+ 114,6	2 425
W-Futuna	0	0,1	0,2	3,1	NS	275
St-P-Miquelon	5,6	5,1	1,5	0,1	NS	2 502
Divers**	1,5	7,8	3,9	11,5	NS	ND
DCOM	1 107,5	1 478,4	1 505,6	1 547,5	+ 39,7	2 320
Total AFD	6 883,5	6 977,2	7 827,7	8 077,9	+ 17,3	ND

Sources : AFD, Rapports annuels, 2006-2014 ; Rapports Outre-mer, 2007-2014. NS : évolutions non significatives. Données par hab. : Juillet 2015.

* A périmètre constant : avant 2011, les données régionalisées ne comptabilisent que les prêts pour compte propre de l'AFD (hors garanties, hors participations, hors financement des PME via les produits OSEO).

** Commun à plusieurs départements / collectivités.

*** Hors projets non géographisés.

• Evolution des concours octroyés au secteur privé

Engagements* AFD, 2010-2014, en M. € courants	Total Outre-mer (rappel)	Total Sect. privé • + • + •	Sect. Privé / Total	Représentation OSEO / BPIFrance*	Garanties au sect. privé	Prêts au sect. privé et garanties bancaires	Entreprises ayant bénéficié d'un financement Sect. privé
2010	957,3	516	53,9 %	326	124	66	ND
2011	1 107,5	503	45,4 %	310	126	67	ND
2012	1 478,4	1 001	67,7 %	312	146	543***	1 892
2013	1 505,6	836	55,5 %	346	174	316	1 997
2014	1 547,5	621	40,1 %	516	19**	86	2 176
Evolution, 2010-2014	+ 61,6 %	+ 20,3 %	-13,8 pts	+ 58,3 %	-84,7 %	+ 30,3 %	+ 15 % (2012-2014)

Source : d'après AFD (Juillet 2015)

* OSEO à partir de 2010 ; BpiFrance à partir de 2014.

** Mise en gestion extinctive du Fonds DOM au profit des fonds de garantie nationaux et régionaux de BpiFrance.

*** Dont 300 M. € de ligne de refinancement bancaire, octroyée aux banques des DCOM.

• Représentation OSEO / BPI : répartition par instrument

Engagements* AFD, 2010-2014, en M. € courants	Représentation OSEO / BPIFrance*	Dont fonds de garantie Habitat	Dont fonds de garantie Bpifrance	Dont financements court terme	Dont prêts et produits Innovation	Innovation / Total
2010	326	42	0	278	5	1,5 %
2011	310	33	0	273	5	1,6 %

2012	312	32	0	268	11	3,5 %
2013	346	29	22	281	15	4,3 %
2014	516	36	106	308	66	12,8 %
Evolution, 2010-2014	+ 58,3 %	-14,3 %	NS	+ 10,8 %	x12,2	+ 11,3 pts

Source : d'après AFD (Juillet 2015).

Tableau n°14 f : Taux d'administration par région

Taux d'administration (à partir des effectifs en équivalents temps plein) par région, au 31 Décembre 2013, agents pour 1000 habitants*	Fonction publique de l'Etat (FPE), civils	Fonction publique territoriale (FPT)	Fonction publique hospitalière (FPH)	Total trois fonctions publiques, civils
Guadeloupe	36,2	34,6	15,6	86,5
Martinique	34,4	38,2	21,0	93,6
Guyane	39,0	29,2	11,6	79,8
La Réunion	32,1	34,6	10,6	77,2
DOM**	34,4	34,6	13,9	82,9
Métropole	39,7	25,6	16,3	71,6
Corse	31	33,6	14,1	78,7
Limousin	37,5	28,7	26,9	83,1
France (INSEE)	29,8	25,9	16,2	71,9

Source : PLF 2016, « Jaune budgétaire » : Rapport sur l'état de la fonction publique et des rémunérations, Oct. 2015, p. 28.

* Champ : emplois principaux, agents civils, situés en métropole et dans les quatre DOM « historiques », hors COM et étranger. FPE : ministères + EPA. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

* Hors Mayotte (données non disponibles en ETP pour le FPT et la FPH). Pour la FPE, taux d'administration civil estimé à 34,6 agents pour 1000 habitants fin 2013.

Tableaux n°14g : Fonds européens dans les régions ultra-périphériques (RUP)

• **Evolution prévisionnelle entre les deux dernières programmations**

Fonds structurels (FEDER, FSE, FEOGA)* dévolus aux RUP, 2007-2020, en M. € courants	2007-2013	2014-2020	Evolution 2007-2013 / 2014-2020, en %
Guadeloupe	871	1 006,1	+ 15,5
Guyane	482,9	600,4	+ 24,3
Martinique	619,4	790,3	+ 27,6
Mayotte	0 (22,9) **	283,6	Non significatif
La Réunion	1 860,7	2 090,6	+ 12,4
Total RUP	3 834	4 771*** 4 805,7****	+ 25,3****
Total France	19 084,5	26 736	+ 40,1
Ratio RUP / France	20,1 %	18 %	-1,9 pt#

Source : SGAE : chiffres au 12 décembre 2013 pour les données 2007-2013 ; CGET : chiffres de Novembre 2014 pour les données 2014-2020.

* Hors crédits de coopération régionale (168,4 M. € sur un total de 3 021,2 M. € pour la France : programmes transfrontaliers, transnationaux et interrégionaux de coopération territoriale européenne), soit 5,6 % du total.

** Crédits du Fonds européen de développement (FED : consacré aux pays ACP... et aux PTOM).

*** Hors Fonds Européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), encore en cours d'arbitrage pour la répartition territoriale des fonds. Hors répartition de crédits supplémentaires prélevés sur l'enveloppe nationale.

**** Après prise en compte de 19,6 M. € de crédits FSE + IEJ prélevés dans le volet central et une dizaine de M. € de crédits Europ'Act sur fonds FEDER

Si l'on ne prend en compte que le périmètre FEDER + FSE, le total des RUP s'élève à 3,88 Mds. € pour 2014-2020, soit + 22 % par rapport à la période 2007-2013 (3,18 Mds. €), une hausse plus rapide qu'au niveau national (+ 16,6 %, soit des dépenses passant de 12,39 Mds. € à 14,45 Mds. €), les RUP représentant alors 26,9 % des dépenses prévisionnelles de ces deux fonds structurels d'investissement contre 25,7 % lors de la précédente programmation.

• **Total : répartition entre territoires des fonds (M. €)**

2014-2020	FEADER	FEAMP	FEDER	FSE	IEJ
Métropole	9 892,4	ND	5 792,9	4 782,5	188,6
Outre-Mer	861,7	ND	2 633,2	1 244,4	66,3
National	630,7	588	-	-	55,3
FRANCE	11 384,8	588	8 426,1	6 026,9	310,2

Source : SGAE : chiffres au 12 décembre 2013 pour les données 2007-2013 ; CGET : chiffres de Novembre 2014 pour les données 2014-2020. ND = données non disponibles.

• **Déclinaison des Fonds européens par régions d'outre-mer (M. €)**

RUP	FEADER	FEAMP	FEDER	FSE	IEJ	Total général
Guadeloupe *	174	ND	560,4	260,7	11	1 006,1
Guyane	112	ND	338,1	144,3	6	600,4
Martinique	130,2	ND	445,1	205,2	9,7	790,3
Mayotte	60	(3)	148,9	70,1	4,6	283,6
Réunion	385,5	ND	1 130,5	545,7	28,9	2 090,6
Total Outre-	861,7	ND	2 623	1 226	60,2	4 771

Mer						4 790,6**
------------	--	--	--	--	--	------------------

Source : CGET (Novembre 2014). ND = données non disponibles.

* Y compris COM de Saint-Martin (programme rattaché à la Guadeloupe).

** Après prise en compte de 19,6 M. € de crédits FSE + IEJ prélevés dans le volet central.

Tableau n°15a : La situation du tourisme dans les DCOM

2012-2014	Nombre de touristes 2007 (milliers)	Nombre de touristes 2012 (milliers)	Nombre de touristes 2013 (milliers)	Ratio Touristes /pop, 2012-2013*	Ratio Touristes /superficie 2012-2013	Capacité en lits (dont hôtellerie), au 1 ^{er} Janvier 2014 ^c	Distance / métropole (km)	Estimation du temps de trajet aérien au départ de Paris
Guadeloupe	423,2	472	493	1,2	274	13 135 (9 120)	6 700	8h25
St-Martin	200 (e)	242 (e)	240 (e)	6,7	4 528		6 726	8h45
St-Barth	326,5	321	333,9	36,3	15 900	6 488 (2 504)	6 500	9h30**
Martinique	626,3	642,1	646,8	1,7	569	10 873 (6 862)	6 858	8h30
Guyane	113,4	83 a	ND e : 90	0,4	1	3 982 (2 638)	7 072	8h40
La Réunion	380,5	446,5	416	0,5	177	14 723 (4 528)	9 180	11h10
Mayotte	40,7	45,8	52,4	0,2	140	958 (ND)	8 000	14h10***
Polynésie	218,2	169	164,4	0,6	52	9 154	17 100	21h25****
N-Calédonie	103,4	112,2	107,7	0,4	6	7 570 (3 135)	16 763	22h40*****
W-Futuna	ND	ND b	ND b	ND	ND	98 (68)	22 000	34h10***** *
St-P-M	24,9	17,2	11,7	1,9	71	354 (304)	4 750	13h30***** **
DCOM	2 457,1	e : 2 551	e : 2 556	0,9	21	67 335 (29 159)	-	-
Métropole	80 853	83 013	84 700	1,3	154	5 430 100 (1 254 600)	-	-

Source : INSEE (Mayotte 2013, Juillet 2014 ; Guadeloupe 2012-2013, Sept. 2014), IEDOM et IEOM, Rapports annuels, 2008 (Juin 2009), 2012 (Juin 2013) et 2013 (Juin 2014 hors Saint-Martin et Saint-Barth : Sept. 2014), hors touristes locaux ; INSEE, ISEE et ISPF pour les populations (est. au 1^{er} janvier 2013). Touristes en métropole (arrivées internationales) : Banque mondiale. Distances (principalement : Paris-chef-lieu du territoire) : site du ministère de l'Outre-mer (www.outre-mer.gouv.fr), sauf pour St-Martin, Nouvelle-Calédonie (Wikipédia) et Wallis et Futuna (IEOM). (e) : estimations (près de 2 millions de touristes, croisiéristes compris, pour l'ensemble de l'île selon IEDOM). Pour les temps de trajet, cf. ouvrage de J-C. GAY, L'Outre-mer français, un espace singulier, Ed. Belin Géographie, août 2003, p. 72. Capacité en lits : total hébergement marchand (hors résidences secondaires) : hôtellerie, campings, auberges de jeunesse, gîtes, meublés, chambres d'hôte ; cf. MINEFI, DGCIS, Memento 2014 du Tourisme, déc. 2013, p. 55 (métropole) et 67 (DCOM).

a : 2009 ;

b : données non disponibles (inférieur à 2 000 touristes par an) ;

c : 67 335 lits dans l'ensemble des DCOM, soit 1,2 % du total de la France entière pour 2,9 % des touristes.

* Estimations de la population au 1^{er} janvier 2013, cf. Tableau n°5, *supra*.

** Correspondance à St-Martin

*** Correspondance à St-Denis de La Réunion

**** Vol avec escale (4 h) à Los Angeles
 ***** Vol avec escale et changement d'appareil à Tokyo
 ***** Correspondance avec longue attente à Nouméa-Tontouta
 ***** Correspondance à Montréal

Tableau n°15b1 : Etablissements de l'hôtellerie-restauration dans les DOM

Secteur de l'hôtellerie-restauration, 2011-2012, au 31 déc.	Nombre d'établissements, 2011	Nombre d'établissements, 2012	(dont établissements d'hébergement)	Etablissements/ 1000 hab., 2012	Ratio salariés/établissements, 2012
Guadeloupe	3 893	4 081	880	10,1	1,14
Martinique	2 474	2 619	467	6,8	1,83
Guyane	926	1 034	214	4,1	1,63
La Réunion	3 419	3 626	470	4,3	1,90
DOM*	10 712	11 300	2 031	6	1,60
Métropole	300 624	317 785	69 660	5	2,95
Corse	4 384	4 579	1 257	14,2	1,18
France (INSEE)	311 336	329 145	71 691	5	2,84
DOM / FR	3,4 %	3,4 %	2,8 %	X 1,2	X0,56

Source : INSEE (Octobre 2013 ; Novembre 2014 ; Juillet 2015).

* Hors Mayotte (72 établissements d'hébergement en 2011 ; 66 en 2012 ; 59 en 2013, source : IEDOM).

Tableau n°15b2 : Salariés de l'hôtellerie-restauration dans les DCOM

Secteur de l'hôtellerie-restauration, 2008-2014, au 31 déc.	Nombre de salariés, 2008	Nombre de salariés, 2009	Nombre de salariés, 2010	Nombre de salariés, 2011	Nombre de salariés, 2012	Nombre de salariés, 2013	Nombre de salariés, 2014	Nombre de salariés/1000 habitants, 2013
Guadeloupe	4 763	4 557	4 680	4 746	4 669	4 491	ND	11,1
Martinique	5 533	4 690	5 039	5 116	4 790	4 973	ND	13
Guyane	1 179	1 321	1 586	1 619	1 689	1 693	ND	6,8
La Réunion	6 132	6 265	6 490	6 746	6 879	6 916	ND	8,2
DOM*	17 607	16 833	17 795	18 227	18 027	18 073	ND	9,6
Métropole	896 000	900 700	917 100	931 900	936 100	932 300	ND	14,6
Corse	ND	ND	5 361	5 349	5 418	ND	ND	16,8 (2012)
France (INSEE)	913 607	917 533	934 895	950 127	954 127	950 373	ND	14,4
DOM / FR	1,93 %	1,83 %	1,90 %	1,92 %	1,89 %	1,92 %	ND	X 0,67
Saint-Martin	1 128	1 261	1 304	1 254	1 296	1 324	1 369	37,1
Saint-Barthélemy	902	897	960	1 039	1 127	1 162	1 236	123,6
Polynésie Fr.	7 278	7 066	6 763	6 673	6 517	6 599	6 839	24,4
N-Calédonie	4 152	4 031	4 316	4 772	4 901	4 602	4 525	17,3

Source : INSEE (Octobre 2013 ; Novembre 2014 ; Juillet 2015). Polynésie : ISPF ; N-Calédonie : ISEE. Données non disponibles pour Mayotte. Pour Saint-Martin et Saint-Barthélemy : ACOSS.

* Hors Mayotte (données non disponibles).

Tableau n°15b3 : Nombre de croisiéristes dans les ports ultramarins

2011-2014	2011	2012	2013	2014	Evolution (%)
GPM Guadeloupe	102 281	158 288	158 356	234 304	+ 129,1
GPM Martinique	75 688	195 437	253 838	411 200	+ 443,3
GPM Guyane	136	417	102	443	+ 225,7
GPM La Réunion	40 590	27 813	16 326	17 611	-56,6
Mayotte	1 126	923	1 026	800	-28,9
DOM	219 821	382 878	429 648	664 358	+ 202,2
SPM	1 036	5 686	2 060	4 818	+ 365,1
St-Martin	14 826	4 793	5 156	2 002	-86,5
St-Barth	49 245	46 471	48 022	63 804	+ 29,6
Polynésie Fr	75 209	73 516	91 660	112 496	+ 49,6
N-Calédonie	202 201	231 476	296 282	350 357	+ 73,3
DCOM	562 338	744 820	872 828	1 197 835	+ 113

Sources : Rapport CESE, « Les ports ultramarins au carrefour des échanges mondiaux », Oct. 2015, p. 203. IEDOM pour St-Barth et SPM.

Tableau n°15c : Espaces verts et qualité des eaux de baignade dans les DOM

2006-2012	Contexte : part de la population vivant dans les grandes aires urbaines, en %, 2012	Part des zones urbanisées sur l'ensemble du territoire, en %, 2006	Part des espaces verts en zone urbanisée*, en %, 2006	Eaux douces de baignade de bonne qualité**, en %, 2012	Eaux de mer de baignade de bonne qualité**, en %, 2012
Guadeloupe	91,5	11,2	1	23,5	81,4
Guyane	50,7	0,1	4,2	12,5	7,7
Martinique	78,1	11,5	4,3	33,3	67,8
La Réunion	79,2	11,1	1,9	0	100
Mayotte	88,6	ND	ND	42	12
Métropole	77,4	5	5	56,1	76,4
Corse	61,5	1,9	7,7	41,8	73,8
PACA	87,7	6	4,8	79,8	88,1
France, périmètre INSEE	77,5 DOM : 79,1	4,4	4,9	55,3	76,1

Sources : INSEE (Septembre 2012 et Septembre 2013), sauf pour Mayotte : IEDOM, RA 2013, p. 99. Grandes aires urbaines (communes appartenant à un grand pôle urbain (10 000 emplois et plus) : DGCL, Les CL en chiffres 2014, p. 88. ND : données non disponibles.

* On entend par zones urbanisées, le bâti, les zones industrielles ou commerciales, les réseaux de communication et les espaces verts artificialisés, non agricoles.

** En France, la surveillance sanitaire des eaux de baignade est réalisée par les DDASS suivant les décrets n°81-324 et 91-980 pris en application de la directive CEE/76/160. Les analyses courantes des échantillons portent sur les paramètres microbiologiques et physico-chimiques. Une description visuelle de différents paramètres physico-chimiques (résidus goudronneux, matières flottantes, odeurs) est effectuée. En fonction des résultats des analyses, les points de surveillance sont classés en quatre catégories : A (bonne qualité), B (qualité moyenne), C (pollutions momentanées) ou D (mauvaise qualité). L'indicateur est le pourcentage de points de surveillance A.

Tableau n°15d : Environnement et protection des espaces naturels dans les DOM

2012-2013	Réserves naturelles nationales : [nombre] et superficie en hectares 2012	Espaces protégés par des arrêtés de biotope* : [nombre] et superficie en hectares 2012	Part de la population couverte par un Agenda 21 local** : Agenda 21 engagé (%) 2013	Part de la population couverte par un Agenda 21 local** : Agenda 21 reconnu par le ministère de l'Environnement
-----------	--	--	---	---

				(%) 2013
Guadeloupe	[2] 1 076	[5] 944	17,4	0,4
Guyane	[6] 298 441	[2] 27 992	0	0
Martinique	[2] 390	[19] 359	4,1	0
La Réunion	[2] 3 962	[3] 1 474	19,7	2,7
Mayotte	[1] 143	[2] 74	ND	ND
Métropole	[154] 255 989	[726] 151 745	47,3	27,3
Corse	[6] 83 763	[25] 25 487	29,7	0
DOM	[13] 304 012	[31] 30 843	13,4	1,3
France, périmètre INSEE	[167] 559 999	[757] 182 587	46,4	26,6
DOM / FR	[7,8 %] 54,3 %	[4,1 %] 16,9 %	0,29	0,05

Sources : INSEE (Septembre 2013 pour les espaces naturels et Janvier 2014 pour les Agenda 21). 1 ha : 0,01 km².

* L'arrêté de protection de biotope (APB) a pour objectif la préservation des milieux naturels nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie des espèces animales ou végétales protégées par la loi. Pris par le Préfet de département, cet arrêté établit, de manière adaptée à chaque situation, les mesures d'interdiction ou de réglementation des activités pouvant porter atteinte au milieu.

** Les Agendas 21 font suite au sommet de Rio de 1992. Ils ont été réaffirmés lors des Grenelles de l'Environnement et sont encouragés par le ministère chargé de l'Environnement. L'objectif est de mettre en œuvre progressivement et de manière pérenne le développement durable à l'échelle d'un territoire. Il est porté par la collectivité et mené en concertation avec tous ses acteurs : élus et personnels, habitants, associations, entreprises, structures déconcentrées de l'État, réseaux de l'éducation et de la recherche...Un agenda 21 local est porté par des communes ou leurs groupements, des pays ou des PNR, plus proches du citoyen. On exclut ici les agendas 21 portés par des départements ou des régions.

Tableau n°15e : Trafic portuaire dans les DCOM

Trafic de marchandises*, 2002-2014, en milliers de tonnes brutes	2002 (rappel)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2007-2014 (%)
Guadeloupe	2 875,1	3 436	3 582	3 010,7	3 156,2	3 406,2	3 858,9	3 623,5	3 316,1	-3,5
St-Martin	275	206,4	164,2	141,1	174	186,5	219,3	221,3	196,5	-4,8
Martinique	2 791	2 927,5	3 090,2	3 019,8	3 209,1	2 814,7	3 108,4	2 879	3 567,3	+ 21,8
Guyane	689,1	618,4	594,8	617,2	606,8	643	656,9	657,9	629,2	+ 1,7
La Réunion	3 194,7	4 212,1	4 288	3 911,6	4 233,4	4 145,6	4 098,9	4 016,9	4 291,8	+ 1,9
Mayotte	391,5	459	457,9	647,2	724,3	713	716,9	725	763,8	+ 66,3
Polynésie	989,9	1 096,7	1 049	921,8	961,8	934,2	861,8	901,5	968,4	-11,7
N-Calédonie	4 686	6 131	5 083	5 286	7 070	7 043	7 383	7 513	8 673	+ 41,5
St-P-M	47 (e)	ND	ND	ND	ND	47 (e)	ND	ND	ND	ND
Métropole (millions de T)	339,4	376,9	378,8	341,4	344,1	345,5	328,1	329,4 333#	333,8#	-11,4

FR, périmètre INSEE (MT)	365,1	388,3	390,4	352	355,3	357,2	340,5	344,9	346,4	-10,8
France entière (MT)	355,3	396	397,1	359	364,2	365,4	349	353,2	356,2	-10
5 DOM	9 941,4 9 549,9 ***	11 653 11 194 ***	12 012,9 11 555 ***	11 206,5 10 559,3 ***	11 929,8 11 205,5 ***	11 722,5 11 009,5 ***	12 440 11 723,1 ***	11 902,3 11 177,3 ***	12 568,2 11 804,4 ***	+ 7,8 + 5,4 ***
3 COM	5 950,9	7 434,1	6 296,2	6 348,9	8 205,8	8 163,7	8 464,1	8 635,8	9 837,9	+ 32,3
8 DCOM	15 892,3	19 087,1	18 309,1	17 555,4	20 135,6	19 886,2	20 904,1	20 538,1	22 406,1	+ 17,4
DOM / FR (INSEE)	2,7 %	2,9 %	3 %	3 %	3,2 %	3,3 %	3,6 %	3,4 %	3,6 %	+ 0,7 pt
DCOM ** / FR entière	4,5 %	4,8 %	4,6 %	4,9 %	5,5 %	5,4 %	6 %	5,9 % 5,8 % #	6,3 %	+ 1,5 pt

Sources :

1) DCOM : Rapports annuels IEDOM et IEOM. 2014 (Juin 2015) et Rapport CESE, « Les ports ultra-marins au carrefour des échanges mondiaux », Octobre 2015, p. 202 ; site du ministère de l'Environnement (www.developpement-durable.gouv.fr : données sur Saint-Pierre-et-Miquelon portant sur 2007 et 2011).
2) Métropole : Ministère de l'Environnement : pour 2002-2013 : Statistiques téléchargeables (séries longues), issues des comptes 2014 des Transports ; pour 2014 : Comptes 2014 des transports, Août 2015, p. 111. ND : données non disponibles ; e : estimations.

Champ à partir de 2013 : 7 grands ports + 32 autres ports métropolitains (avant 2013 : 7 grands ports + 14 ports métropolitains).

* Marchandises embarquées ou débarquées, incluant le transbordement ; fret international (donc hors trafic intérieur).

** Hors Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis et Futuna (1 % de la population des Outre-mer en 2013 ; 0,042 % de la population française).

*** DOM hors Mayotte (périmètre INSEE de la France jusqu'en 2010 ; y compris Saint-Martin jusqu'en 2007).

Tableau n°15f : Trafic aérien de passagers dans les aéroports des DCOM

Trafic passagers vols commerciaux*, 2002-2013, milliers	2002	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (DGAC)	Evol. 2002-2013, %	Evol. 2008-2013, %	Evol. pop., 2002-2013, %
Guadeloupe	1 805,4	2 020,1	1 839,8	1 948,8	2 050,5	1 994,6	2 033,8 (2 033,7)	+ 12,7	+ 0,7	+ 3,2
St-Martin	107,4	188,2	192,9	205	211,6	201,2	199,7 (207,6)	+ 85,9	+ 6,1	+ 24,8
St-Barth	161,6	164,3	145,3	141,1	151,6	152,8	162,6 (161,4)	+ 0,6	-1	+ 27

Martinique	1 518,2	1 673,6	1 608,6	1 671,5	1 727,4	1 639,7	1 685,1 (1 689,8)	+ 11	+ 0,7	-0,7
Guyane	374,5	385,1	400,6	423,7	435,4	428,9	437 (467,6)	+ 16,7	+ 13,5	+ 41,6
La Réunion	1 516,7	1 781,8	1 876,6	2 090,1	2 246,6	2 164	2 084 (2 083,1)	+ 37,4	+ 17	+ 13,6
Mayotte	149,5	263,3	270,8	304,8	317,5	305,2	325,7 (325,8)	+ 118	+ 23,7	+ 36,8
Polynésie	1 396	1 379,8	1 223,3	1 178,7	1 167,2	1 152,2	1 146,9 (2 247,4)	-17,8	-16,9	+ 11,5
N-Calédonie	627,3	806,9	830,3	845,6	835	871,3	866,2 (1 276,4)	+ 38,1	+ 7,3	+ 19,8
W-Futuna	34,8	39,7	41	41,8	43	43,5	45,8 (56,3)	+ 31,6	+ 15,4	-17,6
St-P-M	31,5	29,9	39,6	45,6	34,5	35,5	34,4 (34,3)	+ 9,2	+ 15	-3,2
Métropole	121 042	147 538	141 436	143 077	152 626	157 515	161 305	+ 33,3	+ 9,3	+ 6,7
FR entière	130 359	157 829	151 453	153 487	163 345	168 046	171 911	+ 31,9	+ 8,9	+ 6,9
11 DCOM (5 DOM**)	9 316,8 (5 364,3)	10 290,7 (6 123,9)	10 017,2 (5 996,4)	10 410 (6 438,9)	10 718,9 (6 777,4)	10 530,8 (6 532,4)	10 606,2 (6 565,6)	+ 13,8 (+22,4)	+ 3,1 (+7,2)	+13,3 (+ 13)
DCOM / FR	7,1 %	6,5 %	6,6 %	6,8 %	6,6 %	6,3 %	6,2 %	-0,9 pt	-0,3 pt	+0,2pt

Sources : Rapports annuels, IEDOM-IEOM, sauf pour la Martinique (cf. site de l'aéroport : www.martinique.aeroport.fr) et Saint-Martin (Grand Case) pour l'année 2013 : cf. CCISM, Bulletin d'info n°4/2014. Pour les données métropolitaines : cf. DGAC, Bulletins statistiques, 2002 et 2008-2013. Compte tenu des doubles comptes et de la non prise en compte par l'IEDOM-IEOM de certains aérodromes secondaires, le total des lignes DOM et COM (IEDOM-IEOM) ne correspond pas toujours au total « Outre-mer » (ligne « 11 DCOM ») issu des bulletins statistiques de la DGAC.

* Trafic international + trafic intérieur. Y compris transit. ** Source : IEDOM.

Tableau n°15g: Trafic aéroportuaire comparé Outre-mer / métropole

Trafic pass. vols commerciaux*, 1992-2013, milliers	1986	1992	1998	2002	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
a : Flux Métropole=>O-mer	980	2 182	3 381	3 364	3 379	3 314	3 500	3 730	3 680	3 842	3 820
b : Trafic total FR	62 372	90 223	116 969	129 506	156 546	150 253	152 237	162 205	166 742	170 938	174 528

a/b, en %	1,6	2,4	2,9	2,6	2,2	2,2	2,3	2,3	2,2	2,3	2,2	
c : Flux DCO M => FR**	3 090	4 809	7 077	7 182	7 739	7 631	7 837	8 049	7 901	8 068	8 059	
d : Trafic total DCO M	4 386	6 284	8 789	8 927	9 823	9 548	9 936	10 264	10 063	10 16 7	10 259	
c/d, en %	70,4	76,5	80,5	80,4	78,8	79,9	78,9	78,4	78,5	79,2	78,6	

Source : DGAC, Synthèse Trafic aéroportuaire 1986-2012, Juin 2013 ; CGEDD, Les comptes des transports en 2014 (Juill. 2015, p. 131).

* Passagers commerciaux locaux, hors transit. **Métropole/Outre-mer et intra-outre-mer (au sein d'un même DCOM ou entre DOM et COM différents).

Tableau n° 16 : Production brute d'électricité renouvelable

• Production brute d'électricité renouvelable dans les DOM

2006- 2014, en GWh	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2008- 2014 (%)
Hydrau lique renouv elable	1 147	1 192	1 181	906	1 033	895	1 049	1 078	940	-20,4
Eolien	40	55	66	71	56	53	70	72	71	+ 7,6
Solaire photov oltaïqu e	15	21	29	38	111	256	411	458	468	X 15,1
Géothe rmie électriq ue	87	105	99	55	17	62	57	90	83	-16,2
Biomasse solide (dont bagasse)	134	334	337	362	160	402	374	344	344	+ 2,1
Biogaz	ND	ND	ND	ND	ND	0	5	5	5	ND
TOTAL	1 445	1 731	1 734	1 460	1 404	1 679	1 982	2 060	1 924	+ 11

Source : MEEDDAT-CGDD, SOeS, d'après les sources par filière, Novembre 2015. ND = données non disponibles.

• Production brute d'électricité renouvelable en France : part des DOM

2006-2014, en GWh	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2008-2014
DOM	619	984	1442	1114	1445	1731	1734	1460	1404	1679	1982	2060	1924	+11%
France*	56187	76295	70772	57418	63786	67640	75559	71117	79592	66076	85019	98431	91830	+21,5%
DOM / FR (en %)	<i>1,10</i>	<i>1,29</i>	<i>2,04</i>	<i>1,94</i>	<i>2,26</i>	<i>2,56</i>	<i>2,29</i>	<i>2,05</i>	<i>1,76</i>	<i>2,54</i>	<i>2,33</i>	<i>2,09</i>	<i>2,09</i>	<i>-0,2 pt</i>

Source : MEEDDAT-CGDD, SOeS, d'après les sources par filière, Novembre 2015. ND = données non disponibles.

* Y compris Energie marémotrice (0 dans les DOM) et Déchets renouvelables (données non disponibles dans les DOM).

Tableau n° 16a : Part des énergies renouvelables (ENR) dans les capacités de production ultramarines, émissions de CO2 dans les DOM et consommation de carburant

2011-2012	Part des ENR dans les capacités de production (puissance installée, en %), 2012 (métropole : 13 %)*	Emissions de CO2 issues de la production électrique (GCO2/KWH), 2011 (métropole : 90 ; UE 27 : 339)	Consommation de carburants (TEP par habitants), 2012-2013 (métropole : 0,770)
Guyane	53,3	360	0,576 (2009)
La Réunion	45,8	747	0,726
Guadeloupe	26,2	804	0,983

Nouvelle-Calédonie	24	ND	ND
Polynésie Française	19,4	ND	ND
Mayotte	15,5	684	0,175
Martinique	13,4	667	0,956
Wallis et Futuna	2,9	ND	ND
Saint-Martin	2,7	ND	ND
Saint-Pierre et Miquelon	1,8	ND	ND
Saint-Barthélemy	0,1	ND	ND

Source : (1) : ENR : Assemblée nationale, Commission des Affaires Economiques, Avis n°1395 (S. LETCHIMY), PLF 2014, 10 octobre 2013, p. 20. (2) CO2 : Assemblée nationale, Commission des Affaires Economiques, Rapport d'information n°225 (Ericka BAREIGTS) sur l'adaptation du droit de l'énergie aux Outre-mer, 17 Septembre 2014, p. 10 et 17.

* Les marges de progrès existent pour augmenter la proportion d'énergies renouvelables (ENR) dans les DCOM, alors que la loi « Grenelle 1 » a prévu (cf. art. 56 de la loi n°2009-967 du 3 août 2009) un taux de 50 % dans les DOM à l'horizon 2020 (30 % à Mayotte ; 22 % dans l'hexagone). Les ENR en général et les énergies marines en particulier peuvent dès lors concourir à la réussite de cet objectif.

Tableau n°16b : Transport domicile / travail

Mode de transport pour se rendre au travail, 1999-2012	Contexte : km de voirie départementale /1 000 hab., 2012	Part des déplacements domicile e-travail en voiture, (en %), 1999	Part des déplacements domicile e-travail en voiture, (en %), 2011	Part des déplacements domicile e-travail en transports en commun, (en %), 1999	Part des déplacements domicile e-travail en transports en commun, (en %), 2010	Part des déplacements domicile e-travail en transports en commun, (en %), 2011	Ménages disposant d'au moins une voiture, 2011	Tx. équipement des ménages en automobile, 2008 (en %)	Tx. équipement des ménages en automobile, 2011 (en %)
Guadeloupe	1,4	70,3	81,3	12,2	7	6,6	112 139	65,8	67,4
Guyane	1,9	66,8	69,2	4,8	3	3	38 681	57,8	57,2
Martinique	1,6	72,1	81,2	14,4	9,1	8,9	116 727	71,1	71,7
La Réunion	0,9	71,8	77,7	5,3	5,1	5,1	207 769	69,8	70
Mayotte	0,7	ND	ND	0	0	0#	e : 26 000	23 **	26,9**
Métropole	6	70,6	69,6	11,4	14,7	14,8	22 138 651	80,7	81
France, périmètre INSEE*	5,8	70,6	69,8	11,4	14,5	14,6	22 613 967	80,4	80,6
N-Calédonie	ND	ND	ND	ND	ND	ND	55 944 (2009)	77***	78***
Polynésie Fr.	ND	ND	63****	ND	ND	ND	ND	76,2**	77,1**
W & Futuna	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	58,9	65,7

Sources : INSEE (Juin 2010, Septembre 2013 et Septembre 2014 pour les données de 2011 ; Réunion et métropole : INSEE-Réunion, Décembre 2014). ND :

données non disponibles. # Hors Service maritime de barge, assuré par le Conseil général. En 2013, le STM recense plus de 4,4 millions de passagers (+15,2 % par rapport à 2012), plus de 304 000 deux roues et près de 275 000 véhicules. De ce fait, la liaison Dzaoudzi-Mamoudzou est la ligne maritime régulière la plus fréquentée de France. Voirie : DGCL (Juin 2015, p. 93).

* Hors Mayotte, intégré dans les statistiques nationales par l'INSEE en 2012-2013.

** RGP de 2007 et Enquête Budget de Famille de 2011 (INSEE, Décembre 2014).

*** RGP de 2009 et de 2014.

****RGP de 2012.

Tableau n°16c : Densité urbaine, Risques industriels et naturels dans les DOM

2012-2013	Contexte : part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants, % , 2012	Installations soumises à autorisation ICPE*, 2012	Nombre d'établisse- ments classés SEVESO** (et nombre pour 1000 km ²), 2012	Nombre de PPRT*** (taux d'approbatio- n), 2012	Proportion de communes classées selon le risque naturel majeur (en %) : inondations / mouvements de terrain / séisme, 2013	Arrêtés de catastrophe naturelle : nombre (et %) de communes touchées au moins une fois en vingt ans (1992- 2012) par un séisme
Guadeloupe	77,1	134	4 (2,4)	1 (100 %)	68,8 / 100 / 100	32 (100 %)
Guyane	76	7	18 (2,1)	4 (0 %)	31,8 / 13,6 / 0	0 (0 %)
Martinique	76,7	93	8 (7,2)	2 (50 %)	100 / 100 / 100	15 (44,1 %)
La Réunion	94,7	308	8 (3,2)	2 (50 %)	100 / 100 / 100	0 (0 %)
Mayotte	65,7	16	ND	ND	100 / 100 / 100	11 (64,7 %)
Métropole	48,2	41 766	1 062 (1,9)	399 (42,9 %)	50,7 / 38,7 / 58,4	493 (1,3 %)
Corse	37,9	125	8 (0,9)	6 (0 %)	80 / 3,3 / 0	0 (0 %)
France, périmètre INSEE	49,3 5 DOM : 82,8	42 324	1 100 (2) Hors Mayotte	408 (42,6 %) Hors Mayotte	50,8 / 38,9 / 58,4	551 (1,5 %)

Source : INSEE (Septembre 2013 pour les risques naturels ; Janvier-Mars 2014 pour les risques industriels), Densité urbaine : DGCL (2015).

* Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : 558 dans les DOM, soit 1,3 % du total français (métropole + DOM) pour 3,2 % de la population. Toute exploitation industrielle susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée. Parmi les installations classées, on distingue : (i) les installations soumises à déclaration : pour les activités les moins polluantes et les moins dangereuses. Une simple déclaration en préfecture est nécessaire ; (ii) les installations soumises à autorisation : pour les installations présentant les risques ou pollutions les plus importants. L'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, démontrant l'acceptabilité du risque. Le préfet peut autoriser ou refuser le fonctionnement ;

** La Directive européenne dite "Seveso" concerne les établissements industriels à risques majeurs. La directive dite "SEVESO 2", entrée en vigueur en février 1999, renforce le dispositif de prévention des accidents majeurs prévue par la Directive "Seveso I". Le champ d'application est révisé : absence de distinction entre l'activité de stockage et l'utilisation de substances dangereuses, extension aux installations manipulant et stockant des explosifs. Les établissements "Seveso" font partie des ICPE, soumises à autorisation. On comptabilise 38 établissements Seveso dans les 4 DOM historiques (3,4 % du total national pour 2,9 % de la population) ; près de la moitié d'entre elles se situent en Guyane (site du CSG).

*** Plans de Prévention des Risques Technologiques

Tableau n°16d : Gestion des déchets ménagers dans les DOM

2005-2014	Quantités totales	Taux de valorisatio	Taux de valorisatio	Taux de déchets	Taux de déchets	Performan ce de tri	Performan ce de tri
-----------	----------------------	------------------------	------------------------	--------------------	--------------------	------------------------	------------------------

	traitées, en t par hab., 2008	n des déchets, (%) 2005	n des déchets, (%) 2011	ménagers mis en décharge, (%) 2005	ménagers mis en décharge, (%) 2011	des emballages ménagers, en kg/hab., 2014	du verre, en kg/hab., 2013
Guadeloupe	0,14	2	5	87	94	9	6,3
Guyane	0,15	17	7	84	93	10	7
Martinique	0,42	0	11	0	43	13	6
La Réunion	0,42	18	43	75	56	21,9	12
Mayotte	ND	e : 0	e : 1,5	ND	ND	0,9	ND
Métropole	0,40	31	40	29	23	46,2	30,8
Corse	0,53	3	16	64	81	ND	21,8
France, périmètre INSEE** hors Mayotte	0,39	31	40**	30	25	45,9(**)	30,5

Source : INSEE (Juillet 2012 : quantités traitées ; Janvier 2014 : valorisation des déchets ménagers). Mayotte : IEDOM, RA 2013, p. 105. Statistiques sur le Tri : Eco-Emballage.

* Le traitement des déchets comprend le recyclage et le réemploi (valorisation matière), ainsi que le compostage, la méthanisation et l'épandage (valorisation organique). Les autres modes de traitement sont l'incinération avec ou sans valorisation énergétique et la mise en décharge.

** Polynésie française : 6 %. (**) Saint-Pierre-et-Miquelon : 18,2 kg.

Tableau n°16 e : Evolution de la puissance du parc éolien et photovoltaïque dans les DOM

• Eolien

Eolien, puissance du parc en MW, au 31 Décembre	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (30 Juin)	Evolution, 2010-2014, en %
Guadeloupe	ND	ND	27	26	26	26	25	23	-14,8
Guyane	ND	ND	0	0	0	1	1	1	+ 100
Martinique	ND	ND	1	1	1	0	0	0	-100
La Réunion	ND	ND	15	15	15	15	16	15	0
Mayotte	ND	ND	ND	ND	ND	ND	0	0	0
DOM	35	36	43	42	42	42	42	39	-9,3
Métropole**	3 503	4 538	5 686	6 714	7 520	8 120	9 100	9 722	+ 71
France*	3 538	4 574	5 729	6 756	7 562	8 163	9 143	9 761	+ 70,4
DOM / FR	1 %	0,8 %	0,8 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	-0,4 pt

Sources : CGDD, *Chiffres et statistiques* n°101 (Févr. 2010), n°196 (Févr. 2011), n°293 (Févr. 2012), n°396 (Févr. 2013), n°498 (Févr. 2014), n°611 (Févr. 2015), n°668 (Août 2015). ND = données non disponibles.

• Photovoltaïque (en stock)

Solaire photovoltaïque, puissance du parc en MW	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (30 Juin)	Evolution, 2010-2014, en %
Guadeloupe	ND	ND	20	54	64	66	67	67	+ 235
Guyane	ND	ND	21	33	34	62	60	60	+ 185,7
Martinique	ND	ND	26	48	60	34	34	39	+ 50
La Réunion	ND	ND	84	129	153	156	167	171	+ 103,6
Mayotte	ND	ND	ND	ND	ND	ND	13	13	NS
DOM	21	67	151	263	311	317	341	350	+ 131,8
Métropole**	62	201	873	2 539	3 692	4 355	5 291	5 696	+ 552,5
France*	83	268	1 025	2 802	4 003	4 673	5 631	6 046	+ 489,8
DOM / FR	25,3 %	25 %	14,7 %	9,4 %	7,8 %	6,8 %	6,1 %	5,8 %	-19,2 pts

Sources : CGDD, *Chiffres et statistiques* n°101 (Févr. 2010), n°196 (Févr. 2011), n°293 (Févr. 2012), n°396 (Févr. 2013), n°498 (Févr. 2014), n°611 (Févr. 2015), n°668 (Août 2015). ND = données non disponibles.

• Photovoltaïque (en flux)

Solaire photovoltaïque, nouvelle puissance raccordée, en MW durant l'année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (1 ^{er} Janv - 30 Juin)
Guadeloupe	ND	8	34	10	2	1	0
Guyane	ND	20	12	1	2	1	0
Martinique	ND	12	22	12	0	0	5
La Réunion	ND	44	14	24	3	11	4
Mayotte	ND	ND	ND	ND	ND	0	0
DOM	47	84	112	47	7	13	9
Métropole*	138	635	1 522	1 032	606	914	373
France**	185	719	1 634	1 079	613	927	382
DOM / FR	25,4 %	11,7 %	6,8 %	4,4 %	1,1 %	1,4 %	2,4 %

Sources : CGDD, *Chiffres et statistiques* n°101 (Févr. 2010), n°196 (Févr. 2011), n°293 (Févr. 2012), n°396 (Févr. 2013), n°498 (Févr. 2014), n°611 (Févr. 2015), n°668 (Août 2015). ND = données non disponibles.

Tableau n°17a : Principales caractéristiques du logement

2011-	Rappel	Nombre	Part des	Part des	Part de	Part des	Taille	Part des	Part des
-------	--------	--------	----------	----------	---------	----------	--------	----------	----------

2013	Densité (hab./km ²), 2013	de logements, 2011-2012# (RGP)	résidences principales (%), 2011-2012#	logements vacants (%), 2011-2012#	l'habitat individuel (maisons), en %, 2011-2012	ménages propriétaires de leur résidence principale (%), 2011-2012#	des ménages (n. moyen d'occupants par résidence principale), 2011-2012	ménages ayant emménagé depuis 30 ans ou plus, (%) 2011	résidences principales construites avant 1946 (%), 2011
Guadeloupe	249	213 013#	78,7#	14,3#	75	59,9#	2,4	16,3	3
St-Martin	742	16 932	79,1	11,3	32	25,9	e : 2,7	5,9	1,8
St-Barthélemy	448	4 693	78,4	7,5	74,2	42,9	e : 2,4	11,3	4,8
Martinique	343	201 248#	81,2#	14,2#	63,9	54,7#	2,4	18,9	4,9
Guyane	3	75 965 #	89,7#	8,2#	66,2	44,8#	3,5	5,3	2,1
La Réunion	334	335 463#	90,1#	7,9#	69,3	51,9#	2,8	13,5	1,7
Mayotte	573	60 076 #	85,9#	12#	90,3	57#	4,1	ND	ND
Polynésie Fr.	83	88 368 #	82,3#	10	84,5	71,2#	3,6	ND	ND
N-Calédonie	14	97 000 α	87,6α	5,6	67α	62,1	3,1α	ND	ND
Wallis & Futuna	86	3 100 (2008)	e : 100	14,3	e : 98	87,3	4,1	ND	ND
St-P-Miquelon	25	3 242	80,5	5	83,6	76,4	e : 2,3	24,8	14,8
<i>Métropole</i>	115	33 212 137#	83#	7,5#	55,9	57,8#	2,3	17,7	27,4
<i>France, périmètre INSEE*</i>	111	34 097 90034 037 824*	83,1 83,1#	7,6 7,6#	56,3 56,2*	57,7 57,7#	2,3	17,6*	26,9*
<i>France entière</i>	98	34 295 932	e : 83,3	e : 7,4	e : 56,5	e : 57,7	e : 2,3	e : 17,5	e : 26,6
5 DOM	21	885 763# 825 687*#	e : 86,1	e : 10,6	e : 71,2	e : 53,8	e : 2,9	12,7*	2,1*
6 COM	26	198 032	e : 81	e : 7,9	e : 73,2	e : 64,1	e : 3,2	ND	ND
11 DCOM*	22	1 083 795	e : 85	e : 10	e : 71,6	e : 56,1	e : 3	ND	ND

DOM / FR (INSEE)	-	2,6 %#	-	-	-	-	-	-	-
DCOM / FR entière	-	3,2 %	-	-	-	-	-	-	-

Sources : ITSTAT (Polynésie Française.), ISEE (Nouvelle-Calédonie), INSEE (autres territoires et métropole). Cf. également Notes économiques de l'IEDOM (NE 62, Novembre 2009 sur Saint-Pierre et Miquelon) ; NE 66, Février 2010 sur Mayotte ; NE 75, avril 2010 sur l'ensemble des DCOM) et de l'IEOM (NE 20, Mai 2010 sur Wallis et Futuna ; NE 83, Juin 2013 sur la Nouvelle-Calédonie). Et rapports annuels IEDOM-IEOM. Recensements : 2008 à Wallis et Futuna, 2009 et 2014^a en Nouvelle-Calédonie, 2012 à Mayotte et en Polynésie française, 2011 pour les autres territoires (sauf RGP 2012 # : INSEE, Oct. 2015).ND : données non disponibles ; e : estimation.

* Hors Mayotte.

** Hors TAAF en ce qui concerne la superficie.

Tableau n°17b : Le confort du logement

	Part des résid. principales en situation de suroccupation* (%), 1999	Part des résid. principales en situation de suroccupation* (%), 2011	Résid. principales : électricité dans le logt (%), 2011	Résid. principales : baignoire ou douche et WC à l'intérieur (%), 2011	Résidences principales : eau chaude dans le logt (%), 2011	Part des logts sans raccordement au réseau de collecte ni assainissement autonome (%), 2008	Proportion des logts raccordés à une station d'épuration (tout à l'égout), en %, 2008-2011	Habitatons de fortune, (%), 2011	Eval. du nombre de logts insalubres, mi-2013
Guadeloupe	20,1	12,3 2,2**	98,2	97,6	63,4	21,3	38,8	0,8	15 000
St-Martin	ND	ND 10,5**	99,2	96,3	38	ND	62,2	0,6	e : 1 000
St-Barthélemy	ND	ND 8,5**	99,8	99,1	97,2	ND	0,6	0,3	ND
Martinique	19,2	13,3 2,9**	98,6	98,6	62,3	ND	45,1	0,8	8 000
Guyane	36	36,7 7,3**	87,3	78,4	42,7	30	40,4	4,3	12 000
La Réunion	22,5	16,3 4,6**	99,4	97,8	86,5	1,5	45,5	0,7	16 200
Mayotte	e : 50	e : 45 17,7**	93,6	39,9	14,4	59,6	18,5	32,2	20 000
Polynésie Fr.	ND	e : 25 8,1**	95,7	e : 93***	69,6	e : 3	17,5	e : 1,9	4 000
N-Calédonie	ND	e : 25 8,2**	94,4	e : 86****	ND	ND	e : 30	1 (2014)	4 000
Wallis & Futuna	ND	ND 10**	98,4	75,2	13,1	ND	ND	e : 2,9	ND
St-P-Miquelon	ND	ND 0,5**	e : 100	98,7	100	ND	e : 99	e : 0,3	ND
Métropol	11	9,7	e : 99,5	e :	e : 99,9	1,8	82,4	e : 0,5	500

<i>e</i>		5,7**		99***** *			(2008)		000
FR, périmètre e INSEE	11,3	9,8 5,7**	e : 99,3	e : 98,5	e : 99,5	2	81,3 (2008)	e : 0,6 (DOM : 4,3)	572 200 O- Mer : 12,6 %

Sources : INSEE (Octobre 2014 pour les données 2011 des logements sur-occupés), ISPF, ISEE. Données sur l'assainissement : cf. Ministère de l'Environnement, CGDD, Chiffres et statistiques n°2010 (avril 2011) : « Le service d'assainissement en France. Principales données 2008 ». Evaluation du nombre de logements insalubres dans les DOM : cf. Assemblée nationale, Commission des Finances, Avis n° 2260 (PLF 2015), Budget Outre-mer (P. OLLIER), Octobre 2014, p. 42. ND : données non disponibles ; e : estimation.

* Selon l'INSEE, un logement est sur-occupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à la norme d'« occupation normale », fondée sur : (i) une pièce de séjour pour le ménage, (ii) une pièce pour chaque personne de référence d'une famille, (iii) une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans ou plus, et pour les célibataires de moins de 19 ans : (a) une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans, (b) sinon, une pièce par enfant. Par construction, les logements d'une pièce sont considérés comme sur-occupés.

** Logements d'une pièce (recensements de la population : 2008 pour Wallis et Futuna, 2009 pour la Nouvelle-Calédonie, 2011 pour la métropole, les DOM et les COM de l'Atlantique, 2012 pour Mayotte et la Polynésie française).

*** WC : 41,4 % ; Baignoire ou douche : 38,3 % (INSEE, RGP 2012).

**** WC : 93,6 % ; Baignoire ou douche : 92,8 % (ITSTAT, RGP 2012).

***** WC : 85,9 % ; Baignoire ou douche : 86,3 % (ISEE, RGP 2009).

***** Baignoire ou douche.

Tableau n°17c : 1- Caractéristiques du logement social

2008-2015	Parc HLM (logements locatifs sociaux), nombre de logements au 1 ^{er} janvier 2015# [âge moyen du parc, en années, 2012]	Evolution, 2014-2015 (%)	Proportion de logements sociaux de type collectif (%), 2012	Nombre de logts socx pour 10 000 hab, 2008	Nombre de logts sociaux pour 10 000 hab, 2014	Allocation de logement social (ALS), allocations pour 1000 ménages, 2013	Tx de vacance, au 1 ^{er} janvier 2015 (tx de vacance structurelle) en %	Tx de mobilité (%), 2014	Dépenses du PNRU, au 31 mai 2014 (dont subventions ANRU), en M. €
Guadeloupe	33 500 [17]	+ 3,8	78,4	748	798	102	4,8 (3,3)	9,4	717 (176)
St-Martin	1 656	+ 5,5	ND	ND	460	e : 88	ND	ND	0
St-Barthélemy	0	-	-	0	0	e : 4,6	0	0	0
Martinique	30 100 [22]	+ 1,6	99,6	663	776	101	3,7 (2,2)	5,7	167 (62)
Guyane	15 500 [20]	+ 6,9	82,9	495	581	61	7,4 (3,7)	10,6	256 (69)
La Réunion	65 000 [19]	+ 5	83,1	649	732	153	1,7 (0,5)	9,4	420 (77)
Mayotte	1 700 (SIM)# e : 18 000	+ 6,6#	e : 15	ND	e : 76# e : 800	e : 0,2	e : 2,9	ND	39 (13)
Polynésie Fr.	2 841# e : 14	+ 1,4#	e : 10	93#	104# e : 515	0	ND	ND	0

	000									
N-Calédonie	13 817	+ 9	ND	392	512	0	ND	ND	0	
W & Futuna	e : 120	ND	ND	ND	e : 98	0	ND	ND	0	
St-P-Miquelon	53	+ 43,2	ND	ND	88	0	ND	ND	0	
Métropole	4 616 400 [36]	+ 1,5	84,4	701	711	86	3,1 (1,6)	9,6	45 017 (11 228)	
FR, périmètre INSEE	e : 4 780 000 4 760 500*	+ 1,6*	84,4*	e : 698*	713*	e : 87,5	3,1* (1,6)	9,5*	46 616 (11 625)	
France entière	e : 4 810 000	ND	e : 84	ND	e : 707	87	ND	ND	46 616 (11 625)	
5 DOM	e : 163 000# 144 100* [19]*	+ 4,2*	e : 78,2 85,4*	677*	e : 620# 735*	107 119*	3,4* (1,9)	8,7*	1 599 (397)	
11 DCOM**	e : 192 000	ND	ND	ND	e : 543	e : 106	ND	ND	1 599 (397)	
DOM / FR (INSEE)	3,2 %# - 4 %	-	-	-	-	-	-	-	3,4 % (3,4 %)	

Sources : Ministère de l'Environnement, CGDD, SOES, Chiffres et statistiques n°696, « Le parc locatif des bailleurs sociaux au 1^{er} janvier 2015 », Novembre 2015 ; INSEE (recensement 2011) pour les chiffres des COM de l'Atlantique, pour les ratios logements sociaux/population (métropole et DOM, Janvier 2014) et les données relatives à l'ALS (Juin 2014) ; Dépenses du Plan National de Rénovation Urbaine, cf. projets passés en Comité d'engagement, site de l'ANRU. Données sur les collectivités du Pacifique : cf. ISEE, ISPF, IEOM (NE 75 ; données 2008 sur les DCOM) et Sénat, Commission des Affaires économiques, Avis n°157 (PLF 2014), Budget Outre-mer (S. LARCHER), Novembre 2013, p. 10. USH, note, Janvier 2014. Age moyen du parc (2012) : Atlas de la CDC, Sept. 2014, p. 97.

Estimations au 1^{er} janvier 2015 pour Mayotte et les COM. Pour Mayotte, hors cases SIM (1978-2005 : 17 500, qui ne répondent plus aux normes HLM nationales) ; idem pour 10 500 Fare de Polynésie.

* : DOM hors Mayotte ; nombre de ménages, cf. RGP de 2011 (COM de l'Atlantique) et de 2012 (Mayotte).

2- Evolution du parc de logement social dans les DOM

2008-2015, au 1 ^{er} Janvier	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	% de logements en ZUS, 2015	Evolution, 2011-2015 (%)
Guadeloupe	30 000	ND	30 000	28 400	30 500	31 600	32 200	33 500	23,8	+ 18
Martinique	27 000	ND	ND	27 300	28 200	28 700	29 600	30 100	12,5	+ 10,3
Guyane	ND	ND	ND	9 400	12 600	13 100	14 500	15 500	20,4	+ 64,9
La Réunion	51 000	ND	54 000	54 700	56 700	59 000	61 900	65 000	32,9	+ 20,4
DOM*	ND	ND	ND	119 800	128 000	132 400	138 200	144 100	25,2	+ 20,3
Métropole	4 437 000	ND	4 425 000	4 456 300	4 254 300	4 595 600	4 547 600	4 616 400	23,5**	+ 3,6
France entière	ND	ND	ND	4 576 100	4 652 300	4 728 000	4 685 800	4 760 500	23,6	+4

DOM / FR	ND	ND	ND	2,62 %	2,75 %	2,80 %	2,95 % *	3,03 %	1,07	+ 0,41 pt [5,1]#
N-Calédonie	8 781	9 430	9 948	10 776	12 042	12 681	13 302	13 817	0	+ 28,2

Sources : Commissariat général au développement durable (CGDD), Service de l'observation et des statistiques (SOeS), *Chiffres et Statistiques*, n°696 (données 1^{er} Janv. 2015, Nov. 2015), 586 (2014), 482 (2013), 364 (2012), 271 (2011), 184 (2010), 41 (2008). ZUS = Zones Urbaines Sensibles. ND = données non disponibles. Nouvelle-Calédonie : Rapports annuels de l'IEOM (dernières données : RA 2014, Juin 2015, pp. 105-106)

Lecture du tableau : l'évolution du parc social dans les DOM a été, entre début 2011 et début 2015, plus de 5 fois plus rapide que la moyenne nationale.

* Hors Mayotte ; 2,86 % de la population française (INSEE) sur ce périmètre au 1^{er} Janvier 2014.

** Région Corse : 38,5 % ; Région Ile de France : 25,1 % ; Région Midi-Pyrénées : 12,6 %.

3- Evolution des loyers

Loyer moyen en euros par mètre carré de surface habitable, 2012-2015, au 1 ^{er} Janvier	2012	2013	2014	2015	Proportion de logements dont le loyer moyen est < 4,80 €/m ² , 2015	Proportion de logements dont le loyer moyen est > 6,40 €/m ² , 2015	Evolution, 2012-2015 (%)	Evolution, 2014-2015 (%)
Guadeloupe	5,84	5,97	5,92	6,00	10	26	+ 2,7	+ 1,4
Martinique	5,20	5,17	5,16	5,23	31	20	+ 0,6	+ 1,4
Guyane	5,73	5,98	5,89	5,93	17	27	+ 3,5	+ 0,7
La Réunion	5,60	5,78	5,77	5,80	14	26	+ 3,6	+ 0,5
Ile de France	6,64	6,70	6,51	6,59	9	48	-0,8	+ 1,3
Métropole hors IDF	5,24	5,36	5,29	5,35*	30	16	+ 2,1	+ 1,1
France entière	5,61	5,71	5,59	5,65	24	25	+ 0,7	+ 1,2
Guadeloupe / Ile de France	87,9 %	89,1 %	90,9 %	91 %	1,1	0,5	+ 3,1 pts	+ 0,1 pt

Sources : CGDD, SOeS, *Chiffres et Statistiques*, n°696 (données 1^{er} Janv. 2015), 586 (2014), 482 (2013), 364 (2012), 271 (2011), 184 (2010), 41 (2008). ND = données non disponibles.

* Région PACA : 5,70 €/m² ; Région Corse : 5,54 €/m² ; Région Picardie : 5,27 €/m² ; Région Limousin : 4,81 €/m².

Tableau n°17d : Nombre de logements sociaux neufs financés et état des besoins

• Evolution du nombre de logements financés

2006-2014	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenne annuelle 2006-2013 #	2014	2014 (mis en chantier)

Guadeloupe *	1 803	1 577	1 491	1 221	1 589	1 656	1 305	1 631	1 534	1 453	518
Martinique	597	418	729	701	1 042	1 099	1 012	640	780	615	399
Guyane	704	1 029	1 027	1 077	1 156	1 261	950	736	993	858	377
La Réunion	2 761	2 144	2 275	3 031	3 561	3 929	4 846	4 454	3 375	3 187	2 358
Mayotte	65	120	136	158	144	162	83	151	127	187	ND
Métropole	97 827	93 919	99 614	121 431	130 372	115 889	102 728	117 065	109 856	106 414	ND
DOM (logements livrés)	5 930 (3 689)	5 288 (3 208)	5 658 (3 683)	6 188 (4 056)	7 492 (3 337)	8 107 (3 799)	8 196 (5 446)	7 612 e : (5 400**)	6 809 (4 077)	6 300	ND
France entière	103 757	99 207	105 272	127 619	137 864	123 996	110 924	124 677	116 665	112 714	ND
DOM / FR	5,7 %	5,3 %	5,4 %	4,8 %	5,4 %	6,5 %	7,4 %	6,1 %	5,8 %	5,6 %	ND

Sources :

- 2006-2013 : Nombre de logements financés dans les DOM : cf. Sénat, Commission des finances, Avis n°108 (PLF 2015), Budget Outre-mer (G. PATIENT et T. ITI), Novembre 2014, p. 35 (réponse au questionnaire budgétaire). Chiffres de métropole : Observatoire des inégalités (d'après Fondation Abbé Pierre), Note du 4 Novembre 2014 et USH pour le nombre de demandeurs de logements sociaux (d'après Système national d'enregistrement de la demande HLM).
- 2014 : DOM hors Mayotte : congrès de l'ACCDOM (Oct. 2015), cf. *Outre-mag*, art. du délégué de l'USH pour l'Outre-mer, p. 16 et 18. D'après Ministère des Outre-mer. Métropole et total DOM (y. c Mayotte) : Communiqué de presse du Ministère du Logement, 27 Janv. 2015, données hors ANRU.

* Y compris COM de Saint-Martin.

** DOM hors Mayotte : 5 400 mises en service au 1^{er} janvier 2014 selon le Ministère du Logement, dont 97 % de logements neufs (métropole : 88 %) et 9 % de logements en ZUS (métropole : 8 %).

• Evolution des mises en service

2006-	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Dont	Dont	Evolu
--------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	--------------

2014									logements neufs, 2014 (%)	logements en ZUS, 2014 (%)	tion, 2012-2014 (%)
Guadeloupe	300	ND	900	600	500	1 000	700	700	100	12	-30
Martinique	200	ND	ND	400	700	500	600	500	100	2	0
Guyane	ND	ND	ND	300	400	300	800	700	100	8	+133,3
La Réunion	900	ND	1 400	1 100	2 300	2 500	3 300	3 400	100	5	+36
DOM*	ND	ND	ND	2 300	3 900	4 300	5 400	5 300	100	6	+23,3
Métropole	49 100	ND	69 100	95 100	83 300	84 500	76 400	84 000	86**	8***	-0,6
France entière	ND	ND	ND	97 400	87 200	88 800	81 800	89 300	87	8	+0,6
DOM / FR	ND	ND	ND	2,4 %	4,5 %	4,8 %	6,6 %	5,9 %	1,1	0,75	38,8
N-Calédonie****	632	578	634	678	613	621	667	725	100	0	+16,7

Sources : DOM et métropole : CGDD, SOeS, *Chiffres et Statistiques*, n°696 (données 1^{er} Janv. 2015), 586 (2014), 482 (2013), 364 (2012), 271 (2011), 184 (2010), 41 (2008). Nouvelle-Calédonie (champ : livraison de logements neufs ; Province Sud seulement) : Rapports annuels de l'IEOM (dernières données : RA 2014, Juin 2015, pp. 105-106) ; ZUS = Zones Urbaines Sensibles. ND = données non disponibles.

* Hors Mayotte (104 livraisons en 2014, source : IEDOM, RA 2014).

** Région Corse : 100 % ; Région Ile de France : 82 % ; Région Alsace : 75 %.

*** Région Corse : 0 % ; Région PACA : 4 % ; Région Picardie : 8 % ; Région Ile de France : 14 % ; Région Champagne-Ardenne : 15 %.

**** Polynésie française : 170 /an (moyenne 2008-2014) ; source : IEOM, RA 2014.

• Evolution du nombre de logements réhabilités dans les DOM

Réhabilitation (parc social)	2006-2014
2006	417
2007	1 969
2008	1 983
2009	2 872
2010	2 576
2011	2 283
2012	3 862
2013	2 251
Moyenne annuelle 2006-2013	2 277
2014	2 894

Evolution 2010-2014

+ 12,3 %

Source : Congrès 2015 de l'ACCDOM (d'après ministère des Outre-mer), Oct. 2015.

• **Offre et demande de logements sociaux en 2013**

2006-2013	Logements financés : Moyenne annuelle 2006-2013 #	Est. des besoins en logements sociaux par an, 2013 #	Nombre de demandeurs de logts sociaux, 2013	Durée prévisionnelle de résorption du stock (années), 2013
Guadeloupe *	1 534	1 900	10 181	6,2
Martinique	780	1 200	11 592	18,1
Guyane	993	1 465	8 178	11,1
La Réunion	3 375	4 000	29 839	6,7
Mayotte	127	500	2 120	14
Métropole	109 856	ND	1 690 000	14,4
DOM (logements livrés)	6 809 (4 077)	9 065**	61 910	8,1
France entière	116 665	ND	1 751 900	14,1
DOM / FR	5,8 %	-	3,5 %	-

Sources :

- Nombre de demandeurs de logements sociaux et besoins par an en logements : Assemblée nationale, Commission des finances, Avis n° 2260 (PLF 2015), Budget Outre-mer (P. OLLIER), Octobre 2014, p. 42.
- Durée prévisionnelle de résorption du stock estimée en 2013 : Nombre de demandeurs de logements sociaux en 2013 / nombre de logements financés en 2013 (par exemple, en 2013, au rythme de financement de logements sociaux neufs de l'année, et toutes choses égales par ailleurs, il faudrait 6,2 ans pour résorber le stock guadeloupéen de demandeurs de logements sociaux).
- Chiffres de métropole : Observatoire des inégalités (d'après Fondation Abbé Pierre), Note du 4 Novembre 2014 et USH pour le nombre de demandeurs de logements sociaux (d'après Système national d'enregistrement de la demande HLM).

* Y compris COM de Saint-Martin.

** (source : IEOM) : Besoin de 500 logements sociaux par an en Polynésie (186 logements financés par an entre 2008 et 2013). En 2012 : 3 306 demandeurs recensés.

: Couverture des besoins en logements sociaux : moyenne annuelle des logements financés (2006-2013) / estimation annuelle des besoins en 2013 :

- Mayotte : 25,4 %
- Polynésie Fr. : 37,2 %
- Martinique : 65 %
- Guyane : 67,8 %
- DOM : 75,1 %
- Guadeloupe : 80,7 %
- La Réunion : 84,4 %

Tableau n°17e : Evolution comparée du nombre de foyers bénéficiaires d'allocations logement

Nombre de foyers bénéficiaires d'une aide au logement*, Juin 2012-Déc. 2014	Juin 2012	Décembre 2013	Décembre 2014	Déc. 2014 : personnes couvertes	Ratio personnes couvertes / pop.**, 2014, en %	Evolution, Juin 2012-Déc. 2014, en %	Evolution, Déc. 2013-Déc. 2014, en %
Guadeloupe	39 304	40 793	41 541	92 397	22,9	+ 5,7	+ 1,8
Saint-Barthélemy	58	68	68	169	1,7	+ 17,2	0
Saint-Martin	3 718	4 016	4 033	10 437	29	+ 8,5	+ 0,4
Guyane	12 971	14 640	15 373	46 483	18,2	+ 18,5	+ 5
Martinique	36 845	38 188	38 587	82 867	21,9	+ 4,7	+ 1
Mayotte	224	389	588	2 585	1,1	+ 162,5	+ 51,2
La Réunion	102 824	107 957	111 944	277 336	32,6	+ 8,9	+ 3,7
St-P-Miquelon	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Métropole	5 759 488	6 068 142	6 113 163	12 736 373	19,8	+ 6,1	+ 0,74
Outre-mer, droit social national**	195 944	206 051	212 134	512 274	23,7	+ 8,2	+ 2,95
France hors COM du Pacifique	5 955 432	6 274 193	6 325 297	13 248 647	20	+ 6,2	+ 0,81
DCOM / FR***	3,29 %	3,28 %	3,35 %	3,87 %	-	+ 0,06 pt	+ 0,07 pt

Source : CNAF (pour le nombre de bénéficiaires, Mars 2015).

* Allocation de logement à caractère familial (ALF) + Allocation de logement à caractère social (ALS) ; mais il n'y a pas d'Aides personnalisées au logement (APL) dans les DCOM.

** Population estimée au 1^{er} janvier 2015, cf. tableau n°5, *supra* (chiffres rectifiés).

*** On rappellera que la politique sociale nationale s'applique (i) en métropole, (ii) dans les cinq DOM, (iii) dans les COM de Saint-Martin, Saint-Barthélemy et (iv) indirectement dans la COM de Saint-Pierre et Miquelon (DOM entre 1976 et 1985), soit 99,2 % de la population française et 2,17 millions de personnes outre-mer (soit 3,27 % de la population française sur ce périmètre : estimation début 2015). S'agissant de Saint-Pierre-et-Miquelon, les allocations logement sont censées être étendues dans la COM en vertu de l'ordonnance n°2013-1150 du 11 décembre 2013 (cf. art. 25 de la « loi LUREL » n°2012-1207 du 21 novembre 2012).

Tableau n°18 : Nombre d'entreprises dans les DCOM*

Au 1 ^{er} janvier, 2010-2013	Nombre d'entreprises, 2010	Nombre d'entreprises, 2013	Evolution, 2010-2013, en %	Nombre d'entreprises pour 100 hab, 2013
Guadeloupe	38 007	41 271	+ 8,6	10,2
Saint-Martin(1)	6 561	7 067	+ 7,7	18
St- Barthélemy(2)	4 539	5 054	+ 11,3	53,8
Guyane	9 878	12 049	+ 22	4,8
Martinique	33 466	33 777	+ 0,9	8,7
La Réunion	41 284	46 043	+ 11,5	5,5
Mayotte	5 157	7 907	+ 53,3	3,7
5 DOM	127 792	141 047	+ 10,4	6,7
<i>Métropole</i>	<i>3 305 335</i>	<i>3 643 336</i>	<i>+ 10,2</i>	<i>5,7</i>
France, périmètre INSEE	3 433 127	3 784 383	+ 10,2	5,8
Polynésie française	20 767	23 111	+ 11,3	8,6
N-Calédonie	35 021	45 520	+ 30	17,2
W. et Futuna(2)	476	444	-6,7	3,6
St-P. et Miquelon	545	537	-1,5	8,8
6 COM	67 909	81 733	+ 20,4	13,7
11 DCOM	195 701	222 780	+ 13,8	8,3
France entière	3 501 036	3 866 116	+ 10,4	5,8

Ratio DOM / France périmètre INSEE	3,7 %	3,7 %	0	-
Ratio DCOM / France entière	5,6 %	5,8 %	+ 0,2 pt	-

Sources : INSEE pour la métropole et les DOM (sauf Mayotte en 2010 : IEDOM), calculs établis à partir du nombre de créations d'entreprises et des taux annuels de création. IEDOM pour les COM de l'Atlantique, IEOM pour la Polynésie et Wallis et Futuna, ISEE pour la Nouvelle-Calédonie.

* Champ (INSEE) : Entreprises de l'ensemble des activités *marchandes non agricoles* (ou champ de l'industrie, du commerce et de l'ensemble des services : champ ICS). Ce champ inclut à partir du 1^{er} janvier 2009 les sociétés civiles et les activités financières, les activités de location de biens immobiliers et des catégories juridiques marginales dont certains établissements publics administratifs (par exemple : les établissements pour personnes âgées ou services d'aide à la personne qui dépendent de la commune). Cela ne correspond pas au concept d'entreprise, acteur économique introduit par la loi de modernisation de l'économie (LME, loi n°2008-776 du 4 août 2008) et précisé par le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 lorsque l'unité créée est une filiale d'un groupe.

- Hors SCI et autoentrepreneurs.
- Nombre de patentés inscrits aux Chambres inter-professionnelles (donc incluant les entreprises agricoles, ce qui surestime légèrement le nombre d'entreprises).

Tableau n°18a: Créations* d'entreprises dans les DCOM**

2010-2014	2010, nombre d'entreprises créées	Part du total FR (%)	2011, nombre d'entreprises créées	Part du total FR (%)	2012, nombre d'entreprises créées	Part du total FR (%)	2013, nombre d'entreprises créées	Part du total FR (%)	2014, nombre d'entreprises créées	Part du total FR (%)
Guadeloupe	5 511	0,9	5 619	1	5 004	0,9	4 416	0,82	4 150	0,75
Guyane	1 936	0,3	1 997	0,4	2 260	0,4	1 952	0,36	1 815	0,33
Martinique	4 886	0,8	3 910	0,7	3 854	0,7	3 479	0,65	3 091	0,56
La Réunion	8 133	1,3	7 637	1,4	6 806	1,2	6 492	1,21	6 372	1,16
Mayotte	ND	ND	ND	ND	889	0,2	846	0,16	851	0,15
DOM	20 466	3,3	19 163	3,5	18 813	3,4	17 185	3,19	16 279	2,96
<i>Métropole</i>	<i>601 571</i>	<i>96,7</i>	<i>529 975</i>	<i>96,5</i>	<i>531 154</i>	<i>96,6</i>	<i>520 997</i>	<i>96,8</i>	<i>534 454</i>	<i>97,04</i>
<i>France, périmèt</i>	<i>622 037</i>	<i>100</i>	<i>549 138</i>	<i>100</i>	<i>549 967</i>	<i>100</i>	<i>538 182</i>	<i>100</i>	<i>550 733</i>	<i>100</i>

<i>re</i> INSEE										
N-Calédonie (1)	5 171	0,8	5 213	0,9	5 199	0,9	4 833	0,88	4 790	0,83
Polynésie Fr. (1)	2 982	0,5	2 999	0,5	3 198	0,6	3 198	0,58	3 317	0,58
St-Martin (2)	339	0,05	452	0,1	511	0,1	495	0,09	e : 500	0,09
St-Barth (2)	293	0,05	316	0,05	321	0,05	ND	e : 0,06	ND	ND
DCOM (3)	29 251	4,6	28 143	5	28 042	5	25 711 (4) e : 26 000	4,70 (4) e : 4,75	24 886 (4) e : 25 200	e : 4,38
France entière	630 822 (3) e : 631 000	100	558 118 (3) e : 558 300	100	559 196 (3) e : 559 500	100	546 708 (4) e : 547 000	100	575 619 (4) e : 576 000	100

Sources : INSEE (mai 2011-mars 2014-Février 2015), ISPF (sept. 2014 et Mars 2015), ISEE (TEC 2013, mars 2014 ; Bilan Economique et Social 2014, Août 2015), IEDOM (Rapports annuels, 2012 et 2013 : Septembre 2014) pour les données relatives à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy. ND : données non disponibles

* La statistique mensuelle des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du Répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene). Depuis le 1^{er} janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons : une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Par rapport aux immatriculations dans Sirene, on retient comme création pour satisfaire au concept harmonisé : (i) *les créations brutes*, créations d'entreprise correspondant à la création de nouveaux moyens de production (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) ; (ii) *les réactivations*, cas où l'entrepreneur (il s'agit en général d'un entrepreneur individuel) reprend une activité après une interruption *de plus d'un an* (il n'y a pas de nouvelle immatriculation dans Sirene mais reprise de l'ancien numéro Siren) ; (iii) *les reprises* par une entreprise nouvelle de tout ou partie des activités et moyens de production d'une autre entreprise (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) *lorsqu'il n'y a pas continuité de l'entreprise reprise*. On considère qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise si parmi les trois éléments suivants concernant le siège de l'entreprise, au moins deux sont modifiés lors de la reprise : (a) l'unité légale contrôlant l'entreprise, (b) l'activité économique et (c) la localisation. Depuis les données relatives à janvier 2009, les statistiques de créations d'entreprises incluent les demandes d'immatriculation avec le statut d'auto-entrepreneur enregistrées dans Sirene. Ce dénombrement n'inclut pas les entrepreneurs déjà en activité avant le 1^{er} janvier 2009 qui demandent, à titre dérogatoire au plus tard le 31 mars 2009, à bénéficier du régime micro-social et du versement fiscal libératoire en 2009.

** Champ (INSEE) : créations d'entreprises de l'ensemble des activités *marchandes non agricoles* (champ ICS). Ce champ inclut à partir du 1^{er} janvier 2009 les sociétés civiles et les activités financières, les activités de location de biens immobiliers et des catégories juridiques marginales dont certains établissements publics administratifs.

- Ensemble des réactivations et des reprises, ce qui tend à légèrement majorer les données par rapport au périmètre INSEE mentionné *supra*.
- Immatriculations de sociétés seulement.
- Hors données relatives à Saint-Pierre et Miquelon et à Wallis et Futuna.
- Hors données relatives à Saint-Barthélemy, Saint-Pierre et Miquelon et Wallis et Futuna.

Tableau n°18a (2) : Taux de créations d'entreprises* (champ ICS) dans les DCOM

2007-2014, en %	Rappel : 2007	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2007-2014, en points	Evolution 2010-2014, en points (à périmètre constant) **
Guadeloupe	11,2	14,5	14,3	12,5	10,7	9,6	-1,6	-4,9
Guyane	13,1	19,6	19,1	20,4	16,2	13,9μ	+ 0,8	-5,7
Martinique	11,4	14,6	11,3	11,6	10,3	8,8#	-2,6	-5,8
La Réunion	16,5	19,7	17,4	15,4	14,1	13,3	-3,2	-6,4
Mayotte* **	ND	ND	ND	11,8	10,7	10,3	ND	ND
Métropole	10,9	18,2	15,6	15,3	14,3	14,1	+ 3,2	-4,1
France (INSEE)	11	18,1	15,6	15,3	14,3	14	+ 3	-4,1
N-Calédonie	19,4	20,7	19,5	18	16,4	15,8	-3,6	-4,9
Polynésie Fr.	ND	14,4	14,1	14,8	14,1	14	ND	-0,4

Sources : INSEE (dernières données : Février 2015), ISPF, ISEE : Bilan économique et social 2014 (Août 2015). ND : données non disponibles.

* Rapport du nombre des créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de cette même année.

** Prise en compte des autoentrepreneurs. Rappel : le régime des autoentrepreneurs mis en place par la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008 entré en vigueur au 1^{er} janvier 2009, offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu. Depuis l'instauration du régime de l'autoentrepreneur (requalifié de « micro-entrepreneur en Déc. 2014), les nouvelles immatriculations sous ce régime représentent la majorité des demandes de créations au niveau national (métropole + DOM), même si leur part faiblit (51 % en 2014 après 56 % en 2012). Elles représentent 74 % des seules créations d'entreprises individuelles (79 % en 2012). Source : *INSEE-première* n°1534, Janvier 2015.

*** Le régime des autoentrepreneurs n'est pas applicable à Mayotte.

Taux le plus faible en métropole : 11,7 % (région Auvergne).

μ Taux le plus élevé en métropole : 15,2 % (région Languedoc-Roussillon).

Tableau n°18b : Taux de survie* des entreprises créées en 2006 dans les DOM**

2006-2011	Survie à un an (2007), en %	Survie à deux ans (2008), en %	Survie à trois ans (2009), en %	Survie à quatre ans (2010), en %	Survie à cinq ans (2011), en %	Evolution, 2007-2011, en pts	Survie à cinq ans (2011), en % : Secteur de la construction
Guadeloupe	91	77,3	66,5	59,2	54,1	-36,9	64,5
Guyane	91,1	81,9	67,5	65,2	61,6	-29,5	58,8
Martinique	91,1	79,3	67,9	65,4	57,3	-33,8	63,9

e							
La Réunion	87,8	71,7	60,5	53,5	41,5	-46,3	38,1
<i>France (INSEE)**</i>	91,4	78,8	65,8	59,1	51,5#	-39,9	47,7μ
<i>Corse</i>	92,9	84,6	73,6	67,6	56,4	-36,5	60,9
N-Calédonie	85,2	78,9	74,2	70,6	67	-18,2	61,3

Sources : INSEE (Octobre 2013 pour les taux de survie, cf. Enquête Sine 2006). Pour la Nouvelle-Calédonie : ISEE (TEC 2012, Juillet 2013, p. 92

* Le taux de survie des entreprises à n années est la proportion d'entreprises créées (y compris reprises) une année donnée qui ont atteint leur nième anniversaire.

** Champ : entreprises créées au cours du 1^{er} semestre 2006 et exerçant des activités marchandes non agricoles. Hors Mayotte.

Taux le plus faible en métropole : 47,2 % (région Nord-Pas-de-Calais).

μ Taux le plus faible en métropole : 32,5 % (région Ile de France).

Tableau n°18c : Défaillances d'entreprises

2006-2011	Nombre de défaillances * en 2011	Nombre de défaillances en 2012 #	Nombre de défaillances en 2013	Evolution, 2012-2013# (%)	Défaillances / population (pour 100 000 hab.), 2013	Défaillances en 2013, secteur de la construction
Guadeloupe	244	363	365	+ 0,6	89,8	ND
Guyane	79	70	58	• 17,1	22,6	ND
Martinique	461	583	507	• 13	131,7	ND
La Réunion	488	515	588	+ 14,2	69,3	ND
Mayotte	ND	10	10	0	4,5	ND
DOM	1 272	1 541	1 528	• 0,8	72,1	416
<i>Corse</i>	256	323	356	+ 10,2	109,4	132
<i>Métropole</i>	49 075	59 466	61 030	+ 2,6	95,5	15 331
<i>France (INSEE)*</i>	50 347 59 493#	61 007	62 558	+ 2,5	94,7	15 747
DOM / FR	2,53 %	2,53 %	2,44 %	- 0,09 pt	-	2,64 %
N-Calédonie	82	116	71	• 38,8	26,8	ND

Sources : INSEE (Juillet 2012 pour les défaillances 2011 ; Novembre 2014 pour les défaillances de 2012 et de 2013) ; Nouvelle-Calédonie : site ISEE pour les défaillances (redressements judiciaires). Défaillances / population : d'après estimations de la population au 31 décembre 2013, cf. Tableau n°5, *supra*.

Changement de périmètre : ensemble des activités marchandes non agricoles en 2011, hors Mayotte ; y compris agriculture en 2012 et en 2013. Données brutes au 31 décembre en date du jugement.

* Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible. Il ne faut pas confondre la notion de défaillance et la notion de cessation. Un jugement d'ouverture de procédure de défaillance (dépôt de bilan d'une entreprise inscrite dans le cadre d'une procédure judiciaire) ne se résout pas forcément par une liquidation. La notion de cessation correspond à l'arrêt total de l'activité économique d'une entreprise. Toutes les défaillances ne donnent pas lieu à des cessations. Toutes les cessations ne sont pas dues à une défaillance. Selon l'INSEE, les liquidations suite à une défaillance ne représentent qu'une partie de l'ensemble des cessations d'entreprises, de l'ordre de 20%.

Tableau n°18d : Renouvellement du tissu productif dans les DOM

2008-2013	Taux de renouvellement annuel moyen des établissements*	Taux de réallocation moyen** du nombre d'emplois #	Réallocation annuelle moyenne des emplois (ensemble des réallocations)*** Créations /

			disparitions / variation nette
Guadeloupe	29,2	34,7	17,7 / 16,9 / 0,7
Guyane	37,7	38,7	21,2 / 17,6 / 3,7
Martinique	30,1	33,1	16,1 / 16,9 / -0,8
La Réunion	40,6	34,5	17,4 / 17,1 / 0,3
Mayotte	ND	ND	ND
Corse	34	29,7	15,9 / 13,7 / 2,2
France (INSEE)	38,2****	28,4	14,3 / 14,1 / 0,1

Source : INSEE (Mai 2015). ND : données non disponibles. Chiffres arrondis.

Lecture : Par le jeu des créations et cessations d'établissements et de la croissance ou du déclin des établissements pérennes, 34,5 % des emplois salariés réunionnais sont réalloués chaque année entre 2008 et 2013 contre 28,4 % en moyenne nationale. En d'autres termes, les emplois salariés des établissements entrants ou sortants et les variations d'emplois dans les établissements pérennes représentent en moyenne sur la période 34,5 % des emplois salariés réunionnais en début d'année.

* Champ : activité marchande, hors agriculture. Le renouvellement des établissements mesure l'ensemble des mouvements sur le territoire, en sommant l'ensemble des entrées et sorties (créations, disparitions, transferts, cessions, reprises).

** La réallocation des emplois somme l'ensemble des effectifs des établissements entrants ou sortants sur le territoire. Sont également ajoutés les augmentations d'effectifs dans les établissements pérennes en croissance et les diminutions d'effectifs dans les établissements pérennes en déclin.

*** Mouvements d'établissements + Etablissements pérennes.

**** Auvergne : 32,2 % (taux le plus faible en métropole).

Tableau n°18e : Nombre de personnes morales en situation d'interdit bancaire

2007- 2014, au 31 décembr e	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2007- 2014, en %	Ratio / 1000 hab, 2014*
Guadeloupe (1)						2 996	3 021	3 064		6,8
Guyane	5 316	5 768	5 889	5 651	6 080	735	763	838	+ 18,8	3,3
Martini que						2 604	2 509	2 412		6,4
La Réunio n	2 268	2 517	2 731	2 656	2 723	2 673	2 723	2 653	+ 17	3,1
Mayott e	117	134	203	238	287	329	352	344	+ 194	1,5
S-P- Miquel on	5	4	3	4	3	4	5	6	+ 20	1
N- Calédo nie	554	610	638	661	713	799	873	876	+ 58,1	3,2
Polynés ie Fr.	436	436	434	430	438	465	478	479	+ 9,9	1,8
Wallis et Futuna	e : 13	13	11	12	9	11	14	15	+ 15,4	1,3
DCOM	8 709	9 482	9 909	9 653	10 253	10 616	10 738	10 687	+ 22,7	3,93
Métrop ole	ND	e : 205 794	e : 205 887	e : 195 600	e : 190 803	e : 187 421	185 242	ND	ND	ND**
France	ND	215	215	205	201	198	195	ND	ND	ND**

		276	796	253	056	037	980			
DCOM / FR	ND	4,4 %	4,6 %	4,7 %	5,1 %	5,4 %	5,48 %	ND	ND	-

Sources : IEDOM – IEOM (Rapports annuels et Statistiques trimestrielles pour 2014) ; Banque de France pour la métropole (statistiques du Fichier Central des Chèques) : données disponibles sur 2008-2013, non réparties entre personnes physiques et personnes morales sauf pour 2013 : 12,05 % de personnes morales sur un total de 1 539 831 interdits bancaires. NS : non significatif.

* Estimations au 1^{er} janvier 2015, cf. Tableau n°5, *supra*.

** En 2013 : 2,90/1000 hab. en métropole ; 3,98 dans les DCOM et 2,97 dans la France entière.

- Y compris COM de St-Martin et de St-Barthélemy.

Tableau n°18f : Taille des entreprises*

Etablissements* selon la taille, au 31 décembre 2013, en %	Nombre d'établissements	Part des établissements n'ayant aucun salarié	1-9 salariés	10-19 salariés	20-49 salariés	Plus de 50 salariés	Part des établissements de moins de 20 salariés, 2010	Part des établissements de moins de 20 salariés, 2011	Part des établissements de moins de 20 salariés, 2012	Part des établissements de moins de 20 salariés, 2013
Guadeloupe	49 384	77,9	18,1	2,2	1,2	0,7	98,3	98,4	98,6	98,2
Guyane	16 988	74,3	20	2,7	1,9	1	96,9	97,3	97,5	97
Martinique	55 324	81,7	14,6	1,9	1,1	0,7	98,1	98,2	98,4	98,2
La Réunion	70 993	73,2	21,5	2,6	1,8	0,9	97,1	97,1	97,6	97,3
Métropole	6 087 638	69,6	24,4	3	1,9	1,2	96,6	96,8	97,2	97
Corse	44 094	70,3	25,1	2,6	1,3	0,6	98,1	98,1	98,3	98
France (INSEE) ***	6 280 327	69,8	24,2	2,9	1,9	1,2	96,7	96,9	97,3	96,9
N-Calédonie	56 032	88,2	9,5	1,2	0,7	0,4	98,9	98,9	98,9	98,9

Sources : INSEE (dernières données : Déc. 2015 pour 2013), ISEE (Nouvelle-Calédonie, TEC 2014, Févr. 2015, p. 93 pour les dernières données).

* Champ : CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif) : établissements actifs au 31 décembre, hors secteur de la Défense, mais y compris activités agricoles et secteur de l'intérim. A partir de 2012, le champ de CLAP est élargi : près d'un million d'entreprises non employeuses supplémentaires sont désormais prises en compte ; essentiellement des sociétés civiles immobilières, des personnes physiques dans les arts et spectacles ou encore des personnes physiques loueurs d'autres biens.

**L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Un établissement produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un magasin de vêtements, un des hôtels d'une chaîne hôtelière, la « boutique » d'un réparateur de matériel informatique...L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie. Selon l'INSEE, la population des établissements est relativement stable dans le temps et est moins affectée par les mouvements de restructuration juridique et financière que celle des entreprises.

*** Hors Mayotte (données non disponibles).

Tableau n°18g : Salariés et masse salariale* des établissements dans les DOM**

Au 31	Nombre	Nombre	Part	Part	Part	Part	Part	Part	Masse	Masse	Evol,
-------	--------	--------	------	------	------	------	------	------	-------	-------	-------

décembre, 2011-2012	nombre de salariés, 2011	nombre de salariés, 2012	travaillant dans des établissements de 1-9 salariés (%), 2012	travaillant dans des établissements de 10-19 salariés (%), 2012	travaillant dans des établissements de 20-49 salariés (%), 2012	travaillant dans des établissements de 50-99 salariés (%), 2012	travaillant dans des établissements de plus de 100 salariés (%), 2012	salariale, en M. €, 2011	salariale, en M. €, 2012	2011-2012, en %
Guadeloupe	111 908	112 070	25,8	12,8	16,4	11,1	33,9	3 354	3 475	+ 3,6
Guyane	49 101	50 915	20,5	12,6	19	13,4	34,5	1 578	1 673	+ 6,0
Martinique	116 262	115 344	22,6	11,9	16,7	13,7	35,1	3 469	3 578	+ 3,1
La Réunion	212 796	212 124	22,1	11,6	18	12,6	35,8	6 058	6 368	+ 5,1
DOM	490 067	490 453	22,9	12,1	17,4	12,6	35	14 459 #	15 094 μ	+ 4,4
Métropole	22 132 026	22 130 336	19,9	10,9	16	12,8	40,3	670 071 #	711 102 μ	+ 6,1
France (INSEE)	22 622 093	22 620 789	20	10,9	16	12,8	40,2	684 530	726 196	+ 6,1
DOM / FR	2,16 %	2,17 %	+ 2,9 pts	+ 1,2 pt	+ 1,4 pt	- 0,2 pt	-5,2 pts	2,11 %	2,08 %	-0,03pt
N-Calédonie	86 723	87 963	ND	ND	ND	ND	ND	2 346	2 405	+ 2,5
Polynésie Fr.	71 689	69 786	ND	ND	ND	ND	ND	1 699	1 673	-1,5

Sources : INSEE (Octobre 2013 pour les données de 2011 ; Novembre 2014 pour les données de 2012). Nouvelle-Calédonie : Rapport IEOM 2013, p. 38 et 33-189 (nombre de salariés) ; Polynésie Française : Rapport IEOM 2013, p. 40 et 36-184 (nombre de salariés). ND : données non disponibles.

* La masse salariale est le cumul des rémunérations brutes des salariés de l'établissement (hors cotisations patronales). Cette notion de masse salariale est utilisée dans les statistiques produites par le système d'information « Connaissance locale de l'appareil productif » (CLAP). Les rémunérations correspondent aux salaires et primes des salariés au cours de l'année d'exercice. Pour les établissements abritant à la fois des agents de la fonction publique d'État et des salariés à statut « privé » (La Poste et France Télécom, par exemple), les rémunérations se cumulent selon les mêmes règles que pour l'effectif au 31 décembre. Les salaires et traitements en nature, comme les cotisations patronales, ne sont pas compris dans la rémunération brute des salariés. En revanche, les cotisations salariales le sont.

** Champ : idem Tableau n°18f *supra*, ce qui inclut le secteur public hors défense (militaires et agents d'EPIC et d'entreprises d'armement). Le nombre de salariés est donc supérieur à celui constaté par l'ACOSS dont le périmètre est restreint aux entreprises du secteur concurrentiel (328 400 salariés comptabilisés dans les DOM fin 2011 et 332 100 fin 2012 ; France au sens de l'INSEE : respectivement 17 909 500 et 17 891 000 ; données non disponibles pour Mayotte). Selon l'INSEE, le nombre total de salariés en France (métropole + 4 DOM) est de 24 290 000 fin 2012.

: Soit l'équivalent de 40,7 % du PIB (35,5 Mds. €) dans les quatre DOM, 33,3 % du PIB en Nouvelle-Calédonie (7,04 Mds. €) et 34,1 % du PIB (1 965,4 Mds. €) en métropole.

μ : Soit l'équivalent de 41,6 % du PIB (36,3 Mds. €) dans les quatre DOM, 33,5 % du PIB en Nouvelle-Calédonie (7,17 Mds. €) et 36,4 % du PIB (1 995,8 Mds. €) en métropole.

Tableau n°18h : Salariés des établissements* selon l'activité

2013, Au décembre	31	Nombre de salariés**	Part de l'agriculture, sylviculture et pêche (%)	Part de l'industrie (%)	Part de la construction (%)	Part du commerce, transports et services divers (Services marchands) (%)	Part de l'administrat ion publique, enseignemen t, santé et action sociale (Services non marchands) (%)
Guadeloupe		111 060	1,6	7,6	6	40,3	44,4
Guyane		52 746	0,6	8,4	7,8	32,7	50,5
Martinique		114 966	3,6	7,4	5,2	41	42,8
La Réunion		218 639	1,2	7,6	6,1	39,5	45,5
Métropole		22 155 407	1,1	14,4	6,4	46,3	31,8
France (INSEE)		22 652 818	1,1	14,2	6,4	46,1	32,1
Mayotte (2012)		29 700	1,4	5	10,3	29,8	53,5
St-P- Miquelon (2012)		2 627	1,6	5,9	5,7	37,6	51
St-Martin (2012)		8 045	0,2	4,7	7,4	57,2	33,9
St-Barth (2012)		3 755	0,1	5	17,7	74,4	11,7
N-Calédonie		90 096	1,8	14,4	9,3	39,3	35
Polynésie Fr.		69 021	2,5	6,9	6,1	47,6	36,8
Wallis &Futuna (30/6)		2 529	0,5	3,3	5,3	25,3	65,6

Sources :

- DOM hors Mayotte et métropole : INSEE (Décembre 2015) ;
- Mayotte : RGP 2012, cf. IEDOM, RA 2014, p. 41 ;
- SPM : RGP 2012, site INSEE, Données locales ;
- St-Martin : RGP 2012, site INSEE, Données locales ;
- St-Barthélemy : RGP 2012, site INSEE, Données locales ;
- Polynésie française : ISPF (*Points forts* n°2015-11, Sept. 2015), faisant état de 60 959 salariés relevant de la CPS ; il faut y rajouter les agents de la fonction publique d'Etat présents sur le territoire (10 111 fin 2013 ; source : IEOM, RA 2014, p. 34), mais y retrancher les effectifs militaires (y compris stagiaires du SMA) soit 2 049 personnes ; soit un nombre total de salariés dans le périmètre retenu de 69 020.
- Nouvelle-Calédonie : ISEE, TEC 2014, p. 60 ;
- Wallis et Futuna : IEOM, RA 2014, p. 30.

* Champ : idem Tableau *supra*, ce qui inclut le secteur public hors défense (militaires et agents d'EPIC et d'entreprises

d'armement) dans le périmètre INSEE et en Nouvelle-Calédonie + Polynésie française.

** Soit :

- 497 411 salariés dans les 4 DOM historiques fin 2013 (490 453 fin 2012), correspondant à 2,20 % des 22 652 818 salariés français dans ce périmètre (2,17 % fin 2012) ;
- 44 127 salariés à Mayotte et dans les 3 COM de l'Atlantique en 2012 ;
- 161 646 salariés dans les 3 collectivités du Pacifique en 2013.

En 2012-2013, on compte ainsi un peu plus de 703 000 salariés dans les DCOM, sur un total national de 22,86 millions ; soit 3,1 % du total de la France entière (Métropole + DOM + COM).

Tableau n°19 : Les entreprises publiques locales (EPL) dans les DCOM

Au 1 ^{er} Juin, 2013-2014	Nombre d'EPL (dont SEM), Juin 2014	Evol., 2013-2014	Effectifs, Juin 2014	Effectifs pour 1000 hab*, 2014	Chiffre d'affaires, en M. €, Juin 2014	CA / EPL (moyenne), M. €, 2014	Logts gérés, Juin 2014	En % total Logts**
Guadeloupe	5 (4)	0	353	0,9	155,1	31	19 073	9 %
Guyane	6 (5)	+ 1	397	1,6	128,6	21,4	12 417	16,3 %
Martinique	11 (10)	+ 1	646	1,7	99,7	9,1	10 118	5 %
La Réunion	30 (21)	+ 3	2 696	3,2	426,8	14,2	39 487	12 %
Mayotte	2 (2)	0	310	1,4	124,5	62,3	1 514	2,5 %
5 DOM	54 (42)	+ 5	4 402	2,1	934,7	17,3	82 609	9,5 %
Métropole	1 117 (912)	+ 61	52 274	0,8	10 618,9	9,5	432 923	1,3 %
France, périmètre INSEE	1 171 (954)	+ 66	56 676	0,9	11 553,6	9,9	515 532	1,5 %
Saint-Martin	1 (1)	0	15	0,4	101,8	101,8	10 467	61,8 %
St-	0 (0)	0	0	0	0	0	0	0

Barthélemy								
St-P. et Miquelon	4 (4)	0	228	37,4	4	1	0	0
Polynésie française	14 (14)	0	1 839	6,8	440,4	31,5	1 033	1,2 %
N-Calédonie	23 (23)	+ 1	1 596	6	224,2	9,7	10 968	13,4 %
W. et Futuna	1 (1)	0	200	16,5	10,6	10,6	0	0
6 COM	43 (43)	+ 1	3 878	6,5	781	18,2	22 468	11,3 %
11 DCOM	97 (85)***	+ 6	8 280	3,1	1 715,7	17,7	105 077	9,8 %
France entière	1 214 (997)	+ 67	60 554	0,9	12 334,6	10,2	e : 538 000 *****	1,6 %
Ratio DCOM / France entière* ***	8 % (8,5 %)	9 %	13,7 %	3,4#	13,9 %	1,7#	19,5 %	6,1#

Sources : Fédération des EPL, Octobre 2014 et Avril 2015. e : estimations.

Lecture : les effectifs des EPL sont, Outre-mer, 3,4 fois plus nombreux qu'en métropole par rapport à la population. Le CA, en moyenne, de chaque EPL est 1,7 fois plus important que la moyenne métropolitaine. Les EPL des DCOM gèrent proportionnellement 6,1 fois plus de logements que les EPL de l'Hexagone.

* Estimations de la population au 1^{er} janvier 2014, cf. Tableau n°5, *supra*.

** Nombre de logements : estimations en 2012, cf. Tableau n°17a, *supra*. Ces estimations de proportions sont donc légèrement surestimées.

*** 99 EPL au 1^{er} Mars 2015 sur un total national de 1 220 (soit 8,1 %) ; projets d'EPL : 23 (12 dans l'Océan Atlantique ; 9 dans l'Océan Indien ; 2 dans l'Océan Pacifique) sur un total national de 181 (soit 12,1 %).

**** Rappel : les onze DCOM représentent 4,1 % de la population française totale en 2014.

***** Mars 2015 : 534 125 logements gérés.

Tableau n°20a : Efforts comparés en matière de recherche et développement (R&D)

Dépenses de R&D, en % du PIB,	2010	2011
<i>Région Midi-Pyrénées</i>	4,6	5,1
Japon	3,25	3,39
<i>Région Ile de France</i>	3	3
Allemagne *	2,80	2,88
Etats-Unis	2,74	2,76
Singapour	2,05	2,23
France *	2,18	2,19
Union européenne *	1,91	1,94
Chine	1,76	1,84
Royaume-Uni *	1,77	1,78
Nouvelle-Zélande	1,28	1,27
Brésil	1,16	1,21
Russie	1,13	1,09
Kenya	0,98	ND
<i>Région Nord-Pas-de-Calais</i>	0,9	0,8
<i>Région Limousin</i>	1	0,9
Turquie	0,84	0,86
Inde	0,80	0,81
<i>Région Champagne-Ardenne</i>	0,8	0,8
Afrique du Sud	0,76	ND
Maroc	0,73	ND
Grèce *	ND	0,67
Mali	0,66	ND
DCOM	0,65	ND
La Réunion	0,58	ND
Sénégal	0,54	ND
Argentine	0,62	0,65
Bulgarie *	0,60	0,57
Tanzanie	0,52	ND
<i>Porto-Rico (Etats-Unis)</i>	0,49 (2009)	ND
Roumanie *	0,46	0,50
Mexique	0,46	0,43
Mozambique	0,46	ND
Chili	0,42	ND
Pakistan	0,33	ND
Cuba	0,61	0,27
<i>Bermudes (R-Uni)</i>	0,22	0,26
Colombie	0,18	0,18
Sri-Lanka	0,16	ND
Madagascar	0,11	0,11
Cap Vert	ND	0,07
Trinidad & Tobago	0,05	0,04

Sources : Banque Mondiale pour les Etats et les territoires de Porto Rico et des Bermudes, INSEE (Janvier 2014) pour les régions françaises de métropole, IEDOM (Mars 2013) pour La Réunion et la moyenne des DCOM, MESR (Mars 2014) pour la moyenne de l'Union européenne. ND : données non disponibles.

* Ancien mode de calcul : respectivement 2,24 % et 2,25 %. En Mai 2014, les données macroéconomiques des « comptes nationaux » publiées par l'Insee ont connu un changement de base. Lors de ce passage en base 2010, l'Insee comptabilise désormais en investissement les sommes que les agents économiques dépensent pour la R&D, alors qu'elles étaient auparavant considérées comme consommations intermédiaires : il en résulte une révision substantielle à la hausse du niveau du PIB sur l'ensemble de la période. Cette révision conceptuelle

impacte mécaniquement à la baisse l'effort de recherche, puisque celui-ci rapporte les dépenses intérieures de recherche et développement (inchangées) au PIB (réévalué). Ainsi, en 2012, l'effort de recherche s'élève à 2,23 %, tandis qu'il serait évalué à 2,29 % si la méthodologie de calcul du PIB était restée inchangée, un ratio proche de l'effort constaté au début des années 1990. Tous les pays européens sont tenus de mettre en œuvre ce changement de base. Dès lors, les efforts de recherche européens seront bientôt à nouveau comparables courant 2015.

Tableau n°20b : Comparaisons en matière de R&D

2012-2013	DOM	France entière	Région Champagne- Ardenne	DOM / FR
Dépense intérieure en R&D, en M. €, 2012	259	46 545	279	0,56 %
Dépense intérieure en R&D, en % du PIB régional, 2012	0,7***	2,2*****	0,8	0,32#
Part des entreprises dans la dépense intérieure de R&D, en %, 2012	6,6	64,6	70	0,10#
Effort de recherche régional réalisé par les administrations, en % du PIB, 2012	0,63	0,79	0,22	0,80#
Effort de recherche régional réalisé par les Universités et les établissements d'enseignement supérieur, en % du PIB, 2012	0,21	0,30	0,20	0,70#
Effort de recherche régional réalisé par les EPIC*, en % du PIB, 2012	0,30	0,18	0,00	1,67#
Nombre de doctorants, 2012	695	78 378	723	0,89 %
Effectifs de chercheurs (en ETP), 2012 [dont chercheurs en entreprise]	1 408**** [112]	259 066 [156 584]	1 665 [898]	0,54 % [0,07 %]
Nombre de conventions CIFRE**, 2013	13	1 237	27	1,05 %

Source : INSEE (Insee-Première n°1559, Juillet 2015) ; MESR : L'état de l'emploi scientifique en France, Ed. 2014 (Déc. 2014), p. 58 pour les conventions CIFRE ; L'état de l'enseignement supérieur et de la recherche en France, n°8, Juillet 2015, pp. 9 et 81 pour les effectifs de chercheurs.

Lecture du tableau : en 2012, l'effort en R&D par rapport au PIB représente, dans les DOM, 32 % de l'effort national (et 10 % en ce qui concerne la R&D du secteur privé) ; en revanche, en ce qui concerne la R&D réalisée par les EPIC, l'effort dans les DOM est supérieur de 67 % à la moyenne nationale.

* Etablissements Publics Industriels et Commerciaux (exemples : BRGM, AFD, IFREMER, CNES, CIRAD, IRD...).

** Conventions Industrielles de Formation par la Recherche. Y compris COM (0 en 2013). Guadeloupe : 1, Martinique : 2, La Réunion : 10.

*** 0,71 % pour les 4 DOM historiques.

**** Y compris COM.

***** Région Midi-Pyrénées : 4,8 % du PIB ; région Ile de France : 3 %. Moyenne nationale : 2,23 % en 2012 et en 2013.

Tableau n°21 : Evolution de l'emploi salarié en R&D scientifique dans les DOM

21a : Evolution de l'emploi salarié dans la recherche-développement scientifique dans les DOM

Empl oi salari é, R&D scienti fique, 1989- 2013 (Déc.)	1989	1994 (1)	1999	2004	2006	2008	2009 (2)	2010	2011	2012	2013	Evol. 1989- 2013 (%) (2009 - 2013)
Guad eloupe	391	478	835	850	424	416	406	416	420	395	387	-1 (- 4,7)
Guya ne	686	743	425	366	392	394	401	420	423	445	447	-34,8 (+11, 5)
Marti nique	145	170	111	153	140	135	131	150	170	164	173	+ 19,3 (+32, 1)
Réuni on	121	166	193	197	201	271	270	296	374	365	365	+ 201, 6 (+35, 2)
4 DOM	1 343	1 557	1 564	1 566	1 157	1 216	1 208	1 282	1 387	1 369	1 372	+ 2,2 (+13, 6)
Métro pole	126 100	135 500	140 400	146 000	156 300	156 300	160 400	160 300	159 900	159 300	161 200	+ 27,8 (+0,5)
FRAN CE	127 443	137 057	141 964	147 566	157 457	157 516	161 608	161 582	161 287	160 691	162 572	+ 27,6
DOM	1,05	1,14	1,10	1,06	0,73	0,77	0,75	0,79	0,86	0,87	0,84	-

/ FR	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%*	%	0,21pt +0,09pt
Polynésie Fr.	ND	318	179	162	178	173	165	158	148	144	141	ND (-14,5)

Source : INSEE (Oct. 2014 pour les données de métropole ; Juin-Juillet 2015 pour les données des DOM ; pas de résultats statistiques disponibles pour Mayotte). Polynésie : ISPF (Août 2015).

* Population des DOM en 2012 (recensement INSEE, Janvier 2015) : 2,86 % de la population française (périmètre INSEE : 1 865 270 hab. sur 65 241 241 hab.).

- Loi Perben.
- LODEOM.

21b : Part de l'emploi dans la R&D scientifique dans l'emploi salarié total

Emploi salarié, R&D scientifique, en part de l'emploi salarié total 1989-2013, %	1989*	1994	1999	2004	2006	2008	2009	2010	2011	2012	2013**	Evol. 1989-2013 (pt)
Guadeloupe	0,50	0,55	0,85	0,81	0,38	0,36	0,35	0,35	0,36	0,34	0,33	-0,17pt
Guyane	2,64	2,46	1,15	0,91	0,89	0,89	0,89	0,90	0,88	0,92	0,90	-1,74pt
Martinique	0,15	0,17	0,10	0,13	0,11	0,11	0,10	0,12	0,14	0,14	0,14	-0,01pt
Réunion	0,09	0,11	0,11	0,10	0,09	0,12	0,12	0,13	0,16	0,16	0,15	+0,06pt
4 DOM, en %	0,40	0,42	0,37	0,33	0,23	0,24	0,24	0,25	0,27	0,26	0,26	-0,14pt
<i>Métropole</i>	<i>0,63</i>	<i>0,66</i>	<i>0,63</i>	<i>0,63</i>	<i>0,66</i>	<i>0,65</i>	<i>0,68</i>	<i>0,67</i>	<i>0,67</i>	<i>0,68</i>	<i>0,68</i>	<i>+0,05pt</i>
Rappel : 4 DOM (nombre de salariés)	335 230	373 300	422 180	470 000	501 380	510 670	507 320	514 810	520 440	519 300	528 820	+57,7% ***
Polynésie Fr.***	ND	0,73	0,32	0,26	0,26	0,25	0,25	0,24	0,23	0,23	0,23	ND

*												
---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Source : INSEE (Juin 2014). Hors Mayotte (répartition annualisée des salariés non disponible) ; pour information : 29 700 salariés à Mayotte comptabilisés au RGP de 2012 contre 23 600 recensés au RGP de 2002. Polynésie : ISPF (Août 2015).

* Métropole : 20 040 700 salariés. 4 DOM : 1,64 % du total français [20 375 930 salariés]

** Métropole : 23 821 143 salariés. 4 DOM (117 001 salariés en Guadeloupe ; 49 989 salariés en Guyane ; 122 292 salariés en Martinique ; 239 534 salariés à La Réunion) : 2,18 % du total français [24 349 963 salariés hors COM et hors Mayotte].

*** Métropole : + 18,9 %.

**** 43 816 salariés fin 1994 ; 68 285 salariés fin 2006 ; 61 092 salariés fin 2013.

Tableau n°22a : Tarification des services bancaires dans les DCOM

2014-2015, au 1 ^{er} Avril	GUA D	GUY	MAR T	REU	MAY	SPM	DCO M, zone €*	NC	PF	WF	COM , zone CFP* *	Métr opole ***
Frais de tenue de compte (par an), 2014	30,86	19,72	32,19	14,89	24,22	0	23,66	30,08	36,49	58,66	33,53	8,36
Frais de tenue de compte (par an), 2015	28,70	19,57	29,17	12,57	14,64	0	21,04	25,37	35,09	58,66	30,46	ND
Abonnement de gestion de comptes sur Internet (par mois), 2014	0,74	0,93	1,00	0,01	0,60	0,00	0,51	8,52	2,04	7,90	5,34	0,58
Abonnement de gestion de comptes sur Internet (par mois), 2015	0,60	0,73	0,82	0,01	0,00	0,00	0,40	4,66	2,37	7,90	3,59	ND
CB international, débit différé, 2014	44,05	44,66	44,29	43,51	44,07	43,82	43,94	40,33	47,99	46,09	44,15	44,83

CB international, débit différé, 2015	44,23	44,41	44,32	43,53	43,93	44,56	43,97	40,35	48,08	46,09	44,18	<i>ND</i>
Virement occasionnel, en agence, 2014	4,04	3,95	3,64	2,99	3,59	3,22	3,50	3,24	2,19	3,69	2,73	3,58
Virement occasionnel, en agence, 2015	3,98	3,80	3,58	3,36	3,45	3,23	3,60	3,23	2,20	3,69	2,73	<i>ND</i>
Retrait dans un DAB d'un autre établissement, 2014	0,10	0	0,11	0,12	0	0	0,10	0,62	0,55	0	0,58	<i>0</i>
Retrait dans un DAB d'un autre établissement, 2015	0,10	0	0,11	0,11	0	0	0,10	0,62	0,79	0	0,70	<i>0</i>
Assurance perte et vol des moyens de paiement, 2014	24,47	25,28	24,47	22,94	22,89	<i>ND</i>	23,85	24,04	24,71	24,50	24,38	24,60
Assurance perte et vol des moyens de paiement, 2015	24,36	25,07	24,45	22,95	23,19	5,05	23,75	24,00	24,55	24,50	24,18	<i>ND</i>

Source : IEDOM et IEOM. SO : sans objet (service non proposé) ; ND : données non disponibles.

* Zone euro : DOM et Saint-Pierre-et-Miquelon. Les COM de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin sont rattachées au DOM de Guadeloupe.

** Zone CFP : zone franc Pacifique (COM de Wallis et Futuna et de Polynésie Française ; Nouvelle-Calédonie). **Rappel : 1 000 F. CFP = 8,38 €.**

*** Afin de permettre la comparaison des tarifs des DCOM avec ceux de la métropole, l'Observatoire des tarifs bancaires des Instituts (IEDOM et IEOM) reprend également les dernières données publiées par le Comité Consultatif du Secteur Financier (CCSF) pour la métropole, c'est-à-dire les tarifs en vigueur au 5 janvier 2014, selon la même méthodologie que celle appliquée par l'IEDOM. L'échantillon du CCSF porte sur la moyenne des tarifs de 126 établissements de crédit métropolitains représentant 98,5% des parts de marché des comptes de particuliers.

Tableau n°22b : Bancarisation et équipement bancaire dans les DCOM

• **Nombre d'habitants par guichet bancaire**

2009-2014	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2009-2014 (%)
Guadeloupe	2 733	2 379	2 328	2 329	2 332	2 267	-17
Martinique	2 680	2 625	2 598	2 596	2 577	2 611	-2,6
Guyane	5 345	5 621	5 939	5 667	5 321	5 002	-6,4
La Réunion	3 537	3 569	3 452	3 522	3 485	3 391	-4,1
Mayotte	8 205	8 087	8 296	8 179	7 531	6 618	-19,3
St-P- Miquelon	1 261	1 262	1 054	1 057	1 014	1 014	-19,6
Saint- Martin	3 069	2 738	2 592	2 641	2 692	2 692	-12,3
Saint- Barthélemy	989	993	1 019	993	1 004	1 004	+ 1,5
IEDOM	3 347	3 264	3 221	3 244	3 211	3 136	-6,3
Polynésie Fr.	3 570	3 454	3 569	3 641	4 033	4 235	+ 18,6
N-Calédonie	3 456	2 323	2 329	2 378	2 428	2 512	-27,3
Wallis & Futuna	4 308	4 101	4 003	3 958	3 638	3 493	-18,9
Métropole	1 678	1 618	1 649	1 660	1 688	1 707	+ 1,7
IEDOM / Métropole*	1,99	2,02	1,95	1,95	1,90	1,84	-7,5 %

Sources : IEDOM (Panorama de l'activité bancaire dans les DCOM en 2014, Déc. 2015 : pour les données 2010-2014 ; Rapports annuels pour les données 2009-2010) et IEOM (collectivités du Pacifique ; Rapports annuels).

* Lecture : En 2014, le nombre d'habitants par guichet bancaire était, en moyenne dans le périmètre IEOM (DCOM hors Pacifique) 84 % plus élevé qu'en France métropolitaine, avec de fortes disparités : la densité bancaire était ainsi, par exemple, deux fois moindre à La Réunion (ratio de 1,99) et presque quatre fois moindre à Mayotte (ratio de 3,88) ; elle était, à l'inverse inférieure à la densité hexagonale à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Saint-Barthélemy (ratio de 0,59 dans cette dernière collectivité).

• **Nombre d'habitants par DAB-GAB**

2009-2014	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution
-----------	------	------	------	------	------	------	-----------

								2009-2014 (%)
Guadeloupe	1 405	1 034	1 008	951	939	931		-33,7
Martinique	1 182	1 120	1 099	1 009	974	961		-18,7
Guyane	2 544	2 376	2 179	1 904	1 839	1 812		-28,8
La Réunion	1 678	1 653	1 512	1 420	1 406	1 367		-18,5
Mayotte	4 376	3 888	3 989	3 866	3 522	3 580		-18,2
St-P- Miquelon	900	869	1 520	1 585	1 520	1 520		+ 68,9
Saint- Martin	1 473	1 271	1 251	1 275	1 299	1 299		+11,8
Saint- Barthélemy	890	894	917	813	821	821		-7,7
IEDOM	1 627	1 467	1 442	1 347	1 323	1 301		-20
Polynésie Fr.	1 672	1 642	1 642	1 604	1 699	1 623		-2,9
N-Calédonie	1 259	1 212	1 170	1 121	1 082	1 075		-14,6
Wallis & Futuna	13 484	12 835	12 529	12 390	11 387	10 934		-18,9
<i>Métropole</i>	<i>1 177</i>	<i>1 116</i>	<i>1 090</i>	<i>1 088</i>	<i>1 090</i>	<i>1 095</i>		-7
IEDOM / Métropole	1,38	1,32	1,32	1,24	1,21	1,19		-13,8 %

Sources : IEDOM (Panorama de l'activité bancaire dans les DCOM en 2014, Déc. 2015 : pour les données 2010-2014 ; Rapports annuels pour les données 2009-2010) et IEOM (collectivités du Pacifique ; Rapports annuels).

Tableau n°23a : Placements* des agents économiques : Total des actifs financiers

2007- 2014, en M. € courants, encours en fin d'année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evol 2007- 2014 (%)	Place ments des entrep rises (SNF) , 2013	Place ments des entrep rises (SNF) , 2014
Guadeloupe**	5 797,8	6 036,7	6 312,7	6 612,3	6 777,3	7 096,7	7 399	7 629,5	+ 31,6	1 461,1	1 681,1
Martinique	5 655,4	5 825	6 020,7	6 214,4	6 268	6 458,4	6 686,3	6 886,5	+ 21,8	1 354,8	1 493,7
Guyane	1 136	1 191,1	1 260,4	1 379,1	1 439,9	1 631,9	1 658,7	1 622,6	+ 42,8	469,9	426,6
La Réunion	10 089	10 148	10 490,4	10 751,7	11 075,4	11 499,3	12 039,6	12 457,3	+ 23,5	2 731,5	2 899,4
Mayotte	307,4	328,4	357,4	384,5	407,2	430	416,6	466,5	+ 51,8	135,6	154,7
DOM* *	22 985,7	23 529,2	24 441,6	25 342	25 967,8	27 116,3	28 200,2	29 062,4	+ 26,4	6 152,6	6 655,5
St-P- Miquelon	191,8	197,5	210,1	208,7	202	209,6	214,8	210,5	+ 9,7	28	27,9
Polynés	3 919,	3 960,	4 021,	4 088,	4 076,	3 994,	3 969	4 171,	+ 6,4	868,9	949,8

ie Fr.	1	1	1	8	7	3		3			
N-Calédonie	4 045,7	4 275,5	4 724,7	5 246	5 376,7	5 940,4	5 992,4	6 138,4	+ 51,7	1 908	2 015,8
Wallis & Futuna	72,3	71,9	74,7	71,8	74,7	73,6	60,1	60	-17	15,1	18,2
DCOM	31 214,6	32 034,2	33 472,2	34 957,3	35 697,9	37 334,2	38 436,5	39 642,6	+ 27	8 972,6	9 667,2
France (Mds. €)	1 343,1	1 413,6	1 508,5	1 584,3	1 779	1 845,7	1 892,8	1 898,4	+ 41,3	384,4	411,4
DCOM / FR	2,32%	2,27%	2,22%	2,21%	2,01%	2,02%	2,03%	2,09%	-0,23 pt	2,33%	2,35%

Sources : IEDOM et IEOM. INSEE pour les données nationales. SNF = sociétés non financières.

* Dépôts à vue + dépôts à terme + comptes sur livrets.

** Y compris COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

Tableau n°23b : Placements des agents économiques : encours du Livret A et du Livret bleu dans les DCOM

2007-2015, en M. € courants, au 31 Déc.	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (30/6)	Evolution 2007-2014 (%)
Guadeloupe*	397,6*	440,7	510,8	537,1	583	641,3	683,4	694,2	725,6*	+ 74,6
Martinique	375,3	459	474,4	493,6	532,2	575,3	612,8	620,8	623	+ 65,4
Guyane	104,8	118,7	125,2	156,2	161,5	181,5	175,7	185,6	186,4	+ 77,1
La Réunion	535,9	594,6	721	790	894	1 055,4	1 189,5	1 228,6	1 229,5	+ 129,3

Mayotte	0	0,9	6,2	9,8	13,2	18,4	22,3	26,8	29,2	NS
DOM*	1 413,6	1 613,9	1 837,6	1 986,7	2 183,9	2 471,9	2 683,7	2 756	ND	+ 95
Saint-Martin*	ND	1,3	3,3	5	6,2	9,2	10,4	10,9	ND	ND
St-Barthélemy*	ND	0	2,7	6,2	8,7	12,2	14,7	16,4	ND	ND
St-P-Miquelon	5,3	5,9	6	7	8,5	10,8	12,3	12,2	12,4	+ 130,2
Polynésie Fr.	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
N-Calédonie	109,3	127,4	128,1	133,5	146,5	171,3	185	187,8	183,3	+ 71,8
Wallis & Futuna	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
DCOM	1 528,2	1 748,5	1 977,7	2 138,4	2 353,8	2 675,4	2 906,1	2 983,3	2 989,4	+ 95,2
<i>France (Mds. €)</i>	<i>140,8</i>	<i>164,4</i>	<i>183,4</i>	<i>193,5</i>	<i>214,7</i>	<i>247,2</i>	<i>263,2</i>	<i>260</i>	<i>257,6</i>	<i>+ 84,7</i>
<i>DCOM / FR</i>	<i>1,09 %</i>	<i>1,06 %</i>	<i>1,08 %</i>	<i>1,11 %</i>	<i>1,09 %</i>	<i>1,08 %</i>	<i>1,11 %</i>	<i>1,15 %</i>	<i>1,16 %</i>	<i>+ 0,06 pt</i>

Sources : IEDOM et IEOM pour les DCOM ; France : cf. INSEE et Banque de France (www.webstat.banque-france.fr). NS : non significatif.

ND = données non disponibles. Parallèlement aux dépôts locaux, le système bancaire des COM du Pacifique collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables dans le cadre de son activité de financement, et gérés hors de la zone d'émission (IEOM). La répartition de ces placements par produits, et donc la possibilité de connaître l'encours du Livret A, n'est disponible que pour la Nouvelle-Calédonie.

Périmètre IEDOM : DOM + 3 COM de l'Atlantique.

* Hors Banque Postale (encours rattaché au département de la Guadeloupe), ce qui minore les données relatives aux deux COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, et majore corrélativement celles relatives à la Guadeloupe et aux DOM.

** Y compris COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

Tableau n°23c : Placements des agents économiques : encours du Compte Epargne Logement (CEL) et du Plan Epargne Logement (PEL) dans les DCOM

2007-2015, en M. € courants, au 31 Déc.	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (au 30/6)	Evolution 2007-2014 (%)
Guadeloupe*	570,8*	533,8	530,9	533,5	535,8	540,5	551,1	575,4	626,5*	+ 0,8
Martinique	674,6	647,7	648,4	656	658,5	661	667,3	688,6	697,2	+ 2,1
Guyane	104,9	102,9	104,6	107,6	112,2	115,1	120,9	127,4	131,6	+ 21,4

La Réunion	1 056,7	1 000,6	980,6	990,8	981	979,8	992,8	1 036,8	1 064,5	-1,9
Mayotte	14	15,3	12,9	21,4	23,5	26,5	30,3	34,1	36,8	+ 143,6
DOM*	2 421	2 300,3	2 277,4	2 309,4	2 311	2 322,9	2 362,4	2 462,3	ND	+ 1,7
Saint-Martin*	ND	8,3	9,3	10	11,1	12,7	13,8	14,7	ND	ND
St-Barthélemy*	ND	12,5	13,4	14	14,4	14,2	16,1	19,1	ND	ND
St-P-Miquelon	2,1	2,2	2,2	2,8	2,8	4,3	5,9	7,8	10,2	+ 271,4
Polynésie Fr.	101,3	97,2	107,2	118,1	130	140,8	150,7	157,6	167,5	+ 55,6
N-Calédonie	48,3	41,4	40,4	38,6	36,9	34,5	33,2	36	39,2	-25,5
COM	ND	161,6	172,5	183,5	195,2	206,5	219,7	235,2	ND	ND
DCOM	2 572,7	2 461,9	2 449,9	2 492,9	2 506,2	2 529,4	2 582,1	2 697,5	2 773,5	+ 4,8
France (Mds. €)	228,5	205,4	210,4	218,4	222,7	223,4	231,1	247,1	257,1	+ 8,1
DCOM / FR	1,12 %	1,20 %	1,16 %	1,14 %	1,13 %	1,13 %	1,12 %	1,09 %	1,08 %	-0,03 pt

Sources : IEDOM et IEOM pour les DCOM ; France : cf. INSEE et Banque de France (www.webstat.banque-france.fr). ND = non disponible.

* Hors Banque Postale (encours rattaché au département de la Guadeloupe), ce qui minore les données relatives aux deux COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy (Fin 2011, dernière année où les données de la Banque Postale étaient disponibles dans ces deux COM : 22,1 M. € pour St-Martin et 17,6 M. € pour St-Barthélemy), et majore corrélativement celles relatives à la Guadeloupe et aux DOM.

** Y compris COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

Tableau n°23d : Placements des agents économiques : encours du Livret de Développement durable (LDD, ex-CODEVI) dans les DCOM

2007-2015, en M. € courants, au 31	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evol ution 2007- 2014 (%)	2015 (30/6)

Déc.											
Guadeloupe	112,1	130,5	134,8	136,8	141,1	171	199,3	213,1	+ 90,1	217,8*	
Martinique	117,2	132,8	198,8	139,6	142,7	166,4	193,1	209,8	+ 79	217,8	
Guyane	10,6	14	14,7	15,3	16,4	21,1	24,8	26,7	+ 151,9	27,9	
La Réunion	220,9	255,9	258,3	259,3	267,5	329,3	381	398	+ 80,2	402,3	
Mayotte	0	0,2	0,3	0,3	0,4	0,8	1,3	1,9	NS	2	
DOM	460,8	533,4	546,9	551,8	568,1	688,6	799,5	849,5	+ 84,3	865,8	
St-P-Miquelon	0	0	0	0	0,0	0	0,0	0,0	NS	0	
Saint-Martin	1,5	1,8	2,2	2,4	2,6	3,8	4,5	4,8	+ 220	ND	
Saint-Barth	2,5	3	3,6	3,3	3,7	5,4	6,6	6,6	+ 164	ND	
DCOM	464,8	538,2	552,7	557,5	574,4	697,8	810,6	860,9	+ 85,2	865,8	
France (Mds. €)	63,05	70,19	69,13	67,96	69,37	92,03	100,74	101,87	+ 61,6	101,6	
DCO M / FR	0,73 %	0,77 %	0,80 %	0,82 %	0,83 %	0,76 %	0,80 %	0,84 %	+ 0,11 pt	0,85 %	

Source : IEDOM pour les DCOM ; France : cf. Banque de France (www.webstat.banque-france.fr). ND = données non disponibles.

* Y compris COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

Tableau n°23e : Placements des agents économiques : encours de l'épargne à long terme*

2007-2015, encours en M. € courants	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	En % actifs financiers	2015 (30/6)	Evolution 2007-2014 (%)
Guadeloupe**	1 820,7	1 798,8	1 963,6	2 135,6	2 138,6	2 258,6	2 322,1	2 396,4	31,4	2 408,7	+ 31,6
Martinique	1 809,3	1 827,6	1 936,9	2 061,1	2 092,6	2 158,8	2 201,5	2 288,6	33,2	2 329,3	+ 26,5
Guyane	266	253,3	295,5	313,3	329,8	484,1	485,4	380,6	23,5	394,3	+ 43,1
La Réunion	3 408,4	3 325,6	3 574,4	3 690,8	3 669,6	3 749,5	3 827,2	3 962,7	31,8	4 055,2	+ 16,3

Mayotte	39,3	56,4	68,7	58,5	63,7	65,7	67,6	74,8	16	79,5	+ 90,3
DOM**	7 343,7	7 261,7	7 839,1	8 259,3	8 294,3	8 716,7	8 903,8	9 103,1	31,3	9 267	+ 24
St-P-Miquelon	15,7	15,3	17,6	29,6	30,9	33,7	32,9	35,7	17	38,9	+ 127,4
Polynésie Fr.	732,9	619,8	738,6	856,9	770,3	769,3	801,6	868,6	20,8	872,9	+ 18,5
N-Calédonie	739,8	699,9	805	928,4	944,4	977,1	1 019,4	1 071,4	17,4	1 101,3	+ 44,8
Wallis & Futuna	27	17,7	18,6	15,4	13,9	14,7	15,3	15,8	26,3	16,8	-41,5
DCOM	8 859,1	8 614,4	9 418,9	10 089,6	10 053,8	10 511,5	10 773	11 094,6	28	11 296,9	+ 25,2
France (Mds. €)	277,2	260,9	362,4	377	483,7	483,5	499,3	456,5	24	ND	+ 64,6
DCOM / FR	3,20 %	3,30 %	2,60 %	2,68 %	2,08 %	2,17 %	2,16 %	2,43 %	-	ND	-0,77 pt

Sources : IEDOM et IEOM (Oct. 2015 pour les données de Juin 2015) ; INSEE (Sept. 2015) pour les données relatives à la France entière (d'après Banque de France).

* Dépôts à terme de plus de 2 ans.

** Y compris COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

Tableau n°24a : Crédits à l'économie : taux de créances douteuses dans les DCOM

2007-2015, en %, au 31 Déc.	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (30/6)	Evolution 2008-2014, en pts
Guadeloupe*	8,8	7,8	7,9	8,5	7,3	7,2	6,5	6	5,7	-1,8
Martinique	7	6	6,9	6,5	6,3	6,9	6,9	6,8	6,8	+ 0,8
Guyane	5,7	4,9	4,1	4,4	4	4,1	3,9	3,4	3,4	-1,5
La Réunion	3,8	4,2	5,8	6,4	6,2	6,3	6	5,3	5,3	+ 1,3
Mayotte	3,3	3,2	3,5	4	5,1	6	5,7	5,4	5,2	+ 2,2
St-P-Miquelon	12,1	10,7	11,6	7,7	6,8	5,2	4,5	3,8	3,6	-6,9
Polynésie Fr.	4,6	5,4	6,9	8,9	10	9,7	10,2	10,4	10,6	+ 5
N-Calédonie	2,4	2	2	2	2	2	3	2,9	2,9	+ 0,9
Wallis & Futuna	17,5	16,3	19,2	22,4	14,4	10	10,1	14,7	14,1	-1,6
Métropole	ND	ND	5	5	4,8	4,9	5	ND	ND	-

Sources : IEDOM et IEOM.

* Y compris COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Tableau n°24b : Crédits à l'économie : crédits bancaires à l'équipement des collectivités locales

2007-2015, en M. € courant s, au 31 Déc.	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	En % PIB	2015 (30/6)	Evolu tion 2008-2014 (%)
Guadeloupe*	615,7	633,6	659,5	740,3	782,5	802,2	818,1	898,3	e : 9,8**	868,8	+ 41,8
Martinique	722,7	990,2	811,8	994,8	1 040,7	1 149,8	1 107,1	1 111,8	13,2	1 131,3	+ 12,3
Guyane	254,7	300,1	358,1	364,6	386,6	379,8	355,5	353,7	9	375,2	+ 17,9
La Réunion	1 675	1 734,9	1 847,3	1 908,7	1 965,4	2 013,6	1 941,2	1 971,4	11,5	1 954,2	+ 13,6
Mayotte	48,8	100,1	128,6	140,8	160,7	163,1	173,2	150,2	9,7 b	151,9	+ 50
DOM* *	3 316,9	3 758,9	3 805,3	4 149,2	4 335,9	4 508,5	4 395,1	4 485,4	e : 11,1	4 481,4	+ 19,3
St-P-Miquelon	17,4	16,1	20,2	18,6	16,3	17,4	20,6	18,4	9,5 c	15,2	+ 14,3
Polynésie Fr.	503,2	559,1	680,3	724,3	771,8	750,7	708,9	723,4	16	732,1	+ 28,8
N-Calédonie	261,9	277,9	267,9	352,7	431,4	485,8	597,5	775,2	10,4 a	807,4	+ 178,9
Wallis & Futuna	3,6	3,2	3	2,6	2,3	2	1,7	2,4	e : 2,3 d	2,3	-25
COM*	786,1	856,3	971,4	1 098,2	1 221,8	1 255,3	1 328,7	1 519,4	e : 12,3	1 557	+ 77,4
DCOM	4 103	4 615,2	4 776,7	5 247,4	5 557,7	5 764,4	5 723,8	6 004,8	e : 11,4	6 038,4	+ 30
Métropole (Mds. €)	119,25	129,86	140,2	148,06	152,54	156,88	158,88	152,05	7,3	148,22	+ 17,1
France (Mds. €)	123,35	134,48	144,98	153,31	158,1	162,64	164,6	158,05	7,4***	154,26	+ 17,5 %
DCOM / FR	3,32 %	3,43 %	3,30 %	3,42 %	3,51 %	3,54 %	3,48 %	3,80 %	e : 1,5	3,91 %	+ 0,37 pt

Sources : IEDOM et IEOM. Données nationales : BdF (périmètre : crédits à l'investissement des APUL résidentes). e : estimations ;

a = 2013

b = 2012

c = 2008

d = 2007

* Y compris COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

** Y compris COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy (PIB estimé à 1,1 Md. € en 2014).

*** PIB = Métropole + 4 DOM en 2014 (soit 2 132,4 Mds. €).

Tableau n°24c : Crédits à l'économie : crédit bancaires à l'habitat (crédits aux ménages)

2007-2015, en M. € courants, au 31 Déc. (encours en fin d'année)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	En % crédits aux ménages, 2014	2015 (30/6)	Evolution 2008-2014 (%)
Guadeloupe	1 251,6	1 369,4	1 447,9	1 586,1	1 704,7	1 822,3	1 940,9	2 017,2	62,5	2 293,8*	+ 47,3
Martinique	1 662,9	1 814,9	1 893,8	2 037,3	2 131,8	2 222	2 335,2	2 365,7	73,5	2 409,1	+ 30,3
Guyane	322,3	384,5	426	509,9	565,4	630,9	687	709,8	80,4	726,7	+ 84,6
La Réunion	4 130,5	4 455,1	4 683,7	4 911,7	5 107,3	5 407,7	5 538,9	5 652,7	78,4	5 715,7	+ 26,9
Mayotte	81	98,5	107,1	123,7	130,9	145,4	142,2	153,3	53,5	158,2	+ 55,6
DOM	7 448,3	8 122,4	8 558,5	9 168,7	9 640,1	10 228	10 644,2	10 898,7	74,7	ND*	+ 34,2
Saint-Martin	62,3	65,6	68,5	76,3	82,5	85,4	83,6	82,8	81,2	ND	+ 26,2
Saint-Barthélemy	65,9	85,7	86,4	102,5	116,5	131,3	137,3	124,7	89,3	ND	+ 45,5
St-P-Miquelon	57,1	59,1	62,1	65,6	68,8	72,3	73,6	77,6	81,9	79,8	+ 31,3
Polynésie Fr.	1 205	1 277,4	1 347,8	1 381,3	1 439,6	1 470,4	1 492,3	1 523,7	65,6	1 535,2	+ 19,3
N-Calédonie	1 777,6	2 019,8	2 185,2	2 423,4	2 627,8	2 712,9	2 759,9	2 832,1	80,8	2 881,1	+ 40,2
Wallis & Futuna	6,1	5,4	4,4	3	2,4	3,1	2,3	1,6	14,2	1,3	-70,4
COM	3 174	3 513	3 754,4	4 052,1	4 337,6	4 475,4	4 549	4 642,5	75,1	ND*	+ 32,1
DCOM	10 622,3	11 635,4	12 312,9	13 220,8	13 977,7	14 703,4	15 193,2	15 541,2	74,8	15 800,9	+ 33,6
<i>France (Mds. €)</i>	<i>652,9</i>	<i>710</i>	<i>737,6</i>	<i>798,1</i>	<i>847</i>	<i>874,2</i>	<i>907</i>	<i>927,4</i>	<i>78,7</i>	<i>ND</i>	<i>+ 30,6</i>
DCOM / FR	1,63 %	1,64 %	1,67 %	1,66 %	1,65 %	1,68 %	1,67 %	1,68 %	-	ND	+ 0,04 pt

Sources : IEDOM et IEOM. Données nationales : INSEE (Août 2015) ; périmètre : crédits à l'habitat des établissements implantés en France à des résidents français. ND = données non disponibles.

* Y compris COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, rattachées au département de la Guadeloupe.

Tableau n°25a : Crédits bancaires aux entreprises : encours sain

2007-2015, en M. € courants, au 31 Déc. (encours en fin d'année)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (30/6)	Evolution 2008-2014 (%)
Guadeloupe	2 986,1	3 204,7	3 158,4	3 182,6	3 472,1	3 564,2	3 593,1	3 784,9	3 968*	+ 18,1
Martinique	2 953,3	3 241,1	3 177,9	3 278,8	3 295	3 296,1	3 164,3	3 265,2	3 233	+ 0,7
Guyane	938,1	1 082,9	1 124,6	1 136,9	1 212,6	1 277,8	1 353,8	1 443,9	1 473,7	+ 33,3
La Réunion	7 129,2	7 730,9	7 409,7	7 322,5	7 528,8	7 579,7	7 785,7	8 137	8 314,7	+ 5,2
Mayotte	227,4	279,2	269,3	267	260,7	307,5	358,2	360,6	370,3	+ 29,1
DOM	14 234,1	15 538,8	15 139,9	15 187,8	15 769,2	16 025,3	16 255,1	16 991,6	ND**	+ 9,3
Saint-Martin*	66,9	95,8	93,3	119,6	94,6	86,7	82,6	91,4	ND	-4,6
Saint-Barthélemy*	56,1	50,3	57,6	51,8	56,8	61,6	60,1	84,9	ND	+ 68,8
St-P-Miquelon	35,2	34	34,3	33,7	35,2	36,4	38	39,2	43,5	+ 15,3
Polynésie Fr.	1 513,2	1 576,6	1 522,6	1 573,6	1 524,5	1 482,8	1 384	1 314,7	1 336,9	-16,6
N-Calédonie	2 353,9	2 904,9	3 201,3	3 379,2	3 570,7	3 827,7	3 795,5	3 835,7	3 882,5	+ 32
Wallis & Futuna	9,4	12,2	10,4	9,1	13,1	21,1	19,9	7,4	7,4	-39,3
COM	4 034,7	4 673,8	4 919,5	5 167	5 294,9	5 516,3	5 380,1	5 373,2	ND**	+ 15
DCOM	18 268,8	20 212,6	20 059,4	20 354,8	21 064,1	21 541,6	21 635,2	22 364,8	22 629,7	+ 10,6
<i>France (Mds. €)</i>	<i>713,3</i>	<i>781,6</i>	<i>769,3</i>	<i>780,8</i>	<i>815,9</i>	<i>819,1</i>	<i>816,7</i>	<i>838,4</i>	<i>859,2</i>	<i>+ 7,3</i>
<i>DCOM / FR</i>	<i>2,56 %</i>	<i>2,59 %</i>	<i>2,61 %</i>	<i>2,61 %</i>	<i>2,58 %</i>	<i>2,63 %</i>	<i>2,65 %</i>	<i>2,67 %</i>	<i>2,63 %</i>	<i>+ 0,08 pt</i>

Sources : IEDOM et IEOM. Données nationales : Banque de France (webstat.banque-france.fr) : périmètre : crédits aux SNF implantés en France à des résidents français.

* Données hors Banque Postale.

*** Y compris COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, rattachées au département de la Guadeloupe.

Tableau n°25 b : Créances douteuses nettes aux entreprises

2007-2015, en M. € courants, au 31 Déc. (encours en fin d'année)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	En % des crédits bancaires aux entreprises	2015 (30/6)	Evolution 2008-2014 (%)
Guadeloupe*	ND	137,8	190,6	225,8	182,2	164,6	152,6	134,3	3,4	138,3*	-2,5
Martinique	122,4	119,4	146,2	152,9	149,9	151,3	170,7	154,4	4,7	168,4	+29,3
Guyane	20,3	20,3	16	29	28,8	31,6	25,2	20,9	1,4	24,6	+3
La Réunion	130,7	196,1	347,5	388,5	376,9	382,2	361,2	315,5	3,9	321,2	+60,9
Mayotte	ND	10,1	9,4	13,7	18,2	22,8	21,8	16,1	4,5	16,4	+59,4
DOM	ND	483,7	679,7	809,9	756	752,5	731,5	641,2	3,7	ND*	+32,6
Saint-Martin	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Saint-Barthélemy	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
St-P-Miquelon	5,4	5,7	2,8	2,4	2,4	2,1	2	1,3	3,3	1,1	-77,2
Polynésie Fr.	41,6	75,9	101,2	187,5	208,8	169,2	145,9	136,1	10,1	136,4	+76,4
N-Calédonie	24,1	22,2	24,3	26,5	31,5	33,1	106	99,6	2,6	98,2	+350
Wallis & Futun	2,1	1,8	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	23	1,7	-5,6

a											
COM	73,2	105,6	130,1	218,1	244,4	206,1	255,6	238,7	4,6	ND*	+ 126
DCOM	ND	589,3	809,8	1 028	1 000,4	958,6	987,1	879,9	3,9	906,3	+ 48,9
<i>Métropole (Mds. €)</i>	<i>11,52</i>	<i>13,59</i>	<i>18,47</i>	<i>14,96</i>	<i>14,94</i>	<i>15,55</i>	<i>16,54</i>	<i>16,43</i>	<i>2</i>	<i>17,07</i>	<i>+ 20,9</i>
<i>France</i>	<i>ND</i>	<i>14,18</i>	<i>19,28</i>	<i>15,99</i>	<i>15,94</i>	<i>16,51</i>	<i>17,53</i>	<i>17,31</i>	<i>2,06</i>	<i>17,98</i>	<i>+ 22,1</i>
<i>DCOM / FR</i>	<i>ND</i>	<i>4,15 %</i>	<i>4,20 %</i>	<i>6,43 %</i>	<i>6,27 %</i>	<i>5,81 %</i>	<i>5,63 %</i>	<i>5,08 %</i>	<i>-</i>	<i>5,04 %</i>	<i>+ 0,93 pt</i>

Sources : IEDOM et IEOM. Données nationales : BdF (périmètre : créances douteuses nettes des SNF résidentes)

* Y compris COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, rattachées au département de la Guadeloupe.

Tableau n°25c : Crédits bancaires aux entreprises : évolution des crédits de trésorerie dans les DCOM

2007-2015, en M. € courants, au 31 Décembre	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2008- 2014 (%)	2015 (30/6)
Guadeloupe	185,5	195,2	167,5	138,5	124,6	129,6	116,5	115,9	-40,6	135,1*
Martinique	237	242	185,9	230,4	191,6	169,1	188,4	160,9	-33,5	162,6
Guyane	46,9	52,9	45,2	37,2	35,9	35,5	34,4	33,8	-36,1	32,8
La Réunion	593,6	769,9	630	574,7	637,6	687,5	645,8	588,8	-23,5	555,2
Mayotte	16,1	22,9	18,2	17	26	24,7	23,1	14,2	-38	13,4
DOM	1 079,1	1 282,9	1 046,8	997,8	1 015,7	1 046,4	1 008,2	913,6	-28,8	ND*
Saint-Martin	3,8	4,5	5,8	5,4	4,6	4,9	3,5	2,8	-37,8	ND
St-Barthélemy	0,7	1,2	2	1,9	1,5	3,3	3,2	3,2	+ 166,7	ND
St-P-Miquelon	9,7	9,4	3,6	2,9	2	2,8	3,4	2,3	-75,5	2
Polynés	309,5	355	359	397,7	391,8	336,9	311,5	254,5	-28,3	272,5

ie Fr.										
N-Calédonie	347,7	360,5	394	364	346,4	371,9	367,2	368,9	+ 2,3	367,8
Wallis & Futuna	0,2	0,3	0,1	0	0	0	0	0	NS	0
COM	671,6	730,9	764,5	771,9	746,3	719,8	688,8	631,7	-13,6	ND
DCOM	1 750,7	2 013,8	1 811,3	1 769,7	1 762	1 766,2	1 697	1 545,3	-23,3	1 541,4
<i>France (Mds. €)</i>	<i>201,1</i>	<i>217,4</i>	<i>185,7</i>	<i>179,7</i>	<i>187,5</i>	<i>174,1</i>	<i>167,5</i>	<i>175,6</i>	<i>-12,7</i>	<i>188</i>
DCOM / FR	0,87 %	0,93 %	0,97 %	0,98 %	0,94 %	1,01 %	1,01 %	0,88 %	+ 0,01 pt	0,82 %

Sources : IEDOM et IEOM ; France : cf. Banque de France (www.webstat.banque-france.fr). NS = non significatif.

* Y compris COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, rattachées au département de la Guadeloupe.

Tableau n°25d : Crédits bancaires aux entreprises : évolution des crédits d'investissement dans les DCOM

2007-2015, en M. € courants, au 31 Déc. (encours en fin d'année)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	En % des crédits ent	2015 (30/6)	Evolution 2008- 2014 (%)
Guadeloupe	1 160,4	1 300,3	1 244	1 206,8	1 304,3	1 221,9	1 232	1 296,4	34,2	1 400,8*	-0,3
Martinique	1 404,4	1 680,6	1 675,7	1 691,6	1 681,1	1 657,2	1 611,9	1 699,2	52	1 734,1	+ 1,1
Guyane	268,5	345,6	355,4	344,9	411,8	388,6	409,3	446	30,9	479,8	+ 29
La Réunion	3 221,3	3 505,8	3 331,3	3 252,4	3 349,9	3 318,1	3 201,4	3 433,3	42,2	3 501	-2,1
Mayotte	130,5	157,3	170,2	188,7	176,4	221,2	259,3	271,6	75,3	280,8	+ 72,7
DOM	6 185,1	6 989,6	6 776,6	6 684,4	6 923,4	6 807	6 713,9	7 146,5	42,1	ND*	+ 2,2

Saint-Martin	31,7	52,7	44,2	50,4	53,4	54,3	54,4	60,2	65,9	ND	+ 1,4
Saint-Barthélemy	32,8	35,1	37,1	35,8	38,3	42,6	43,8	52	61,2	ND	+ 48,1
St-P-Miquelon	15,6	15,4	28,3	26,2	26,1	25,4	27,4	29,5	75,3	32,9	+ 91,6
Polynésie Fr.	592,7	584,1	570,1	530,8	554,1	575,6	590,3	603,7	46	615,6	+ 3,4
N-Calédonie	1 195,6	1 630,7	1 728,1	1 790	1 903,9	2 039,7	1 970,7	2 030,4	52,9	2 032,4	+ 24,5
Wallis & Futuna	7,7	10,5	9	7,9	10,6	17,8	16,6	5,6	76	5,8	-46,7
COM	1 876,1	2 328,5	2 416,8	2 441,1	2 586,4	2 755,4	2 703,2	2 781,4	51,8	ND*	+ 19,4
DCOM	8 061,2	9 318,1	9 193,4	9 125,5	9 509,8	9 562,4	9 417,1	9 927,9	44,4	10 083,2	+ 6,6
France (Mds. €)	437,8	479,3	500,1	525	547,1	563	567,9	581,7	69,4	588	+ 21,4
DCOM / FR	1,84 %	1,94 %	1,84 %	1,74 %	1,74 %	1,70 %	1,66 %	1,71 %	-	1,71 %	-0,23 pt

Sources : IEDOM et IEOM. France : cf. Banque de France (www.webstat.banque-france.fr). ND = non disponible.

* Y compris COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, rattachées au département de la Guadeloupe.